

# Ministère de la Culture

## Plan ministériel Administration exemplaire Rapport 2017





**1/**

**Présentation du PmAE du MC**  
**14 actions recouvrant 24 indicateurs p5**

<b>Le PmAE, un plan ministériel pour tout le périmètre MC</b>	<b>p7</b>
<b>Le PmAE, un plan intégré à la Stratégie-RSO du MC</b>	<b>p8</b>
<b>Les 14 actions du PmAE du MC</b>	<b>p9</b>
<b>Les 24 Indicateurs liés aux 14 actions</b>	<b>p13</b>
<b>Cartes d'identité des actions</b>	<b>p15</b>

**2/**

**Rendu 2017**  
**sur l'exercice 2016 p21**

<b>Présentation</b>	<b>p23</b>
<b>Administration centrale</b>	<b>p29</b>
<b>Services déconcentrés</b>	<b>p35</b>
<b>Services à compétence nationale</b>	<b>p63</b>
<b>Établissements publics</b>	<b>p75</b>



1/

## **Présentation du PmAE du MC**

### **14 actions recouvrant 24 indicateurs**

<b>Le PmAE, un plan ministériel pour tout le périmètre MC</b>	<b>p7</b>
<b>Le PmAE, un plan intégré à la Stratégie-RSO du MC</b>	<b>p8</b>
<b>Les 14 actions du PmAE du MC</b>	<b>p9</b>
<b>Les 24 Indicateurs liés aux 14 actions</b>	<b>p13</b>
<b>Cartes d'identité des actions</b>	<b>p15</b>



**Le PmAE, un plan ministériel pour tout le périmètre MC**

La circulaire du Premier Ministre n°5769/SG du 17 février 2015 définit les principes du **Plan d'action interministériel « Administration exemplaire » pour l'environnement 2015-2020** (PAE).

Le PAE est un des éléments de la Stratégie nationale de Transition écologique vers un Développement durable (SNTEDD) et est axé sur le fonctionnement interne des administrations. Ce plan, transmis à l'ensemble des ministères pour sa mise en œuvre, fait l'objet d'un **suivi interministériel** pris en charge par le ministère de la Transition écologique et solidaire (MTES).

A partir de ces éléments, le ministère de la Culture (MC), comme tous les ministères, a bâti son **Plan ministériel d'administration exemplaire (PmAE)** afin de planifier et de piloter à tous les niveaux les mesures concrètes de transition écologique et énergétiques adoptées, pour la période 2015-2020. Conformément à la circulaire du Premier Ministre, le PmAE du MC cible de manière prioritaire les principaux impacts en matière environnementale du fonctionnement du ministère.

Le PmAE s'est appliqué **dès 2015 aux administrations centrales, aux services déconcentrés et aux services à compétence nationale**.

Le PmAE s'est élargi **le 31 décembre 2016 aux établissements publics et opérateurs comprenant plus de 250 agents**. En 2017, environ 20 établissements entrent dans ce champ d'application et environ dix sont proches du seuil (entre 200 et 250 agents).

Dans ce cadre, le MC s'engage à intégrer **tous les établissements placés sous sa tutelle**, y compris ceux situés en deçà du seuil de 250 agents, dans la mise en œuvre des objectifs et indicateurs PmAE.

Le calendrier d'élargissement 2015-2020 du périmètre est le suivant :

- 2016 : rendu obligatoire des indicateurs concernant l'année 2015 pour **les services d'administration centrale**, pour **les services déconcentrés** et pour **les services à compétence nationale** ; les établissements publics et opérateurs souhaitant et étant en capacité de rendre leurs indicateurs peuvent rejoindre immédiatement le périmètre opérationnel ;
- 2017 : rendu obligatoire des indicateurs concernant l'année 2016 pour **les établissements publics et opérateurs comprenant plus de 250 agents** ; les établissements publics et opérateurs non concernés par cette obligation mais souhaitant et étant en capacité de rendre leurs indicateurs peuvent rejoindre immédiatement le périmètre opérationnel ;
- 2019 : rendu obligatoire des indicateurs concernant l'année 2018 pour **tous les établissements publics et opérateurs**.

**Le PmAE, un plan intégré à la Stratégie-RSO du MC**

Le MC a fait le choix **d'intégrer son PmAE dans sa Stratégie ministérielle de Transition écologique vers un Développement durable (SmTEDD)**, qui est une Stratégie-RSO : **les actions du PmAE sont ainsi pleinement des actions Stratégie-RSO**. Cette intégration du PmAE dans la Stratégie-RSO témoigne des ambitions suivantes :

- Constituer un document de référence unique pour le ministère, regroupant l'ensemble des dimensions à l'œuvre dans le champ du développement durable ;
- Traiter de manière cohérente les impacts sociétaux, sociaux et environnementaux, dans une approche de responsabilité sociale des organisations (RSO) ;
- Souligner l'articulation entre le volet environnemental et les volets sociétal et social.

Dans la Stratégie-RSO, **le PmAE constitue pour l'essentiel le volet environnemental : les treize actions de ce volet sont ainsi des actions PmAE. Une action est intégrée au volet sociétal** et concerne le comportement socialement responsable du ministère comme acteur économique.

Le PmAE du ministère s'articule ainsi autour de **14 actions**. Ces 14 actions recouvrent **24 indicateurs**.

**Les 14 actions constituant le PmAE du MC** sont regroupées selon **cinq axes**, qui sont aussi des axes de la Stratégie-RSO :

### **Agir pour renforcer la cohésion sociale**

Une société durable est une société capable de favoriser le lien social et de mettre en place les conditions du vivre ensemble. Le ministère de la Culture, par les politiques qu'il porte et les choix d'administration qu'il fait, a un rôle spécifique à jouer dans cette ambition.

Dans ce cadre, le ministère de la Culture s'engage à montrer l'exemple en se comportant en acteur économique et en employeur socialement responsable.

---

- **Action 1 : Se comporter en acteur économique socialement responsable**

Pour affirmer son engagement en faveur de comportements économiques socialement responsables, le ministère de la Culture s'engage pour confier une partie des prestations commandées par le biais des marchés publics à des personnes éloignées de l'emploi, soit en raison de difficultés particulières d'insertion soit du fait d'un handicap, chaque fois que l'objet du marché et le volume d'achat s'y prêtent. L'objectif du 2ème plan national d'action pour les achats publics durables (PNAAPD) 2015-2020 est que 25 % des marchés passés en 2020 incluent une disposition sociale.

---

### **Maîtriser les consommations d'énergies**

Pour être durable, le cadre de vie doit concilier une exigence de qualité d'usage, à travers notamment les formes urbaines et architecturales, une conception ménageant équité et cohésion sociales et le respect du patrimoine bâti et naturel. Ces préoccupations sont, par essence, au centre même des missions du ministère de la Culture, chargé de l'architecture, des patrimoines et des institutions culturelles et créatives.

Ainsi, le ministère doit en particulier promouvoir la reconnaissance du patrimoine existant comme outil au service de la fabrication de la ville de demain, le bâti ancien ayant fait la preuve de sa durabilité et de sa capacité de résilience. La loi de 1977 posant le principe que « l'architecture est d'intérêt public », le ministère de la Culture s'emploie à valoriser l'architecture comme une composante essentielle de l'aménagement durable.

Les responsabilités du ministère dans le champ des métiers du patrimoine bâti sont ainsi importantes : le choix de construire, réutiliser ou réaffecter des bâtiments doit témoigner d'un souci de préservation et d'économie s'inscrivant totalement dans une démarche de développement durable. Les services du ministère, décideurs ou prescripteurs, peuvent et doivent jouer un rôle prépondérant dans la volonté de restaurer, réhabiliter ou construire durablement.

Dans cette perspective, la prise en compte des particularités des équipements culturels, de leurs formes architecturales, de leurs usages et modes d'utilisation le plus souvent très spécifiques, ainsi que de leur valeur patrimoniale, implique également des modalités d'amélioration adaptées qu'il s'agit de définir et promouvoir pour garantir l'intégration des enjeux du développement durable à ces équipements culturels.

---

- **Action 2 : Connaître les émissions de gaz à effet de serre et les consommations d'énergie pour les maîtriser**

D'une manière générale, le suivi des actions visant à maîtriser les consommations d'énergie des services et établissements doit s'appuyer sur la connaissance des données permettant de mesurer l'impact environnemental de leur fonctionnement et de son évolution dans le temps.

- **Action 3 : Améliorer la performance énergétique des bâtiments en veillant à préserver la qualité du bâti**

Le ministère de la Culture est l'utilisateur d'un parc immobilier important et varié pour loger ses services, à Paris et en région. La réduction des émissions des gaz à effet de serre (GES) passe par une plus grande sobriété énergétique de l'ensemble de ces bâtiments ; cette amélioration des performances doit s'effectuer dans le respect de la qualité architecturale et de l'esprit de la conception initiale du bâti.

---

### **Promouvoir une politique de déplacements écoresponsables**

Les déplacements des agents du ministère de la Culture représentent un enjeu majeur dans l'accomplissement des missions qui leur sont confiées. Ils constituent également un enjeu très important en termes de conditions de travail, de maîtrise des dépenses de fonctionnement et de développement durable.

La politique de déplacement du ministère doit tout d'abord permettre de garantir la qualité du service rendu par le ministère de la Culture en tous points du territoire et, le cas échéant, à l'international.

Il s'agit également d'améliorer les conditions de travail des agents, en tenant compte tant de la fatigue liée aux déplacements que des risques engendrés, notamment routiers.

Enfin, la politique de déplacement doit permettre d'optimiser l'organisation du travail au quotidien, en veillant d'une part à ce que le déplacement temporaire n'intervienne que lorsqu'il est strictement nécessaire et, d'autre part, à ce que ce temps passé en déplacement soit proportionné aux résultats qu'on en attend.

La politique de déplacement du ministère s'articule autour de quatre axes complémentaires : la généralisation de l'élaboration de plans de déplacements d'administration, la mise en place de plans visant à accroître l'utilisation des outils de téléconférence et donc, par là même, à diminuer la quantité de déplacements physiques, le développement de l'achat ou de l'utilisation de véhicules propres, le développement de l'écoconduite.

- 
- **Action 4 : Généraliser l'élaboration de plans de déplacements d'administration**
  - **Action 5 : Mettre en place un plan visant à accroître l'utilisation des outils de téléconférence**
  - **Action 6 : Acheter ou utiliser des véhicules propres**
  - **Action 7 : Développer l'écoconduite**
- 

### **Économiser les ressources et promouvoir le recyclage**

Les coûts environnementaux de production d'eau, de métaux, de matières sont en croissance : émissions de polluants (dont les gaz à effet de serre), effets liés (pollution de l'air, de l'eau et des sols, changement climatique...), croissance importante de la production des déchets si aucune mesure n'est engagée. La surconsommation des ressources peut compromettre les équilibres des écosystèmes et la biodiversité.

Il est donc nécessaire de raisonner désormais en termes d'économie de matières, en adaptant la consommation de l'eau et des ressources naturelles au juste besoin et en veillant à la non-toxicité des produits qui circulent dans les bâtiments et les espaces verts publics.

L'économie des ressources et la promotion du recyclage doit s'appuyer sur une politique de limitation des déchets, de développement du recyclage ainsi que de l'économie circulaire et d'achat durable. En particulier, la maîtrise des consommations de papier et d'eau représente un enjeu important pour les administrations qui se doivent d'être exemplaires.

- 
- **Action 8 : Agir par le biais des politiques achats**
  - **Action 9 : Limiter les déchets et promouvoir le recyclage**
  - **Action 10 : Maîtriser les consommations de papier**
  - **Action 11 : Optimiser les consommations d'eau**
  - **Action 12 : Favoriser le développement de l'économie circulaire dans les métiers de la culture**
- 

### **Préserver la biodiversité**

Au-delà d'actions spécifiques, concernant des espaces naturels remarquables dont le ministère de la Culture est gestionnaire, la sensibilisation à la biodiversité et à son maintien doit concerner l'ensemble de ses agents.

- 
- **Action 13 : Développer l'alimentation biologique**  
L'alimentation biologique doit être développée au sein du ministère en tant qu'enjeu de santé publique.
  - **Action 14 : Préserver la qualité et la biodiversité des espaces verts non-bâti**  
Le ministère de la Culture est gestionnaire d'espaces naturels remarquables, notamment des jardins classés, des sites et des grands parcs historiques, qui contribuent à la préservation de la faune et de la flore et qui constituent, pour certains d'entre eux, de véritables conservatoires de la biodiversité de nos territoires. La préservation de la biodiversité au sein de ces ensembles qui présentent un caractère d'exemplarité doit donc être une ligne de force de l'action du ministère.
-

## Les 24 Indicateurs liés aux 14 actions

Le PmAE du MC comprend **24 indicateurs** répartis ainsi :

- **une partie commune** à l'ensemble des administrations, avec des objectifs et des indicateurs communs à tous les ministères et faisant l'objet d'un suivi interministériel encadré ; cette partie commune comporte **15 indicateurs** partagés par l'ensemble des ministères, classés selon les catégories d'impact environnemental identifiées au niveau interministériel ; les deux premiers sont des indicateurs de procédure ;
- des objectifs et indicateurs complémentaires liés aux **spécificités du champ culturel et aux choix du MC** et sur lesquels ce dernier a souhaité s'engager ; cette partie complémentaire comporte **9 indicateurs**.

Les **15 indicateurs communs**, classés selon les catégories d'impact environnemental identifiées au niveau interministériel, sont les suivants :

### Procédure

- Remise du bilan annuel en respectant le cadre méthodologique de l'instruction du 17 février 2015
- Pourcentage d'établissements publics et opérateurs intégrés au PmAE

### Économies d'énergies

- Taux des bilans de gaz à effet de serre attestant d'une baisse des émissions sur les périmètres obligatoires 1 et 2 ;
- Quantité d'énergie réelle en kWh consommée chaque année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services
- Consommation annuelle moyenne d'énergie par m<sup>2</sup>

### Mobilité durable

- Proportion de véhicules propres acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc et proportion de véhicules électriques ou hybrides acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc
- Nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration formés à l'éco-conduite par rapport au nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration.

### Économie de ressources et réduction des déchets

- Quantité de déchets résiduels produits par agent
- Nombre de restaurants administratifs réalisant le tri des biodéchets par rapport au nombre total de restaurants administratifs
- Evolution du nombre de ramettes de papier consommées entre l'année N et l'année N-1
- Quantité de papier recyclé acheté par rapport à la quantité de papier acheté
- Quantité d'eau consommée dans l'année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services

### **Préservation de la biodiversité**

- Valeur des denrées et produits alimentaires biologiques achetés par rapport à la valeur totale des denrées et produits achetés
- Pourcentage de sites ayant au moins un espace vert ou non bâtis mettant en œuvre une gestion éco-responsable

### **Responsabilité sociale de l'État**

- Pourcentage de marchés de 90 000 Euros HT et plus comprenant au moins une disposition sociale au sens du plan national d'action pour l'achat public durable 2015-2020

Les **9 indicateurs complémentaires** liés aux spécificités du champ culturel et aux choix du MC concernent trois catégories d'impact et sont les suivants :

### **Économies d'énergies : maîtriser les consommations d'énergies**

- Nombre d'audits énergétiques réalisés dans l'année
- Evolution de la consommation d'énergie en Kwh/m2/an, globale et pour chacun des bâtiments ayant fait l'objet d'une intervention

### **Mobilité durable : promouvoir une politique de déplacements écoresponsables**

- Nombre de Plan de Déplacements Administration (PDA) adoptés par rapport au nombre de services concernés
- Evolution des émissions de gaz à effet de serre liées aux déplacements dans les services qui se sont dotés d'un PDA
- Utilisation des installations de téléconférences, en demi-journées par rapport au nombre de demi-journées ouvrées dans l'année

### **Économie de ressources et réduction des déchets : économiser les ressources et promouvoir le recyclage**

- Pourcentage de marchés passés au cours de l'année comportant au moins une clause environnementale
- Pourcentage de services et établissements signataires de la charte pour l'achat public durable à la fin de l'année
- Taux d'agents desservis par la collecte séparée des papiers usagés mis en place dans les services (incluant un contrat, une prestation, un service logistique de reprise des papiers collectés en vue de leur recyclage)
- Recensement et nombre des dispositifs mis en œuvre contribuant au développement de l'économie circulaire

**Cartes  
d'identité des  
actions**

Les 24 indicateurs permettant de suivre l'application du PmAE et d'en faire l'évaluation sont répartis entre les 14 actions, dont ils rendent compte. Les 14 actions sont pour leur part complémentaires les unes des autres et regroupées selon cinq axes structurants pour la Stratégie-RSO du ministère. Les **cartes d'identité suivantes permettent de mettre en évidence ces articulations.**

<b>Action PmAE</b>	<b>1</b>	<b>Se comporter en acteur économique socialement responsable</b>	
<b>Axe RSO</b>	Agir pour renforcer la cohésion sociale		
<b>Volet RSO</b>	Sociétal		
<b>Nomenclature RSO</b>	V.Sociétal/1-4		
<b>Actions PmAE liées</b>	-	Pas d'action PmAE liée ; les actions menées par le MC relevant du champ social forment le Volet 2 de la Stratégie-RSO	
<b>Indicateurs liés</b>	1/1	Suivi interministériel	Pourcentage de marchés de 90 000 Euros HT et plus comprenant au moins une disposition sociale au sens du plan national d'action pour l'achat public durable 2015-2020
		Oui	

<b>Action PmAE</b>	<b>2</b>	<b>Connaître les émissions de gaz à effet de serre et les consommations d'énergie pour les maîtriser</b>	
<b>Axe RSO</b>	Maîtriser les consommations d'énergie		
<b>Volet RSO</b>	Environnemental		
<b>Nomenclature RSO</b>	V.Env/1-1		
<b>Actions PmAE liées</b>	1/1	Action 3 / Améliorer la performance énergétique des bâtiments en veillant à préserver la qualité du bâti	
<b>Indicateurs liés</b>	1/3	Suivi interministériel	Taux des bilans de gaz à effet de serre attestant d'une baisse des émissions sur les périmètres obligatoires 1 et 2
		Oui	
	2/3	Suivi interministériel	Quantité d'énergie réelle en kWh consommée chaque année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services
		Oui	
	3/3	Suivi interministériel	Consommation annuelle moyenne d'énergie par m <sup>2</sup>
		Oui	

<b>Action PmAE</b>	<b>3</b>	<b>Améliorer la performance énergétique des bâtiments en veillant à préserver la qualité du bâti</b>	
<b>Axe RSO</b>	Maîtriser les consommations d'énergie		
<b>Volet RSO</b>	Environnemental		
<b>Nomenclature RSO</b>	V.Env/1-2		
<b>Actions PmAE liées</b>	1/1	Action 2 / Connaître les émissions de gaz à effet de serre et les consommations d'énergie pour les maîtriser	
<b>Indicateurs liés</b>	1/2	Suivi interministériel	Nombre d'audits énergétiques réalisés dans l'année
		Non	
	2/2	Suivi interministériel	Evolution de la consommation d'énergie en Kwh/m2/an, globale et pour chacun des bâtiments ayant fait l'objet d'une intervention
		Non	

<b>Action PmAE</b>	<b>4</b>	<b>Généraliser l'élaboration de plans de déplacements d'administration</b>	
<b>Axe RSO</b>	Promouvoir une politique de déplacements écoresponsables		
<b>Volet RSO</b>	Environnemental		
<b>Nomenclature RSO</b>	V.Env/2-1		
<b>Actions PmAE liées</b>	1/3	Action 5 / Mettre en place un plan visant à accroître l'utilisation des outils de téléconférence	
	2/3	Action 6 / Acheter ou utiliser des véhicules propres	
	3/3	Action 7 / Développer l'écoconduite	
<b>Indicateurs liés</b>	1/2	Suivi interministériel	Nombre de Plan de Déplacements Administration (PDA) adoptés par rapport au nombre de services concernés
		Non	
	2/2	Suivi interministériel	Evolution des émissions de gaz à effet de serre liées aux déplacements dans les services qui se sont dotés d'un PDA
		Non	

<b>Action PmAE</b>	<b>5</b>	<b>Mettre en place un plan visant à accroître l'utilisation des outils de téléconférence</b>	
<b>Axe RSO</b>	Promouvoir une politique de déplacements écoresponsables		
<b>Volet RSO</b>	Environnemental		
<b>Nomenclature RSO</b>	V.Env/2-2		
<b>Actions PmAE liées</b>	1/3	Action 4 / Généraliser l'élaboration de plans de déplacements d'administration	
	2/3	Action 6 / Acheter ou utiliser des véhicules propres	
	3/3	Action 7 / Développer l'écoconduite	
<b>Indicateurs liés</b>	1/1	Suivi interministériel	Utilisation des installations de téléconférences, en demi-journées par rapport au nombre de demi-journées ouvrées dans l'année
		Non	

<b>Action PmAE</b>	<b>6</b>	<b>Acheter ou utiliser des véhicules propres</b>	
<b>Axe RSO</b>	Promouvoir une politique de déplacements écoresponsables		
<b>Volet RSO</b>	Environnemental		
<b>Nomenclature RSO</b>	V.Env/2-3		
<b>Actions PmAE liées</b>	1/3	Action 4 / Généraliser l'élaboration de plans de déplacements d'administration	
	2/3	Action 5 / Mettre en place un plan visant à accroître l'utilisation des outils de téléconférence	
	3/3	Action 7 / Développer l'écoconduite	
<b>Indicateurs liés</b>	1/1	Suivi interministériel	Proportion de véhicules propres acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc et proportion de véhicules électriques ou hybrides acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc
		Oui	

<b>Action PmAE</b>	<b>7</b>	<b>Développer l'écoconduite</b>	
<b>Axe RSO</b>	Promouvoir une politique de déplacements écoresponsables		
<b>Volet RSO</b>	Environnemental		
<b>Nomenclature RSO</b>	V.Env/2-4		
<b>Actions PmAE liées</b>	1/3	Action 4 / Généraliser l'élaboration de plans de déplacements d'administration	
	2/3	Action 5 / Mettre en place un plan visant à accroître l'utilisation des outils de téléconférence	
	3/3	Action 6 / Acheter ou utiliser des véhicules propres	
<b>Indicateurs liés</b>	1/1	Suivi interministériel	Nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration formés à l'éco-conduite par rapport au nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration
		Oui	

<b>Action PmAE</b>	<b>8</b>	<b>Agir par le biais des politiques achats</b>	
<b>Axe RSO</b>	Économiser les ressources et promouvoir le recyclage		
<b>Volet RSO</b>	Environnemental		
<b>Nomenclature RSO</b>	V.Env/3-1		
<b>Actions PmAE liées</b>	1/4	Action 9 / Limiter les déchets et promouvoir le recyclage	
	2/4	Action 10 / Maîtriser les consommations de papier	
	3/4	Action 11 / Optimiser les consommations d'eau	
	4/4	Action 12 / Favoriser le développement de l'économie circulaire dans les métiers de la culture	
<b>Indicateurs liés</b>	1/3	Suivi interministériel	Quantité de papier recyclé acheté par rapport à la quantité de papier acheté
		Oui	
	2/3	Suivi interministériel	Pourcentage de marchés passés au cours de l'année comportant au moins une clause environnementale
		Non	
	3/3	Suivi interministériel	Pourcentage de services et établissements signataires de la charte pour l'achat public durable à la fin de l'année
		Non	

<b>Action PmAE</b>	<b>9</b>	<b> Limiter les déchets et promouvoir le recyclage</b>	
<b>Axe RSO</b>	Économiser les ressources et promouvoir le recyclage		
<b>Volet RSO</b>	Environnemental		
<b>Nomenclature RSO</b>	V.Env/3-2		
<b>Actions PmAE liées</b>	1/4	Action 8 / Agir par le biais des politiques achats	
	2/4	Action 10 / Maîtriser les consommations de papier	
	3/4	Action 11 / Optimiser les consommations d'eau	
	4/4	Action 12 / Favoriser le développement de l'économie circulaire dans les métiers de la culture	
<b>Indicateurs liés</b>	1/2	Suivi interministériel	Quantité de déchets résiduels produits par agent
		Oui	
	2/2	Suivi interministériel	Nombre de restaurants administratifs réalisant le tri des biodéchets par rapport au nombre total de restaurants administratifs
		Oui	

<b>Action PmAE</b>	<b>10</b>	<b> Maîtriser les consommations de papier</b>	
<b>Axe RSO</b>	Économiser les ressources et promouvoir le recyclage		
<b>Volet RSO</b>	Environnemental		
<b>Nomenclature RSO</b>	V.Env/3-3		
<b>Actions PmAE liées</b>	1/4	Action 8 / Agir par le biais des politiques achats	
	2/4	Action 9 / Limiter les déchets et promouvoir le recyclage	
	3/4	Action 11 / Optimiser les consommations d'eau	
	4/4	Action 12 / Favoriser le développement de l'économie circulaire dans les métiers de la culture	
<b>Indicateurs liés</b>	1/2	Suivi interministériel	Evolution du nombre de ramettes de papier consommées entre l'année N et l'année N-1
		Oui	
	2/2	Suivi interministériel	Taux d'agents desservis par la collecte séparée des papiers usagés mis en place dans les services (incluant un contrat, une prestation, un service logistique de reprise des papiers collectés en vue de leur recyclage)
		Non	

<b>Action PmAE</b>	<b>11</b>	<b> Optimiser les consommations d'eau</b>	
<b>Axe RSO</b>	Économiser les ressources et promouvoir le recyclage		
<b>Volet RSO</b>	Environnemental		
<b>Nomenclature RSO</b>	V.Env/3-4		
<b>Actions PmAE liées</b>	1/4	Action 8 / Agir par le biais des politiques achats	
	2/4	Action 9 / Limiter les déchets et promouvoir le recyclage	
	3/4	Action 10 / Maîtriser les consommations de papier	
	4/4	Action 12 / Favoriser le développement de l'économie circulaire dans les métiers de la culture	
<b>Indicateurs liés</b>	1/1	Suivi interministériel	Quantité d'eau consommée dans l'année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services
		Oui	

<b>Action PmAE</b>	<b>12</b>	<b>Favoriser le développement de l'économie circulaire dans les métiers de la culture</b>	
<b>Axe RSO</b>	Économiser les ressources et promouvoir le recyclage		
<b>Volet RSO</b>	Environnemental		
<b>Nomenclature RSO</b>	V.Env/3-5		
<b>Actions PmAE liées</b>	1/4	Action 8 / Agir par le biais des politiques achats	
	2/4	Action 9 / Limiter les déchets et promouvoir le recyclage	
	3/4	Action 10 / Maîtriser les consommations de papier	
	4/4	Action 11 / Optimiser les consommations d'eau	
<b>Indicateurs liés</b>	1/1	Suivi interministériel	Recensement et nombre des dispositifs mis en œuvre contribuant au développement de l'économie circulaire
		Non	

<b>Action PmAE</b>	<b>13</b>	<b>Développer l'alimentation biologique</b>	
<b>Axe RSO</b>	Préserver la biodiversité		
<b>Volet RSO</b>	Environnemental		
<b>Nomenclature RSO</b>	V.Env/4-1		
<b>Actions PmAE liées</b>	1/1	Action 14 / Préserver la qualité et la biodiversité des espaces verts non-bâti	
<b>Indicateurs liés</b>	1/1	Suivi interministériel	Valeur des denrées et produits alimentaires biologiques achetés par rapport à la valeur totale des denrées et produits achetés
		Oui	

<b>Action PmAE</b>	<b>14</b>	<b>Préserver la qualité et la biodiversité des espaces verts non-bâti</b>	
<b>Axe RSO</b>	Préserver la biodiversité		
<b>Volet RSO</b>	Environnemental		
<b>Nomenclature RSO</b>	V.Env/4-2		
<b>Actions PmAE liées</b>	1/1	Action 13 / Développer l'alimentation biologique	
<b>Indicateurs liés</b>	1/1	Suivi interministériel	Pourcentage de sites ayant au moins un espace vert ou non bâti mettant en œuvre une gestion éco-responsable
		Oui	



**2/**  
**Rendu 2017**  
**sur l'exercice 2016**

<b>Présentation</b>	<b>p23</b>
<b>Administration centrale</b>	<b>p29</b>
<b>Services déconcentrés</b>	<b>p35</b>
<b>Services à compétence nationale</b>	<b>p63</b>
<b>Établissements publics et opérateurs</b>	<b>p75</b>



---

## Présentation

---

## Le dispositif PmAE du MC

Élaboré suivant la circulaire du Premier Ministre n°5769/SG du 17 février 2015 qui définit les principes du Plan d'action interministériel « Administration exemplaire » pour l'environnement 2015-2020 (PAE), le Plan ministériel Administration exemplaire (PmAE) du ministère de la Culture (MC), adopté fin 2015, a été transmis par une note du 5 février 2016 de M. Christopher Miles, Secrétaire général, à l'ensemble des services concernés relevant du périmètre du ministère : Directions générales, Délégation générale à la langue française et aux langues de France, Services à compétence nationale, Directions régionales des affaires culturelles, établissements publics et opérateurs.

Le PmAE du MC s'est appliqué dès 2016, pour les indicateurs concernant l'année 2015, à l'administration centrale, aux services déconcentrés et aux services à compétence nationale ; de façon volontariste, le choix a été de l'élargir aux établissements publics et opérateurs comprenant plus de 250 ETP au 31 décembre 2016. Le MC s'est aussi engagé à intégrer au fur et à mesure tous les établissements placés sous sa tutelle, y compris ceux situés en deçà du seuil de 250 agents, dans la mise en œuvre des objectifs et indicateurs PmAE d'ici la fin 2019.

Le rendu des indicateurs concernant l'année 2016 était donc obligatoire pour les services d'administration centrale, pour les services déconcentrés, pour les services à compétence nationale et pour les établissements publics et opérateurs de plus de 250 agents ; les établissements publics et opérateurs situés en deçà de ce seuil mais souhaitant et étant en capacité de rendre leurs indicateurs ont été invités à rejoindre le périmètre opérationnel.

Pour le ministère, l'exercice n'est plus une nouveauté, puisque ce dispositif 2017 s'inscrit d'une part dans la continuité de l'application de la circulaire du 3 décembre 2008 relative à l'exemplarité de l'État au regard du développement durable et constitue d'autre part le second rapport du plan actuel 2015-2020. De fait, au-delà des enjeux en termes de stabilité du suivi et de solidité des données, c'est un réel élargissement du périmètre d'application du PmAE sur la période 2015-2020 qui constitue aujourd'hui l'enjeu majeur pour l'exemplarité du MC et qui est cohérent avec l'ambition de la Stratégie-RSO en faveur du développement durable annoncée par le ministère lors d'un colloque en mars 2017 au Palais de la Porte dorée.

## Les structures impliquées dans le rapport 2017

Les réponses classées par catégories de services et réunies dans le présent rapport, sont :

- **Administration centrale**
- **6 Services déconcentrés**
  - DRAC Bretagne
  - DRAC Grand-Est
  - DAC Guadeloupe
  - DAC Guyane
  - DRAC Occitanie
  - DRAC Provence Alpes Côte d'Azur (PACA)
- **3 Services à compétence nationale**
  - Centre de Recherche et de Restauration des Musées de France (C2RMF)
  - Musée de Cluny – musée national du Moyen Âge
  - Musée des Plans-reliefs
- **21 Établissements publics couvrant tous les champs artistiques et culturels du MC**
  - *Spectacles vivants*
    - Théâtre national de Chaillot
    - Cité de la musique - Philharmonie de Paris
  - *Patrimoines, musées et architecture*
    - Musée du quai Branly - Jacques Chirac
    - Universcience
    - Musée du Louvre
    - Réunion des musées nationaux et du Grand palais des Champs -Élysées (RmnGP)
    - Musée d'Orsay – Musée de l'Orangerie
    - Château, musée et domaine national de Versailles
    - Cité de l'architecture et du patrimoine (CAPA)
    - Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP)
    - Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la Culture (OPPIC)
    - Centre des monuments nationaux (CMN)
  - *Arts plastiques*
    - Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou (CNAC)

- *Livre et lecture*
  - Bibliothèque publique d'information – Centre Pompidou (BPI)
  - Bibliothèque nationale de France (BNF)
- *Audiovisuel*
  - Institut national de l'audiovisuel (INA)
- *Enseignements supérieurs*
  - Institut national du patrimoine (INP)
  - École nationale supérieure d'architecture de Paris - La Villette
  - École nationale supérieure d'architecture de Lyon
  - École nationale supérieure d'architecture de Normandie
  - École nationale supérieure d'art de Dijon

### **L'élargissement au cœur de la dynamique du ministère de la Culture**

Dès le rapport 2016 sur l'exercice 2015, l'application du PmAE crée une obligation pour l'administration centrale, les services déconcentrés et les services à compétence nationale.

Dans le premier dispositif mise en place de 2008 à 2013, le périmètre concernait essentiellement l'administration centrale. Cette antériorité dans l'investissement et l'expérience ainsi acquise au cours des dernières années, portent leurs fruits aujourd'hui et il faut souligner la réelle mobilisation des services d'administration centrale sur les thématiques du PmAE, mobilisation permettant d'apporter une plus-value qualitative à la recherche d'exemplarité.

Pour les services déconcentrés et les services à compétence nationale, le taux de réponses révèle un engagement qui reste à généraliser et il est décevant. En ce qui concerne les DRAC et DAC, seulement 6 d'entre elles ont répondu à l'appel cette année : c'est néanmoins une progression par rapport au rapport 2016, puisque seules 3 DRAC et DAC avaient répondu, mais les efforts de mobilisation doivent être sérieusement poursuivis. Quant aux SCN, 3 ont répondu cette année à l'appel, chiffre constant par rapport à l'année dernière.

Le présent rapport 2017 sur l'exercice 2016 témoigne en revanche de l'enclenchement d'une forte dynamique dans les établissements publics relevant du ministère de la Culture. Ainsi, 21 structures se sont placées

dans une perspective de démarche DD vertueuse, alors même qu'ils n'étaient que 3 en 2016. Très encourageant aussi, chacun des domaines d'activité des opérateurs a été couvert, que ce soient les champs de la création, des industries culturelles, des patrimoines et de la formation.

L'objectif annoncé en 2016 de parvenir à intensifier l'engagement ministériel en élargissant le périmètre est donc bien atteint : toutes structures confondues, le ministère passe entre 2016 et 2017 de 10 à 31 structures engagées.

Si ce constat engage le ministère à accentuer sa mobilisation en faveur de la mise en œuvre du plan Administration exemplaire, notamment dans ses services déconcentrés, il démontre également un intérêt transversal à tous les types de structure, au-delà des formes administratives ou des métiers, faisant ainsi la preuve que le succès du PmAE repose bien, au-delà des obligations réglementaires, sur l'engagement et le volontarisme des services.

Que les établissements publics soient ici remerciés pour leur engagement, qui montre que le développement durable est devenu un enjeu tant en interne pour leurs équipes qu'en externe pour leurs publics.

## **Pistes de travail**

Le présent rapport 2017 permet de confirmer les pistes de travail identifiées dans le rapport 2016 :

- **La robustesse des données**

Les retours montrent encore qu'un travail d'approfondissement méthodologique est toujours nécessaire pour stabiliser les données transmises, qui doivent pouvoir être, *in fine*, comparables et idéalement agrégables.

- **Des structures très diverses**

Dans le périmètre spécifique du ministère, la réflexion doit être approfondie pour tenir compte de la diversité des types de structures et des capacités techniques de chacune à fournir les informations demandées, aussi bien sur le plan des outils à mobiliser que sur le plan de l'expertise nécessaire.

- **L'articulation du PmAE dans la SmTEDD**

Le MC a choisi d'intégrer son PmAE dans sa démarche de Stratégie ministérielle de Transition écologique vers un Développement durable (SmTEDD), dont il compose pour l'essentiel le volet envi-

ronnemental. Cette articulation permet de décliner la politique de développement durable menée au ministère d'une manière cohérente et doit permettre de faire émerger des logiques de mutualisation, de partages de projets, d'expériences et de pratiques. C'est notamment le cas avec des actions concrètes liées au ré-emploi et à l'économie circulaire que partagent certains musées et théâtres en matière d'équipements scéniques et scénographiques.

- **Le rôle d'exemplarité de l'administration centrale**

L'Administration centrale du ministère a un rôle important à jouer en raison de son expérience acquise depuis 2009 et de l'expertise qu'elle porte : elle peut aujourd'hui tenir un rôle d'exemplarité et d'expertise vis-à-vis des autres services du périmètre MC, pour lesquels la démarche, progressivement obligatoire pour tous, pose des questions en termes d'expérience et d'engagement des services, d'expertise mobilisable et de moyens techniques disponibles. Ainsi, la MDD va proposer une formation pour l'encadrement consacrée à l'élaboration de stratégies-RSO.

---

## Administration centrale

---

Action	Indicateur	Données actualisées	Commentaires	
<b>Agir pour renforcer la cohésion sociale</b>				
1	Se comporter en acteur économique socialement responsable	Pourcentage de marchés de 90 000 Euros HT et plus comprenant au moins une disposition sociale au sens du plan national d'action pour l'achat public durable 2015-2020	2,37%	7 marchés sur 295. <i>Donnée nationale.</i>  Source : Plateforme PLACE
<b>Maîtriser les consommations d'énergie</b>				
2	Connaître les émissions de gaz à effet de serre et les consommations d'énergie pour les maîtriser	Taux des bilans de gaz à effet de serre attestant d'une baisse des émissions sur les périmètres obligatoires 1 et 2	Non renseigné	
		Quantité d'énergie réelle en kWh consommée chaque année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	11 226 810 kWh	
		Consommation annuelle moyenne d'énergie par m <sup>2</sup>	<i>Par site :</i>  BE : 248,57 VA:168.06 PYR: 191.43 BBG: 70.02 RIC: 161.03	
3	Améliorer la performance énergétique des bâtiments en veillant à préserver la qualité du bâti	Nombre d'audits énergétiques réalisés dans l'année	0	
		Evolution de la consommation d'énergie en Kwh/m2/an, globale et pour chacun des bâtiments ayant fait l'objet d'une intervention	<i>Par site :</i>  BE : + 8.73 % VA: +12 % PYR: +20.13 % CYR : -14.13 % BBG: +2.94 % RIC: +8.05 %	
<b>Promouvoir une politique de déplacements écoresponsables</b>				
4	Généraliser l'élaboration de plans de déplacements d'administration	Nombre de Plan de Déplacements Administration (PDA) adoptés par rapport au nombre de services concernés	1	Un PDA a été adopté en 2014 pour tout le périmètre de l'administration centrale.
		Evolution des émissions de gaz à effet de serre liées aux déplacements dans les services qui se sont dotés d'un PDA	Non renseigné	Pas de diagnostic réalisé.
5	Mettre en place	Utilisation des installations de	3,87%	L'indicateur actuel

Action	Indicateur	Données actualisées	Commentaires
un plan visant à accroître l'utilisation des outils de téléconférence	téléconférences, en demi-journées par rapport au nombre de demi-journées ouvrées dans l'année		<p>concernant l'utilisation de la visioconférence prend en compte le nombre de demi-journées d'utilisation des salles, en divisant ce résultat par le nombre théorique de demi-journées d'utilisation multiplié par le nombre de salles.</p> <p>L'augmentation du nombre de salles équipées, préalable nécessaire à l'utilisation de la visioconférence, tend mécaniquement à dégrader l'indicateur. Ce constat peut être tiré sur l'année 2016. Alors que 23 nouvelles salles ont été équipées sur la période, l'indicateur évolue à la baisse de 0,52%.</p> <p>Il mesure davantage le taux d'occupation des salles que l'accroissement de l'usage de la visioconférence. En conséquence, une évolution de l'indicateur est envisagée pour 2017, afin de refléter au mieux l'accroissement de l'utilisation des dispositifs de visioconférence.</p>
6 Acheter ou utiliser des véhicules propres	Proportion de véhicules propres acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc et proportion de véhicules électriques ou hybrides acquis ou utilisés lors du		<p><i>Données nationales.</i></p> <p><i>Source :</i> ALD Automotive, titulaire du</p>

Action	Indicateur	Données actualisées	Commentaires
	renouvellement du parc	<p style="text-align: center;"><b>Acquisitions 2016 :</b> 4,76 % de véhicules électriques et 57,14 % de véhicules hybrides</p> <p style="text-align: center;"><b>Véhicules utilisés :</b> 11 % du parc de véhicules sont des véhicules électriques et 8 % sont des véhicules hybrides</p>	<p>marché d'entretien des véhicules.</p> <p><i>Notion de véhicules propres :</i> véhicules électriques et hybrides</p> <p>Le parc automobile d'administration centrale était composé de 39 véhicules en 2014 et de 28 véhicules en 2015 et de 27 en 2016.</p> <p>En parallèle de cette politique de réduction du parc, une politique d'acquisition de véhicules propres de petit gabarit a été mise en place depuis 2013 (entre 2013 et 2016 2 véhicules électriques et 8 véhicules hybrides ont été achetés).</p> <p>Cette politique (réduction du parc et acquisition de véhicules propres) sera poursuivie en 2017 et dans les prochaines années)</p>
7	Développer l'écoconduite	Nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration formés à l'éco-conduite par rapport au nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration	<p style="text-align: center;"><b>0</b></p> <p>53 agents d'administration centrale bénéficient d'une autorisation de conduite d'un véhicule administratif. La formation à l'éco-conduite n'a</p>

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
				pas pu être lancée en 2016 ; elle devra l'être en 2017 et 2018.
<b>Économiser les ressources et promouvoir le recyclage</b>				
8	Agir par le biais des politiques achats	Quantité de papier recyclé acheté par rapport à la quantité de papier acheté	<p><i>En nombre de commande :</i> 2,5 %</p> <p><i>En volume financier :</i> 3,31 %</p>	<p>Tout le reste est issu de forêts gérées de manière durable.</p> <p><i>Données nationales.</i> <i>Pas de statistique nationale en quantité de ramettes.</i></p> <p><i>Source :</i> UGAP</p>
		Pourcentage de marchés passés au cours de l'année comportant au moins une clause environnementale	3,05%	<p>9 marchés sur 295.</p> <p><i>Données nationales.</i></p> <p><i>Source :</i> Plateforme Place</p>
		Pourcentage de services et établissements signataires de la charte pour l'achat public durable à la fin de l'année	Non renseigné	Le ministère applique pour son administration centrale les règles gouvernementales de l'achat public durable.
9	Limiter les déchets et promouvoir le recyclage	Quantité de déchets résiduels produits par agent	Non renseigné	<p>Données pour l'ensemble des agents.</p> <p><i>A noter :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 79 t de papiers, carton hors archives équivalant à 1351 arbres, 2 385 000 litres d'eau 318 000 kW épargnés</li> <li>- 774 kgs de canettes aluminium</li> <li>- 590 kgs de plastiques</li> </ul>
		Nombre de restaurants administratifs réalisant le tri des biodéchets par rapport au nombre total de restaurants	1/1	

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
		administratifs		
10	Maîtriser les consommations de papier	Evolution du nombre de ramettes de papier consommées entre l'année N et l'année N-1	<b>+2,93 %</b>	<i>Données nationales.</i>  <i>Source : UGAPConso</i>  Consommation 2015 : 32630 ramettes Consommation 2016 : 33585 ramettes
		Taux d'agents desservis par la collecte séparée des papiers usagés mis en place dans les services (incluant un contrat, une prestation, un service logistique de reprise des papiers collectés en vue de leur recyclage)	<b>100,00%</b>	
11	Optimiser les consommations d'eau	Quantité d'eau consommée dans l'année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	<b>17 176 m3</b>	-10,80% par rapport à 2015
12	Favoriser le développement de l'économie circulaire dans les métiers de la culture	Recensement et nombre des dispositifs mis en œuvre contribuant au développement de l'économie circulaire	<b>3</b>	- Exposition Secondes Vies - Dispositif d'étude AGREE - Stand réutilisable
<b>Préserver la biodiversité</b>				
13	Développer l'alimentation biologique	Valeur des denrées et produits alimentaires biologiques achetés par rapport à la valeur totale des denrées et produits achetés	<b>Non renseigné</b>	Une démarche globale est mise en place depuis 2008.
14	Préserver la qualité et la biodiversité des espaces verts non-bâti	Pourcentage de sites ayant au moins un espace vert ou non bâti mettant en œuvre une gestion éco-responsable	<b>1 site : Bons Enfants</b>	Désinsectisation par prolifération de coccinelle et chrysope.

---

**Services déconcentrés**

**Directions régionales des affaires culturelles  
Directions des affaires culturelles (Outre-Mer)**

---

## DRAC Bretagne

Action	Indicateur	Données actualisées	Commentaires	
<b>Agir pour renforcer la cohésion sociale</b>				
1	Se comporter en acteur économique socialement responsable	Pourcentage de marchés de 90 000 Euros HT et plus comprenant au moins une disposition sociale au sens du plan national d'action pour l'achat public durable 2015-2020	<b>Non renseigné</b>	1- marchés nationaux et interministériels essentiellement. 2- clauses sociales difficiles à intégrer dans les marchés de travaux M.H. compte tenu de la haute qualification requise pour la main d'oeuvre.
<b>Maîtriser les consommations d'énergie</b>				
2	Connaître les émissions de gaz à effet de serre et les consommations d'énergie pour les maîtriser	Taux des bilans de gaz à effet de serre attestant d'une baisse des émissions sur les périmètres obligatoires 1 et 2	<b>Sans objet</b>	BEGES non réalisé en 2016
		Quantité d'énergie réelle en kWh consommée chaque année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	<b>803 210 kWh</b>	Consommation Electricité + Gaz de l'ensemble des sites de DRAC.  Dont 161 330 kWh d'électricité.
		Consommation annuelle moyenne d'énergie par m <sup>2</sup>	<b>189 kWh/m<sup>2</sup> (dont 38 kWh:m2 Electricité)</b>	Ensemble des sites = 4 243 m <sup>2</sup> (Blossac + SRA + 3 UDAP 22-29-56)
3	Améliorer la performance énergétique des bâtiments en veillant à préserver la qualité du bâti	Nombre d'audits énergétiques réalisés dans l'année	<b>0</b>	Audit Hôtel de Blossac effectué en 2016
		Evolution de la consommation d'énergie en Kwh/m2/an, globale et pour chacun des bâtiments ayant fait l'objet d'une intervention	<b>Sans objet</b>	
<b>Promouvoir une politique de déplacements écoresponsables</b>				
4	Généraliser l'élaboration de plans de déplacements d'administration	Nombre de Plan de Déplacements Administration (PDA) adoptés par rapport au nombre de services concernés	<b>0</b>	Pas de PDA
		Evolution des émissions de gaz à effet de serre liées aux déplacements dans les services qui se sont dotés d'un PDA	<b>Sans objet</b>	
5	Mettre en place un plan visant à accroître l'utilisation des	Utilisation des installations de téléconférences, en demi-journées par rapport au nombre de demi-journées ouvrées dans	<b>3,9 %</b>	Idem 2015. Axe à améliorer.

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
	outils de téléconférence	l'année		
6	Acheter ou utiliser des véhicules propres	Proportion de véhicules propres acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc et proportion de véhicules électriques ou hybrides acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc	<b>Véhicules propres : 12/29</b>	Détail : - 8 hybrides - 3 essence - 1 électriques soit 42 % de véhicules propres à ce jour.
7	Développer l'écoconduite	Nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration formés à l'éco-conduite par rapport au nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration	<b>0/110</b>	Stage de prévention des risques routiers organisé chaque année par la DRAC durant lequel l'éco-conduite est abordée. Axe à améliorer (plan de formation 2017-2018).
<b>Économiser les ressources et promouvoir le recyclage</b>				
8	Agir par le biais des politiques achats	Quantité de papier recyclé acheté par rapport à la quantité de papier acheté	<b>100,00%</b>	Papier éco-responsable acheté auprès de l'UGAP marché national.
		Pourcentage de marchés passés au cours de l'année comportant au moins une clause environnementale	<b>3</b>	- Marché de nettoyage - Marché espace vert - Fournitures de bureaux auprès EA
		Pourcentage de services et établissements signataires de la charte pour l'achat public durable à la fin de l'année	<b>Non renseigné</b>	
9	Limiter les déchets et promouvoir le recyclage	Quantité de déchets résiduels produits par agent	<b>Non renseigné</b>	Indicateur non suivi
		Nombre de restaurants administratifs réalisant le tri des biodéchets par rapport au nombre total de restaurants administratifs	<b>Non renseigné</b>	
10	Maîtriser les consommations de papier	Evolution du nombre de ramettes de papier consommées entre l'année N et l'année N-1	<b>100</b>	
		Taux d'agents desservis par la collecte séparée des papiers usagés mis en place dans les services (incluant un contrat,	<b>100 % des agents trient leurs papiers usagés</b>	Collecte par l'association « Feuille d'Erable » sur

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
		une prestation, un service logistique de reprise des papiers collectés en vue de leur recyclage)		Rennes. Collecte par des entreprises privées sur autres sites.
11	Optimiser les consommations d'eau	Quantité d'eau consommée dans l'année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	825 m3	
12	Favoriser le développement de l'économie circulaire dans les métiers de la culture	Recensement et nombre des dispositifs mis en œuvre contribuant au développement de l'économie circulaire	3	- Feuille d'érable (recyclage papier) - ENVIE 35 (recyclage déchets électroniques) - CONIBI (recyclage consommables informatiques)
<b>Préserver la biodiversité</b>				
13	Développer l'alimentation biologique	Valeur des denrées et produits alimentaires biologiques achetés par rapport à la valeur totale des denrées et produits achetés	200 € / 20 000 €	Achat plateaux repas bio auprès d'un ESAT.
14	Préserver la qualité et la biodiversité des espaces verts non-bâti	Pourcentage de sites ayant au moins un espace vert ou non bâti mettant en œuvre une gestion éco-responsable	20,00%	Jardin de la DRAC.

## DRAC Grand-Est

Action	Indicateur	Données actualisées	Commentaires
<b>Agir pour renforcer la cohésion sociale</b>			
1	Se comporter en acteur économique socialement responsable	Pourcentage de marchés de 90 000 Euros HT et plus comprenant au moins une disposition sociale au sens du plan national d'action pour l'achat public durable 2015-2020	<p>Non renseigné</p> <p>Un seul marché comprenant au moins une disposition sociale a été identifié sur le site de Strasbourg.</p> <p>Il n'a pas été possible de recueillir les autres éléments concourant au calcul de l'indicateur.</p>
<b>Maîtriser les consommations d'énergie</b>			
2	Connaître les émissions de gaz à effet de serre et les consommations d'énergie pour les maîtriser	Taux des bilans de gaz à effet de serre attestant d'une baisse des émissions sur les périmètres obligatoires 1 et 2	<p>Sans objet</p> <p>Dernier BEGES (Bilan des émissions des gaz à effet de serre) disponible pour le site de Strasbourg (et Colmar) remonte à l'exercice 2013. Idem pour les autres sites a priori.</p>
		Quantité d'énergie réelle en kWh consommée chaque année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	<p>2 502 957 kwh</p> <p>Ce total se décompose ainsi :</p> <p><i>1/ Par source</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Electricité (kWh) : 565 766 (230 081 pour Chalons, 104 794 pour Metz, 230 891 pour Strasbourg) ;</li> <li>- Gaz (kWh) : 1 937 191 (292 277 pour Chalons, 544 100 pour Metz, 1 100 814 pour Strasbourg).</li> </ul> <p><i>2/ Par site :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 522 358 pour Chalons,</li> <li>- 648 894 pour Metz,</li> <li>- 1 331 705 pour Strasbourg</li> </ul>

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
				Les bâtiments loués ne sont pas concernés.  <i>Site de Strasbourg :</i> Palais du Rhin (sans l'annexe et le logement de fonction), y compris autres occupants (Région et CCNR)
		Consommation annuelle moyenne d'énergie par m <sup>2</sup>	272 kwh/m <sup>2</sup>	Le chiffre pour le site de Strasbourg n'est pas exploitable car quantité d'énergie pour tout le Palais (y compris Région et CCNR) mise en regard de la surface occupée par la DRAC seule.
3	Améliorer la performance énergétique des bâtiments en veillant à préserver la qualité du bâti	Nombre d'audits énergétiques réalisés dans l'année	0	
		Evolution de la consommation d'énergie en Kwh/m2/an, globale et pour chacun des bâtiments ayant fait l'objet d'une intervention	Sans objet	
<b>Promouvoir une politique de déplacements écoresponsables</b>				
4	Généraliser l'élaboration de plans de déplacements d'administration	Nombre de Plan de Déplacements Administration (PDA) adoptés par rapport au nombre de services concernés	0	
		Evolution des émissions de gaz à effet de serre liées aux déplacements dans les services qui se sont dotés d'un PDA	Sans objet	
5	Mettre en place un plan visant à accroître l'utilisation des outils de téléconférence	Utilisation des installations de téléconférences, en demi-journées par rapport au nombre de demi-journées ouvrées dans l'année	19,17 %  <b>Taux d'utilisation par site :</b> 20,08 % pour Chalons 16,53 % pour Metz 20,92 % pour Strasbourg	288 demi-journées d'utilisation des installations de téléconférences sur 1502 demi-journées ouvrées, soit 19.17 %.  Téléconférence = visioconférence (l'utilisation des autres moyens de

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
				communication étant difficile à évaluer).  + 585,71 % en 2016 par rapport à 2015.
6	Acheter ou utiliser des véhicules propres	Proportion de véhicules propres acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc et proportion de véhicules électriques ou hybrides acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc	<b>75 % des acquisitions sont propres (8 véhicules acquis dont 6 propres, dont 5 hybrides)</b>	<i>Véhicules propres</i> : véhicules dont les émissions de gaz à effet de serre sont inf. à 120gCo2/km.
7	Développer l'écoconduite	Nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration formés à l'éco-conduite par rapport au nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration	<b>4.52 % (7 agents sur 155)</b>  <b>Détail par site :</b> <b>0% pour Chalons (0 agent sur 51)</b> <b>8.06% pour Metz (5 agents sur 62)</b> <b>4.76% pour Strasbourg (2 agents sur 42)</b>	Présentation des véhicules hybrides courant 2016 aux agents concernés. Formation conduite en situation difficile (15 agents en 2016).
<b>Économiser les ressources et promouvoir le recyclage</b>				
8	Agir par le biais des politiques achats	Quantité de papier recyclé acheté par rapport à la quantité de papier acheté	<b>0,00%</b>	Pas d'achat de papier recyclé à fin 2016. 1er essai début 2017 jugé non concluant.
		Pourcentage de marchés passés au cours de l'année comportant au moins une clause environnementale	<b>Non renseigné</b>	Il n'a pas été possible de recueillir les éléments concourant au calcul de l'indicateur ; à revoir.
		Pourcentage de services et établissements signataires de la charte pour l'achat public durable à la fin de l'année	<b>Non renseigné</b>	Indicateur à clarifier.
9	limiter les déchets et promouvoir le recyclage	Quantité de déchets résiduels produits par agent	<b>Non renseigné</b>	Information difficile à évaluer.
		Nombre de restaurants administratifs réalisant le tri des biodéchets par rapport au nombre total de restaurants administratifs	<b>Sans objet</b>	

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
10	Maîtriser les consommations de papier	Evolution du nombre de ramettes de papier consommées entre l'année N et l'année N-1	Non renseigné	Les résultats sont partiels : Pas de données pour le site de Châlons d'où l'impossibilité de calculer cet indicateur.  Données partielles disponibles :  -10 % pour Metz (passage de 2050 à 225 ramettes)  +33.33 % pour Strasbourg (passage de 450 à 600 ramettes)
		Taux d'agents desservis par la collecte séparée des papiers usagés mis en place dans les services (incluant un contrat, une prestation, un service logistique de reprise des papiers collectés en vue de leur recyclage)		98.03 %
11	Optimiser les consommations d'eau	Quantité d'eau consommée dans l'année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	2734 m <sup>3</sup>  <i>Par site :</i> 1016 pour Chalons 554 pour Metz 1164 pour Strasbourg	Quantité d'eau en m <sup>3</sup> consommée en 2016. Factures de sept. 2015 à août 2016  Fuite d'eau sur le site de Châlons en 2016.  Site de Strasbourg : Palais+logement+annexe (y compris Région et CCNR).
12	Favoriser le développement de l'économie circulaire dans les métiers de la culture	Recensement et nombre des dispositifs mis en œuvre contribuant au développement de l'économie circulaire	0	L'économie circulaire désigne un concept économique qui s'inscrit dans le cadre du développement durable et dont

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
				l'objectif est de produire des biens et des services tout en limitant la consommation et le gaspillage des matières premières, de l'eau et des sources d'énergie. Il s'agit de déployer, une nouvelle économie, circulaire, et non plus linéaire, fondée sur le principe de «refermer le cycle de vie» des produits, des services, des déchets, des matériaux, de l'eau et de l'énergie.
<b>Préserver la biodiversité</b>				
<b>13</b>	Développer l'alimentation biologique	Valeur des denrées et produits alimentaires biologiques achetés par rapport à la valeur totale des denrées et produits achetés	<b>Non renseigné</b>	
<b>14</b>	Préserver la qualité et la biodiversité des espaces verts non-bâti	Pourcentage de sites ayant au moins un espace vert ou non bâti mettant en œuvre une gestion éco-responsable	<b>100 % sur Strasbourg</b>	Site de Strasbourg seul concerné. Site de Metz : pas d'espaces verts. Site de Châlons : espace vert minime et entretien a minima.

## DRAC Occitanie

Action	Indicateur	Données actualisées	Commentaires
<b>Agir pour renforcer la cohésion sociale</b>			
1	Se comporter en acteur économique socialement responsable	Pourcentage de marchés de 90 000 Euros HT et plus comprenant au moins une disposition sociale au sens du plan national d'action pour l'achat public durable 2015-2020	<p>Sans objet</p> <p>La DRAC n'a pas passé de marché supérieur à 90000 € HT pour son fonctionnement propre (elle émarge sur les marchés ministériels et régionaux.)</p> <p>Concernant les marchés Monuments historiques l'information n'est pas disponible.</p>
<b>Maîtriser les consommations d'énergie</b>			
2	Connaître les émissions de gaz à effet de serre et les consommations d'énergie pour les maîtriser	Taux des bilans de gaz à effet de serre attestant d'une baisse des émissions sur les périmètres obligatoires 1 et 2	Donnée non disponible.
		Quantité d'énergie réelle en kWh consommée chaque année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	Données 2016 non disponibles. Pour donner un ordre de grandeur, la moyenne des chiffres 2014 et 2015 est de 2 277 825 kWh
		Consommation annuelle moyenne d'énergie par m <sup>2</sup>	Données 2016 non disponibles. Pour donner un ordre de grandeur, la moyenne des chiffres 2014 et 2015 est de 200,92 kWh/m <sup>2</sup>
3	Améliorer la performance énergétique des bâtiments en veillant à préserver la qualité du bâti	Nombre d'audits énergétiques réalisés dans l'année	0
		Evolution de la consommation d'énergie en Kwh/m2/an, globale et pour chacun des bâtiments ayant fait l'objet d'une intervention	Donnée non disponible
<b>Promouvoir une politique de déplacements écoresponsables</b>			
4	Généraliser l'élaboration de plans de	Nombre de Plan de Déplacements Administration (PDA) adoptés par rapport au	0 1 PDA est en cours de réalisation

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
	déplacements d'administration	nombre de services concernés		
		Evolution des émissions de gaz à effet de serre liées aux déplacements dans les services qui se sont dotés d'un PDA	<b>Sans objet</b>	Donnée non disponible
<b>5</b>	Mettre en place un plan visant à accroître l'utilisation des outils de téléconférence	Utilisation des installations de téléconférences, en demi-journées par rapport au nombre de demi-journées ouvrées dans l'année	<b>20 %</b>	
<b>6</b>	Acheter ou utiliser des véhicules propres	Proportion de véhicules propres acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc et proportion de véhicules électriques ou hybrides acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc	<b>18 %</b>	
<b>7</b>	Développer l'écoconduite	Nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration formés à l'éco-conduite par rapport au nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration	<b>20,00%</b>	
<b>Économiser les ressources et promouvoir le recyclage</b>				
<b>8</b>	Agir par le biais des politiques achats	Quantité de papier recyclé acheté par rapport à la quantité de papier acheté	<b>0 %</b>	
		Pourcentage de marchés passés au cours de l'année comportant au moins une clause environnementale	<b>Non renseigné</b>	Donnée non disponible
		Pourcentage de services et établissements signataires de la charte pour l'achat public durable à la fin de l'année	<b>Non renseigné</b>	
<b>9</b>	Limiter les déchets et promouvoir le recyclage	Quantité de déchets résiduels produits par agent	<b>330 litres par agent</b>	
		Nombre de restaurants administratifs réalisant le tri des biodéchets par rapport au nombre total de restaurants administratifs	<b>Sans objet</b>	
<b>10</b>	Maîtriser les consommations de papier	Evolution du nombre de ramettes de papier consommées entre l'année N et l'année N-1	<b>-1,00%</b>	
		Taux d'agents desservis par la collecte séparée des papiers usagés mis en place dans les services (incluant un contrat,	<b>95 %</b>	

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
		une prestation, un service logistique de reprise des papiers collectés en vue de leur recyclage)		
11	Optimiser les consommations d'eau	Quantité d'eau consommée dans l'année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	Non renseigné	Donnée non disponible
12	Favoriser le développement de l'économie circulaire dans les métiers de la culture	Recensement et nombre des dispositifs mis en œuvre contribuant au développement de l'économie circulaire	0	
<b>Préserver la biodiversité</b>				
13	Développer l'alimentation biologique	Valeur des denrées et produits alimentaires biologiques achetés par rapport à la valeur totale des denrées et produits achetés	0	
14	Préserver la qualité et la biodiversité des espaces verts non-bâti	Pourcentage de sites ayant au moins un espace vert ou non bâti mettant en œuvre une gestion éco-responsable	0	

## **DRAC Provence-Alpes-Côte d'Azur**

Action	Indicateur	Données actualisées	Commentaires	
<b>Agir pour renforcer la cohésion sociale</b>				
1	Se comporter en acteur économique socialement responsable	Pourcentage de marchés de 90 000 Euros HT et plus comprenant au moins une disposition sociale au sens du plan national d'action pour l'achat public durable 2015-2020	Non renseigné	
<b>Maîtriser les consommations d'énergie</b>				
2	Connaître les émissions de gaz à effet de serre et les consommations d'énergie pour les maîtriser	Taux des bilans de gaz à effet de serre attestant d'une baisse des émissions sur les périmètres obligatoires 1 et 2	Non renseigné	Donnée non connue
		Quantité d'énergie réelle en kWh consommée chaque année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	Non renseigné	Donnée non connue
		Consommation annuelle moyenne d'énergie par m <sup>2</sup>	Non renseigné	Donnée non connue
3	Améliorer la performance énergétique des bâtiments en veillant à préserver la qualité du bâti	Nombre d'audits énergétiques réalisés dans l'année	0	
		Evolution de la consommation d'énergie en Kwh/m2/an, globale et pour chacun des bâtiments ayant fait l'objet d'une intervention	Non renseigné	Donnée non connue
<b>Promouvoir une politique de déplacements écoresponsables</b>				
4	Généraliser l'élaboration de plans de déplacements d'administration	Nombre de Plan de Déplacements Administration (PDA) adoptés par rapport au nombre de services concernés	0	Un PDA est en préparation en 2017, réalisé avec le cabinet Horizon Conseil.
		Evolution des émissions de gaz à effet de serre liées aux déplacements dans les services qui se sont dotés d'un PDA	Sans objet	
5	Mettre en place un plan visant à accroître l'utilisation des outils de téléconférence	Utilisation des installations de téléconférences, en demi-journées par rapport au nombre de demi-journées ouvrées dans l'année	Non renseigné	Objectif de développement des usages télé/visioconférence dans le cadre d'une action du PDA en préparation.
6	Acheter ou utiliser des véhicules propres	Proportion de véhicules propres acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc et proportion de véhicules électriques ou hybrides acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc	9 véhicules hybrides sur un parc de 33 véhicules	
7	Développer l'écoconduite	Nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration	0	Pas de formation spécifique dispensée mais

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
		formés à l'éco-conduite par rapport au nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration		incitation faite à utiliser de préférence les véhicules hybrides.
<b>Économiser les ressources et promouvoir le recyclage</b>				
8	Agir par le biais des politiques achats	Quantité de papier recyclé acheté par rapport à la quantité de papier acheté	<b>Non renseigné</b>	6 tonnes de papier recyclé en 2016.
		Pourcentage de marchés passés au cours de l'année comportant au moins une clause environnementale	<b>Sans objet</b>	Marchés nationaux MC
		Pourcentage de services et établissements signataires de la charte pour l'achat public durable à la fin de l'année	<b>Non renseigné</b>	Donnée non connue
9	limiter les déchets et promouvoir le recyclage	Quantité de déchets résiduels produits par agent	<b>Non renseigné</b>	Donnée non connue
		Nombre de restaurants administratifs réalisant le tri des biodéchets par rapport au nombre total de restaurants administratifs	<b>Non renseigné</b>	Donnée non connue
10	Maîtriser les consommations de papier	Evolution du nombre de ramettes de papier consommées entre l'année N et l'année N-1	<b>Non renseigné</b>	Donnée non connue
		Taux d'agents desservis par la collecte séparée des papiers usagés mis en place dans les services (incluant un contrat, une prestation, un service logistique de reprise des papiers collectés en vue de leur recyclage)	<b>70,00%</b>	
11	Optimiser les consommations d'eau	Quantité d'eau consommée dans l'année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	<b>Non renseigné</b>	Donnée non connue
12	Favoriser le développement de l'économie circulaire dans les métiers de la culture	Recensement et nombre des dispositifs mis en œuvre contribuant au développement de l'économie circulaire	<b>Non renseigné</b>	Donnée non connue
<b>Préserver la biodiversité</b>				
13	Développer l'alimentation biologique	Valeur des denrées et produits alimentaires biologiques achetés par rapport à la valeur totale des denrées et produits achetés	<b>Sans objet</b>	Pas d'achat direct de denrées alimentaires
14	Préserver la	Pourcentage de sites ayant au	<b>Non renseigné</b>	1 site est concerné :

Action	Indicateur	Données actualisées	Commentaires	
	qualité et la biodiversité des espaces verts non-bâties	moins un espace vert ou non bâtis mettant en œuvre une gestion éco-responsable		site principal de la DRAC à Aix

## DAC Guadeloupe

Action	Indicateur	Données actualisées	Commentaires
<b>Agir pour renforcer la cohésion sociale</b>			
1	Se comporter en acteur économique socialement responsable	Pourcentage de marchés de 90 000 Euros HT et plus comprenant au moins une disposition sociale au sens du plan national d'action pour l'achat public durable 2015-2020	Sans objet Aucun marché de 90.000 euros HT et plus.
<b>Maîtriser les consommations d'énergie</b>			
2	Connaître les émissions de gaz à effet de serre et les consommations d'énergie pour les maîtriser	Taux des bilans de gaz à effet de serre attestant d'une baisse des émissions sur les périmètres obligatoires 1 et 2	Sans objet Dac locataire
		Quantité d'énergie réelle en kWh consommée chaque année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	Sans objet Dac locataire
		Consommation annuelle moyenne d'énergie par m <sup>2</sup>	69,82 kwh/m <sup>2</sup> 39.344 Kwh pour 563 m <sup>2</sup> Période du 19 mai 2016 au 19 mai 2017 Forte diminution de la consommation liée au changement des climatiseurs par des modèles basse consommation.
3	Améliorer la performance énergétique des bâtiments en veillant à préserver la qualité du bâti	Nombre d'audits énergétiques réalisés dans l'année	0
		Evolution de la consommation d'énergie en Kwh/m2/an, globale et pour chacun des bâtiments ayant fait l'objet d'une intervention	-17,28%
<b>Promouvoir une politique de déplacements écoresponsables</b>			
4	Généraliser l'élaboration de plans de déplacements d'administration	Nombre de Plan de Déplacements Administration (PDA) adoptés par rapport au nombre de services concernés	0
		Evolution des émissions de gaz à effet de serre liées aux déplacements dans les services qui se sont dotés d'un PDA	Sans objet
5	Mettre en place un plan visant à accroître l'utilisation des outils de téléconférence	Utilisation des installations de téléconférences, en demi-journées par rapport au nombre de demi-journées ouvrées dans l'année	1,00% 6 visioconférences en 2016 / 566 demi-journées ouvrées.

6	Acheter ou utiliser des véhicules propres	Proportion de véhicules propres acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc et proportion de véhicules électriques ou hybrides acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc	0,00%	2 véhicules achetés en 2016 : renouvellement véhicule de direction et un 4x4 pour les besoins spécifiques archéologie et monuments historiques.  Report acquisition véhicule propre en 2018.
7	Développer l'écoconduite	Nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration formés à l'éco-conduite par rapport au nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration	0	Plusieurs agents ont déjà suivi une formation aux risques routiers.
<b>Économiser les ressources et promouvoir le recyclage</b>				
8	Agir par le biais des politiques achats	Quantité de papier recyclé acheté par rapport à la quantité de papier acheté	0	Les sous-chemises et une partie des chemises sont achetées en papier recyclé.
		Pourcentage de marchés passés au cours de l'année comportant au moins une clause environnementale	50,00%	Un sur deux marché.
		Pourcentage de services et établissements signataires de la charte pour l'achat public durable à la fin de l'année	Sans objet	
9	limiter les déchets et promouvoir le recyclage	Quantité de déchets résiduels produits par agent	0,6 m3	Collecte papier 17m3 liée à un effort conséquent d'archivage, pour 29 agents
		Nombre de restaurants administratifs réalisant le tri des biodéchets par rapport au nombre total de restaurants administratifs	Sans objet	Pas de restaurant administratif.
10	Maîtriser les consommations de papier	Evolution du nombre de ramettes de papier consommées entre l'année N et l'année N-1	7,40%	290 ramettes (270 en 2015)
		Taux d'agents desservis par la collecte séparée des papiers usagés mis en place dans les	100,00%	

		services (incluant un contrat, une prestation, un service logistique de reprise des papiers collectés en vue de leur recyclage)		
11	Optimiser les consommations d'eau	Quantité d'eau consommée dans l'année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	Sans objet	Bail
12	Favoriser le développement de l'économie circulaire dans les métiers de la culture	Recensement et nombre des dispositifs mis en œuvre contribuant au développement de l'économie circulaire	0	
<b>Préserver la biodiversité</b>				
13	Développer l'alimentation biologique	Valeur des denrées et produits alimentaires biologiques achetés par rapport à la valeur totale des denrées et produits achetés	Sans objet	
14	Préserver la qualité et la biodiversité des espaces verts non-bâties	Pourcentage de sites ayant au moins un espace vert ou non bâtis mettant en œuvre une gestion éco-responsable	Sans objet	

## DAC Guyane

Action	Indicateur	Données actualisées	Commentaires	
<b>Agir pour renforcer la cohésion sociale</b>				
1	Se comporter en acteur économique socialement responsable	Pourcentage de marchés de 90 000 Euros HT et plus comprenant au moins une disposition sociale au sens du plan national d'action pour l'achat public durable 2015-2020	Sans objet	Pas de marché recensé à ce jour.
<b>Maîtriser les consommations d'énergie</b>				
2	Connaître les émissions de gaz à effet de serre et les consommations d'énergie pour les maîtriser	Taux des bilans de gaz à effet de serre attestant d'une baisse des émissions sur les périmètres obligatoires 1 et 2	Sans objet	Pas de diagnostic réalisé ou exploitable.
		Quantité d'énergie réelle en kWh consommée chaque année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	Non renseigné	Pas de diagnostic réalisé ou exploitable
		Consommation annuelle moyenne d'énergie par m <sup>2</sup>	Non renseigné	Pas de diagnostic réalisé ou exploitable
3	Améliorer la performance énergétique des bâtiments en veillant à préserver la qualité du bâti	Nombre d'audits énergétiques réalisés dans l'année	0	Pas de diagnostic réalisé ou exploitable
		Evolution de la consommation d'énergie en Kwh/m2/an, globale et pour chacun des bâtiments ayant fait l'objet d'une intervention	Non renseigné	Pas de diagnostic réalisé ou exploitable
<b>Promouvoir une politique de déplacements écoresponsables</b>				
4	Généraliser l'élaboration de plans de déplacements d'administration	Nombre de Plan de Déplacements Administration (PDA) adoptés par rapport au nombre de services concernés	0	
		Evolution des émissions de gaz à effet de serre liées aux déplacements dans les services qui se sont dotés d'un PDA	Sans objet	
5	Mettre en place un plan visant à accroître l'utilisation des outils de téléconférence	Utilisation des installations de téléconférences, en demi-journées par rapport au nombre de demi-journées ouvrées dans l'année	0	Plan non mis en place à la DAC
6	Acheter ou utiliser des véhicules propres	Proportion de véhicules propres acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc et proportion de véhicules électriques ou hybrides acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc	0	Pas de véhicules propres ou hybrides
7	Développer l'écoconduite	Nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration	0	Pas de formation réalisée à la DAC

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
		formés à l'éco-conduite par rapport au nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration		
<b>Économiser les ressources et promouvoir le recyclage</b>				
8	Agir par le biais des politiques achats	Quantité de papier recyclé acheté par rapport à la quantité de papier acheté	0	Pas d'opération réalisée
		Pourcentage de marchés passés au cours de l'année comportant au moins une clause environnementale	0	Pas de marché recensé
		Pourcentage de services et établissements signataires de la charte pour l'achat public durable à la fin de l'année	0	Pas de signataire
9	Limiter les déchets et promouvoir le recyclage	Quantité de déchets résiduels produits par agent	Non renseigné	Non recensé
		Nombre de restaurants administratifs réalisant le tri des biodéchets par rapport au nombre total de restaurants administratifs	Sans objet	Pas de restaurant administratif
10	Maîtriser les consommations de papier	Evolution du nombre de ramettes de papier consommées entre l'année N et l'année N-1	Non renseigné	Pas de recensement de la consommation
		Taux d'agents desservis par la collecte séparée des papiers usagés mis en place dans les services (incluant un contrat, une prestation, un service logistique de reprise des papiers collectés en vue de leur recyclage)	Non renseigné	Tri sélectif très peu utilisé en Guyane et pas de sensibilisation
11	Optimiser les consommations d'eau	Quantité d'eau consommée dans l'année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	Non renseigné	Non recensé
12	Favoriser le développement de l'économie circulaire dans les métiers de la culture	Recensement et nombre des dispositifs mis en œuvre contribuant au développement de l'économie circulaire	Non renseigné	Non recensé
<b>Préserver la biodiversité</b>				
13	Développer l'alimentation biologique	Valeur des denrées et produits alimentaires biologiques achetés par rapport à la valeur totale des denrées et produits achetés	Non renseigné	Non recensé, produits biologiques difficilement identifiables en

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
				Guyane
14	Préserver la qualité et la biodiversité des espaces verts non-bâties	Pourcentage de sites ayant au moins un espace vert ou non bâtis mettant en œuvre une gestion éco-responsable	0	Pas de plan de gestion éco-responsable avec les prestataires espaces verts



---

## Services à compétence nationale

---

**Centre de recherche et de restauration des musées de France  
(C2RMF)**

## Points sur les actions évoquées dans le cadre du Plan national d'adaptation du patrimoine culturel matériel au changement climatique en vue de la COP 21 nov/déc.2015

### 1. Point 3 : Enquête sur les conditions et les états de conservation des collections exposées et conservées en réserves dans les musées territoriaux des Hauts-de-France.

En 2015, en collaboration avec le C2RMF et le SMF (BRT et BICT), la Drac Hauts de France a conduit une enquête auprès de 26 musées volontaires, pour évaluer les conditions et l'état de conservation des œuvres ainsi que les besoins en surfaces, volumes, mobiliers de rangements et matériels de conditionnement, et personnels qualifiés pour la gestion des collections. Cette étude a été étendue en 2016 à 10 musées picards. Les résultats traités statistiquement ont permis de lancer en 2017 la deuxième phase de l'opération sur des bases solides pour esquisser les différents **scénarios de mutualisation** possibles entre musées sur des critères thématiques, fonctionnels ou territoriaux. Outre sa participation à l'élaboration du questionnaire, le C2RMF a pris en charge l'automatisation du traitement statistique et infographique des résultats du questionnaire sur Excel. Celui-ci est désormais opérationnel pour un bilan à l'échelon national.

### 2. Point 4 : Les réserves des musées territoriaux à l'échelon national.

En 2017, le C2RMF se propose d'étendre la méthodologie développée en Hauts de France au territoire national et notamment aux musées sollicitant l'aide du C2RMF. Le questionnaire est présenté aux conseillers pour les musées le 22 juin 2017. Un premier bilan pourrait viser à établir l'état des lieux des musées mutualisés (nature des moyens mutualisés, quels progrès, quelles améliorations, quelles économies et gains ?) en 2018 par exemple via un stage de Master-2 de régie des œuvres, en lien avec le Bureau des réseaux territoriaux et le Bureau de l'innovation et du conseil technique du Service des musées de France.

### 3. Point 5 : Doctrine climatique en matière de conservation préventive.

#### 3.1 Généralités.

Le SMF et le C2RMF encouragent depuis quelques années un assouplissement des normes en matière de conservation préventive pour ne pas fixer des objectifs inatteignables ou irréalistes. Au dogme des  $18^{\circ}\text{C} \pm 1^{\circ}\text{C} / 50 \% \text{HR} \pm 5\% \text{HR}$ , répond aujourd'hui l'accent mis sur la stabilité avec des variations le plus lentes possible, et des consignes climatiques différentes en hiver et en été. Une "plage générale de confort" est posée entre  $17^{\circ}\text{C}$  et  $24^{\circ}\text{C}$ ,  $40 \% \text{HR}$  et  $60 \% \text{HR}$ , avec des plages de vigilance et d'alerte adaptées à la sensibilité des collections. Les plages climatiques idéales de conservation sont déterminées en combinant d'une part le climat extérieur, les capacités thermiques des bâtiments, les performances des systèmes de traitement de l'air et d'autre part les sensibilités et l'histoire matérielle (climatique) des collections.

### **3.2 Gestion des systèmes hommes-machines de traitement de l'air**

Avec deux élèves ingénieurs de cinquième année de l'INSA de Strasbourg, le département de la conservation préventive du C2RMF a conduit en 2016 et 2017 deux diagnostics sur la gestion des systèmes de traitement de l'air dans les musées dans des musées nationaux (Orsay, Louvre, Orangerie, cité de la musique) et territoriaux (en Franche-Comté et en Alsace). L'approche systémique visait à prendre en compte autant le fonctionnement des machines que les performances thermiques des bâtiments et surtout l'organisation de la décision et de la gestion des plages climatiques dans les espaces d'exposition et en réserves (entre conservateurs, régisseurs, techniciens internes, prestataires externes). Cette approche dont les résultats seront disponibles à l'automne 2017 débouche sur un guide d'élaboration des cahiers des charges de conception et gestion du climat dans les musées et devrait aider à mieux cibler les consignes climatiques selon les sensibilités des collections et les caractéristiques des lieux, ce qui devrait permettre une meilleure concertation entre acteurs du climat pour des économies d'énergie et un meilleur confort des collections.

### **3.3 Etude sur le climat et les conditions de conservation en milieu tropical**

Depuis 2015, dans le cadre d'une convention entre la Direction des affaires culturelles de l'Océan indien, l'Institut national du patrimoine et le C2RMF, le Département conservation préventive du C2RMF conduit une étude climatique sur 4 musées non climatisés de l'île de la Réunion. Cette étude est couplée à une veille sanitaire et des constats d'état réguliers pour évaluer l'évolution des collections et de leurs altérations dans un milieu chaud et humide. Les premières observations posent la question de l'adaptation des collections à leur environnement de conservation. Les premières données montrent que même avec des fenêtres ouvertes, un bâtiment de brique ou de bois amortit de moitié l'amplitude des variations d'humidité relative (très néfastes aux collections). Les vitrines, selon leur degré d'étanchéité, produisent un effet similaire. Cette étude met également en évidence le rôle de la ventilation dans l'absence de moisissures malgré des conditions thermiques et hygrométriques favorables.

Ce travail débouche sur une formation à la conservation préventive en milieu tropical d'une semaine en 2016 et sur des fiches techniques en 2017 en direction des personnels des institutions patrimoniales.

L'évaluation des dispositifs passifs de l'architecture moderne ou coloniale comme ceux de l'architecture vernaculaire pour assurer le confort des habitants en milieu tropical mériteraient une étude ciblée pour mieux comprendre leurs performances exactes et savoir comment et dans quelles conditions ces dispositifs pourraient être reproduits et étendus à des zones non tropicales mais néanmoins soumises au changement climatique.

## Musée de Cluny – Musée national du Moyen Âge

Action	Indicateur	Données actualisées	Commentaires
<b>Agir pour renforcer la cohésion sociale</b>			
1	Se comporter en acteur économique socialement responsable	Pourcentage de marchés de 90 000 Euros HT et plus comprenant au moins une disposition sociale au sens du plan national d'action pour l'achat public durable 2015-2020	Non renseigné  Clauses sociales déjà incluses dans marché d'entretien.  Pas de marché en 2016, mais plusieurs en cours de rédaction en 2017.
<b>Maîtriser les consommations d'énergie</b>			
2	Connaître les émissions de gaz à effet de serre et les consommations d'énergie pour les maîtriser	Taux des bilans de gaz à effet de serre attestant d'une baisse des émissions sur les périmètres obligatoires 1 et 2	Non renseigné
		Quantité d'énergie réelle en kWh consommée chaque année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	370 648 kwh  178 660 kwh janvier-mai 2017
		Consommation annuelle moyenne d'énergie par m <sup>2</sup>	Non renseigné
3	Améliorer la performance énergétique des bâtiments en veillant à préserver la qualité du bâti	Nombre d'audits énergétiques réalisés dans l'année	0  Faséo en 2015
		Evolution de la consommation d'énergie en Kwh/m2/an, globale et pour chacun des bâtiments ayant fait l'objet d'une intervention	Non renseigné  A placer dans le cadre des projets de travaux et notamment de la refonte muséographique (horizon 2018).
<b>Promouvoir une politique de déplacements écoresponsables</b>			
4	Généraliser l'élaboration de plans de déplacements d'administration	Nombre de Plan de Déplacements Administration (PDA) adoptés par rapport au nombre de services concernés	0  Tous les agents du musée de Cluny se déplacent en transports en commun (ou en vélos) vers leurs lieux de travail (réserves externalisées au Fort d'Ecouen, Montreuil...).
		Evolution des émissions de gaz à effet de serre liées aux déplacements dans les services qui se sont dotés d'un PDA	Sans objet
5	Mettre en place un plan visant à accroître l'utilisation des	Utilisation des installations de téléconférences, en demi-journées par rapport au nombre de demi-journées ouvrées dans	Non renseigné

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
	outils de téléconférence	l'année		
6	Acheter ou utiliser des véhicules propres	Proportion de véhicules propres acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc et proportion de véhicules électriques ou hybrides acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc	Sans objet	Aucun véhicule à Cluny
7	Développer l'écoconduite	Nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration formés à l'éco-conduite par rapport au nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration	Sans objet	
<b>Économiser les ressources et promouvoir le recyclage</b>				
8	Agir par le biais des politiques achats	Quantité de papier recyclé acheté par rapport à la quantité de papier acheté	0	À voir à partir de septembre 2017.
		Pourcentage de marchés passés au cours de l'année comportant au moins une clause environnementale	Sans objet	
		Pourcentage de services et établissements signataires de la charte pour l'achat public durable à la fin de l'année	Non renseigné	
9	limiter les déchets et promouvoir le recyclage	Quantité de déchets résiduels produits par agent	Non renseigné	
		Nombre de restaurants administratifs réalisant le tri des biodéchets par rapport au nombre total de restaurants administratifs	Sans objet	
10	Maîtriser les consommations de papier	Evolution du nombre de ramettes de papier consommées entre l'année N et l'année N-1	Non renseigné	325 ramettes en 2016
		Taux d'agents desservis par la collecte séparée des papiers usagés mis en place dans les services (incluant un contrat, une prestation, un service logistique de reprise des papiers collectés en vue de leur recyclage)	Non renseigné	Environ 8 m <sup>3</sup> recyclé une fois par an avec une société extérieure.  Nous venons de mettre en place la collecte de papiers avec la Ville de Paris 2 fois par semaine (500 l par semaine).

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
11	Optimiser les consommations d'eau	Quantité d'eau consommée dans l'année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	1557 m <sup>3</sup>	1039 m <sup>3</sup> au 1 <sup>er</sup> semestre 2017.
12	Favoriser le développement de l'économie circulaire dans les métiers de la culture	Recensement et nombre des dispositifs mis en œuvre contribuant au développement de l'économie circulaire	Non renseigné	
<b>Préserver la biodiversité</b>				
13	Développer l'alimentation biologique	Valeur des denrées et produits alimentaires biologiques achetés par rapport à la valeur totale des denrées et produits achetés	Sans objet	
14	Préserver la qualité et la biodiversité des espaces verts non-bâtis	Pourcentage de sites ayant au moins un espace vert ou non bâtis mettant en œuvre une gestion éco-responsable	100,00%	Partenariat avec la Ville de Paris sur le Jardin d'inspiration médiévale.

## Musée des Plans - reliefs

Action	Indicateur	Données actualisées	Commentaires
<b>Agir pour renforcer la cohésion sociale</b>			
1	Se comporter en acteur économique socialement responsable	Pourcentage de marchés de 90 000 Euros HT et plus comprenant au moins une disposition sociale au sens du plan national d'action pour l'achat public durable 2015-2020	Sans objet
<b>Maîtriser les consommations d'énergie</b>			
2	Connaître les émissions de gaz à effet de serre et les consommations d'énergie pour les maîtriser	Taux des bilans de gaz à effet de serre attestant d'une baisse des émissions sur les périmètres obligatoires 1 et 2	Non renseigné
		Quantité d'énergie réelle en kWh consommée chaque année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	830637 Kwh
		Consommation annuelle moyenne d'énergie par m <sup>2</sup>	166 kwh
3	Améliorer la performance énergétique des bâtiments en veillant à préserver la qualité du bâti	Nombre d'audits énergétiques réalisés dans l'année	0
		Evolution de la consommation d'énergie en Kwh/m <sup>2</sup> /an, globale et pour chacun des bâtiments ayant fait l'objet d'une intervention	+ 96 kwh/m <sup>2</sup>
<b>Promouvoir une politique de déplacements écoresponsables</b>			
4	Généraliser l'élaboration de plans de déplacements d'administration	Nombre de Plan de Déplacements Administration (PDA) adoptés par rapport au nombre de services concernés	0
		Evolution des émissions de gaz à effet de serre liées aux déplacements dans les services qui se sont dotés d'un PDA	Sans objet
5	Mettre en place un plan visant à accroître l'utilisation des outils de téléconférence	Utilisation des installations de téléconférences, en demi-journées par rapport au nombre de demi-journées ouvrées dans l'année	Sans objet
6	Acheter ou utiliser des véhicules propres	Proportion de véhicules propres acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc et proportion de véhicules électriques ou hybrides acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc	Sans objet
7	Développer l'écoconduite	Nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration formés à l'éco-conduite par rapport au nombre d'agents	Sans objet

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
		bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration		
<b>Économiser les ressources et promouvoir le recyclage</b>				
8	Agir par le biais des politiques achats	Quantité de papier recyclé acheté par rapport à la quantité de papier acheté	<b>Non renseigné</b>	
		Pourcentage de marchés passés au cours de l'année comportant au moins une clause environnementale	<b>Sans objet</b>	
		Pourcentage de services et établissements signataires de la charte pour l'achat public durable à la fin de l'année	<b>Non renseigné</b>	
9	Limiter les déchets et promouvoir le recyclage	Quantité de déchets résiduels produits par agent	<b>Non renseigné</b>	Non mesurable
		Nombre de restaurants administratifs réalisant le tri des biodéchets par rapport au nombre total de restaurants administratifs	<b>Sans objet</b>	
10	Maîtriser les consommations de papier	Evolution du nombre de ramettes de papier consommées entre l'année N et l'année N-1	<b>32</b>	Augmentation mécaniquement liée au développement des activités pédagogiques (livrets, documents, etc.).
		Taux d'agents desservis par la collecte séparée des papiers usagés mis en place dans les services (incluant un contrat, une prestation, un service logistique de reprise des papiers collectés en vue de leur recyclage)	<b>Non renseigné</b>	
11	Optimiser les consommations d'eau	Quantité d'eau consommée dans l'année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	<b>977 m<sup>3</sup></b>	
12	Favoriser le développement de l'économie circulaire dans les métiers de la culture	Recensement et nombre des dispositifs mis en œuvre contribuant au développement de l'économie circulaire	<b>Non renseigné</b>	
<b>Préserver la biodiversité</b>				
13	Développer l'alimentation biologique	Valeur des denrées et produits alimentaires biologiques achetés par rapport à la valeur totale des	<b>Sans objet</b>	

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
		denrées et produits achetés		
14	Préserver la qualité et la biodiversité des espaces verts non-bâties	Pourcentage de sites ayant au moins un espace vert ou non bâtis mettant en œuvre une gestion éco-responsable	Sans objet	

**Note importante :** les réponses fournies doivent être analysées en tenant compte de l'insertion du Musée des plans-reliefs dans l'ensemble constitué par l'Hôtel national des Invalides. En matière d'eau et d'électricité, le Musée ne paie pas ses consommations réelles, mais une quote-part de la dépense d'ensemble des Invalides (plus de 50 organismes différents), calculée au pro-rata des surfaces (utilisées ou non) qu'il occupe. De même, le Musée est dépendant, par exemple pour le recyclage du papier, de la politique d'ensemble du site (actuellement : aucun recyclage).

---

**Établissements publics  
et opérateurs**

---

## **Théâtre national de Chaillot**

Action	Indicateur	Données actualisées	Commentaires	
<b>Agir pour renforcer la cohésion sociale</b>				
1	Se comporter en acteur économique socialement responsable	Pourcentage de marchés de 90 000 Euros HT et plus comprenant au moins une disposition sociale au sens du plan national d'action pour l'achat public durable 2015-2020	Non renseigné	La quasi-totalité de nos marchés comportent ce type de clauses.
<b>Maîtriser les consommations d'énergie</b>				
2	Connaître les émissions de gaz à effet de serre et les consommations d'énergie pour les maîtriser	Taux des bilans de gaz à effet de serre attestant d'une baisse des émissions sur les périmètres obligatoires 1 et 2	Non renseigné	La gestion se fait au niveau de la conservation du Palais de Chaillot.
		Quantité d'énergie réelle en kWh consommée chaque année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	Non renseigné	La gestion se fait au niveau de la conservation du Palais de Chaillot.
		Consommation annuelle moyenne d'énergie par m <sup>2</sup>	Non renseigné	La gestion se fait au niveau de la conservation du Palais de Chaillot.
3	Améliorer la performance énergétique des bâtiments en veillant à préserver la qualité du bâti	Nombre d'audits énergétiques réalisés dans l'année	0	Le dernier audit commandité par le MCC remonte à 2013. Il a été réalisé par le bureau d'étude H3C.
		Evolution de la consommation d'énergie en Kwh/m2/an, globale et pour chacun des bâtiments ayant fait l'objet d'une intervention	Sans objet	
<b>Promouvoir une politique de déplacements écoresponsables</b>				
4	Généraliser l'élaboration de plans de déplacements d'administration	Nombre de Plan de Déplacements Administration (PDA) adoptés par rapport au nombre de services concernés	0	
		Evolution des émissions de gaz à effet de serre liées aux déplacements dans les services qui se sont dotés d'un PDA	Sans objet	
5	Mettre en place un plan visant à accroître l'utilisation des outils de téléconférence	Utilisation des installations de téléconférences, en demi-journées par rapport au nombre de demi-journées ouvrées dans l'année	Sans objet	
6	Acheter ou	Proportion de véhicules propres	Sans objet	

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
	utiliser des véhicules propres	acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc et proportion de véhicules électriques ou hybrides acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc		
7	Développer l'écoconduite	Nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration formés à l'éco-conduite par rapport au nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration	Sans objet	
<b>Économiser les ressources et promouvoir le recyclage</b>				
8	Agir par le biais des politiques achats	Quantité de papier recyclé acheté par rapport à la quantité de papier acheté	Non renseigné	Question insérée dans les travaux du plan d'action-RSO de l'établissement.
		Pourcentage de marchés passés au cours de l'année comportant au moins une clause environnementale	Non renseigné	Question insérée dans les travaux du plan d'action-RSO de l'établissement.
		Pourcentage de services et établissements signataires de la charte pour l'achat public durable à la fin de l'année	01/01/17	Chaillot est signataire de la charte achat du MCC.
9	Limiter les déchets et promouvoir le recyclage	Quantité de déchets résiduels produits par agent	Non renseigné	Cf. note déchets.
		Nombre de restaurants administratifs réalisant le tri des biodéchets par rapport au nombre total de restaurants administratifs	Sans objet	Voir annexe consacrée aux déchets.
10	Maîtriser les consommations de papier	Evolution du nombre de ramettes de papier consommées entre l'année N et l'année N-1	Non renseigné	Question insérée dans les travaux du plan d'action RSO de l'établissement.
		Taux d'agents desservis par la collecte séparée des papiers usagés mis en place dans les services (incluant un contrat, une prestation, un service logistique de reprise des papiers collectés en vue de leur recyclage)	Non renseigné	Voir annexe consacrée aux déchets.

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
11	Optimiser les consommations d'eau	Quantité d'eau consommée dans l'année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	Non renseigné	Projet d'achat de gourdes pour remplacer les bouteilles d'eau
12	Favoriser le développement de l'économie circulaire dans les métiers de la culture	Recensement et nombre des dispositifs mis en œuvre contribuant au développement de l'économie circulaire	2	- Recours à des filières de réemploi ou don à des associations de l'ancien mobilier du Grand foyer.  - Récupération de la terre du spectacle de Mélanie Laurent par l'association <i>INCOYABLES COMESTIBLES</i> pour le potager de la rue de Charenton.
<b>Préserver la biodiversité</b>				
13	Développer l'alimentation biologique	Valeur des denrées et produits alimentaires biologiques achetés par rapport à la valeur totale des denrées et produits achetés	Sans objet	
14	Préserver la qualité et la biodiversité des espaces verts non-bâties	Pourcentage de sites ayant au moins un espace vert ou non bâtis mettant en œuvre une gestion éco-responsable	Sans objet	

## Annexe

### Valorisation des déchets : projet de future gestion

#### 1.1 Définition du périmètre du projet

##### Les déchets hors restauration :

- le papier et le carton d'emballage ;
- les bouteilles en plastique, gobelets et cannettes ;
- les déchets dangereux.

##### Les déchets de l'activité de restauration :

- le verre ;
- les bouteilles en plastique, gobelets et cannettes.

Remarque : les bio-déchets sont exclus du périmètre => à reconsidérer chaque année en revue de direction.

#### 1.2 Le papier

##### Papier non réutilisable (impressions recto-verso, prospectus etc.)

- Au choix des services :
  - o une poubelle dédiée à chaque poste de travail ;
  - o ou une poubelle dédiée partagée par plusieurs utilisateurs.
- Et une poubelle à chaque imprimante multifonction.
- Enlèvement quotidien par le personnel de ménage (1<sup>ère</sup> poubelle du chariot de ménage) => transfert au local poubelles intérieur (voir 1.9).

##### Papier réutilisable (impressions recto)

- Une poubelle dédiée à chaque imprimante multifonction.
- Dépôt du papier au fil de l'eau par les salariés.
- Enlèvement hebdomadaire par Bruno Blasi à la livraison du papier neuf, pour retour à l'imprimerie et fabrication de carnets de notes.

##### Nombre de poubelles

- Poubelles individuelles
- Poubelles partagées
- Poubelles imprimantes pour papier non réutilisable
- Poubelles imprimantes pour papier réutilisable

#### 1.3 Le carton d'emballage

##### Principe

- Les petits cartons d'emballage : déposés dans les poubelles à papier placées des bureaux.
- Les grands cartons d'emballage : déposés dans le local à poubelles intérieur par le service récipiendaire du colis (c'est déjà le cas aujourd'hui).

#### 1.4 Les bouteilles en plastique, gobelets et cannettes

##### Principe

- Gobelets disponibles à toutes les fontaines à eau.
- Points d'apport volontaire communs pour les bouteilles, gobelets et cannettes, placés près des machines à boissons et des fontaines.

**Cité de la musique – Philharmonie de Paris**

Action	Indicateur	Données actualisées	Commentaires
<b>Agir pour renforcer la cohésion sociale</b>			
1	Se comporter en acteur économique socialement responsable	Pourcentage de marchés de 90 000 Euros HT et plus comprenant au moins une disposition sociale au sens du plan national d'action pour l'achat public durable 2015-2020	0
<b>Maîtriser les consommations d'énergie</b>			
2	Connaître les émissions de gaz à effet de serre et les consommations d'énergie pour les maîtriser	Taux des bilans de gaz à effet de serre attestant d'une baisse des émissions sur les périmètres obligatoires 1 et 2	Sans objet
		Quantité d'énergie réelle en kWh consommée chaque année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	<b>Cité de la Musique :</b> <b>3 855 976 kWh</b>  <b>Philharmonie de Paris :</b> <b>6 038 031 kWh</b>
		Consommation annuelle moyenne d'énergie par m <sup>2</sup>	<b>Cité de la musique :</b> <b>531,53 kWh/m<sup>2</sup>/an</b>  <b>Philharmonie :</b> <b>120,72 kWh/m<sup>2</sup>/an</b>
3	Améliorer la performance énergétique des bâtiments en veillant à préserver la qualité du bâti	Nombre d'audits énergétiques réalisés dans l'année	0
		Evolution de la consommation d'énergie en Kwh/m <sup>2</sup> /an, globale et pour chacun des bâtiments ayant fait l'objet d'une intervention	<b>Cité de la Musique :</b> <b>220 kWh/m<sup>2</sup>/an</b> <b>soit une baisse de 58 %</b>
<b>Promouvoir une politique de déplacements écoresponsables</b>			
4	Généraliser l'élaboration de plans de déplacements d'administration	Nombre de Plan de Déplacements Administration (PDA) adoptés par rapport au nombre de services concernés	0
		Evolution des émissions de gaz à effet de serre liées aux déplacements dans les services qui se sont dotés d'un PDA	Sans objet

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
5	Mettre en place un plan visant à accroître l'utilisation des outils de téléconférence	Utilisation des installations de téléconférences, en demi-journées par rapport au nombre de demi-journées ouvrées dans l'année	Sans objet	Pas d'installation de Téléconférence
6	Acheter ou utiliser des véhicules propres	Proportion de véhicules propres acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc et proportion de véhicules électriques ou hybrides acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc	Sans objet	L'établissement ne dispose que de véhicules utilitaires. Cette catégorie de véhicules n'est pas encore commercialisée en électrique ou hybrides (aucune référence dans le catalogue UGAP au moment du renouvellement des véhicules en 2016)
7	Développer l'écoconduite	Nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration formés à l'éco-conduite par rapport au nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration	Sans objet	
<b>Économiser les ressources et promouvoir le recyclage</b>				
8	Agir par le biais des politiques achats	Quantité de papier recyclé acheté par rapport à la quantité de papier acheté	0	Pas d'achat de papier recyclé
		Pourcentage de marchés passés au cours de l'année comportant au moins une clause environnementale	Non renseigné	Pour la DETL : marché de nettoyage des locaux (article 1.6 du CCTP clause Exigence Haute Qualité Environnementale et article 2.2.1.1.3. : traitement des déchets - optimisation du tri et valorisation des déchets).
		Pourcentage de services et établissements signataires de la charte pour l'achat public durable à la fin de l'année	Sans objet	
9	Limiter les déchets et	Quantité de déchets résiduels produits par agent	Non renseigné	Non défini

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
	promouvoir le recyclage	Nombre de restaurants administratifs réalisant le tri des biodéchets par rapport au nombre total de restaurants administratifs	Sans objet	
10	Maîtriser les consommations de papier	Evolution du nombre de ramettes de papier consommées entre l'année N et l'année N-1	Consommation constante sur 1 an	4 000 ramettes/an de papier reprographie
		Taux d'agents desservis par la collecte séparée des papiers usagés mis en place dans les services (incluant un contrat, une prestation, un service logistique de reprise des papiers collectés en vue de leur recyclage)	100,00%	
11	Optimiser les consommations d'eau	Quantité d'eau consommée dans l'année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	Cité de la musique : 8 093 m <sup>3</sup>  Philharmonie de Paris : 28 548 m <sup>3</sup>	
12	Favoriser le développement de l'économie circulaire dans les métiers de la culture	Recensement et nombre des dispositifs mis en œuvre contribuant au développement de l'économie circulaire	0	
<b>Préserver la biodiversité</b>				
13	Développer l'alimentation biologique	Valeur des denrées et produits alimentaires biologiques achetés par rapport à la valeur totale des denrées et produits achetés	Sans objet	
14	Préserver la qualité et la biodiversité des espaces verts non-bâtis	Pourcentage de sites ayant au moins un espace vert ou non bâtis mettant en œuvre une gestion éco-responsable	Sans objet	

## Musée du Quai Branly – Jacques Chirac

Action	Indicateur	Données actualisées	Commentaires	
<b>Agir pour renforcer la cohésion sociale</b>				
1	Se comporter en acteur économique socialement responsable	Pourcentage de marchés de 90 000 Euros HT et plus comprenant au moins une disposition sociale au sens du plan national d'action pour l'achat public durable 2015-2020	0,9%	5 marchés / 557
<b>Maîtriser les consommations d'énergie</b>				
2	Connaître les émissions de gaz à effet de serre et les consommations d'énergie pour les maîtriser	Taux des bilans de gaz à effet de serre attestant d'une baisse des émissions sur les périmètres obligatoires 1 et 2	1 601 teqCO2/an <i>dont</i> 699 teqCO2/an en électricité ; 841 teqCO2/an en vapeur; 61 teqCO2/an en eau glacée	Chiffres 2014
		Quantité d'énergie réelle en kWh consommée chaque année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	24 517,9 MWh <i>dont</i> 8 014 MWh en électricité; 7 605,9 MWh en vapeur; 8898 MWh en eau glacée	
		Consommation annuelle moyenne d'énergie par m <sup>2</sup>	603 Kwh/an	SHON 40666 m <sup>2</sup>
3	Améliorer la performance énergétique des bâtiments en veillant à préserver la qualité du bâti	Nombre d'audits énergétiques réalisés dans l'année	0	
		Evolution de la consommation d'énergie en Kwh/m2/an, globale et pour chacun des bâtiments ayant fait l'objet d'une intervention	Consommation constante	
<b>Promouvoir une politique de déplacements écoresponsables</b>				
4	Généraliser l'élaboration de plans de déplacements d'administration	Nombre de Plan de Déplacements Administration (PDA) adoptés par rapport au nombre de services concernés	0	Une note de service relative aux déplacements des agents dans le cadre de leur fonction a été présentée en CHSCT et affichée, dans le cadre de la prévention des risques professionnels.

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
		Evolution des émissions de gaz à effet de serre liées aux déplacements dans les services qui se sont dotés d'un PDA	<b>Non encore appliqué</b>	
5	Mettre en place un plan visant à accroître l'utilisation des outils de téléconférence	Utilisation des installations de téléconférences, en demi-journées par rapport au nombre de demi-journées ouvrées dans l'année	<b>0.5 %</b>	
6	Acheter ou utiliser des véhicules propres	Proportion de véhicules propres acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc et proportion de véhicules électriques ou hybrides acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc	<b>0</b>	1 seul véhicule hybride utilisé pour l'ensemble du musée
7	Développer l'écoconduite	Nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration formés à l'éco-conduite par rapport au nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration	<b>1 sur 2</b>	Formation de conduite éco-responsable de véhicules
<b>Économiser les ressources et promouvoir le recyclage</b>				
8	Agir par le biais des politiques achats	Quantité de papier recyclé acheté par rapport à la quantité de papier acheté	<b>90%</b>	
		Pourcentage de marchés passés au cours de l'année comportant au moins une clause environnementale	<b>8,1%</b>	45 marchés sur 557
		Pourcentage de services et établissements signataires de la charte pour l'achat public durable à la fin de l'année	<b>Non signataire de la charte</b>	
9	limiter les déchets et promouvoir le recyclage	Quantité de déchets résiduels produits par agent	<b>214 kg / an / personne</b>	
		Nombre de restaurants administratifs réalisant le tri des biodéchets par rapport au nombre total de restaurants administratifs	<b>1 sur 1</b>	
10	Maîtriser les consommations de papier	Evolution du nombre de ramettes de papier consommées entre l'année N et l'année N-1	<b>2952 ramettes en 2016 contre 3226 ramettes en 2015</b>	2016/2015

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
		Taux d'agents desservis par la collecte séparée des papiers usagés mis en place dans les services (incluant un contrat, une prestation, un service logistique de reprise des papiers collectés en vue de leur recyclage)	<b>100%</b>	
<b>11</b>	Optimiser les consommations d'eau	Quantité d'eau consommée dans l'année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	<b>32044 m3</b>	
<b>12</b>	Favoriser le développement de l'économie circulaire dans les métiers de la culture	Recensement et nombre des dispositifs mis en œuvre contribuant au développement de l'économie circulaire	<p><b>3 notables (liste non limitative)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Deux marchés de scénographie ont été notifiés en vue de la préparation de quatre expositions. Les scénographes ont été invités à réutiliser les mêmes cimaises d'une exposition à une autre ;</i></li> <li>- <i>Le nouveau marché de restauration collective du musée a permis de mettre en place un système de tri des déchets organiques et non-organiques pour l'ensemble des convives et de rendre la gestion des déchets plus performante, avec un circuit de recyclage des déchets organiques et des huiles alimentaires par des prestataires identifiés et reconnus ;</i></li> <li>- <i>Un accord-cadre multi-attributaires de transport d'œuvres d'art a été conclu, favorisant les sociétés employant pour leur caisserie des matériaux recyclables ou des bois écologiques ( peuplier produit en France), et disposant d'une flotte performante écologiquement (véhicules Euro5 et Euro 6, voitures électriques).</i></li> </ul>	
<b>Préserver la biodiversité</b>				
<b>13</b>	Développer l'alimentation biologique	Valeur des denrées et produits alimentaires biologiques achetés par rapport à la valeur totale des denrées et produits achetés	<p><b>Appro bio plateforme et livraison directe : 5238,33€</b>  <b>Total Appro janvier-mai 2017 : 33096,98€</b>  <b>Bio/Total : 15,83 %</b></p>	

Action	Indicateur	Données actualisées	Commentaires
14 Préserver la qualité et la biodiversité des espaces verts non-bâties	Pourcentage de sites ayant au moins un espace vert ou non bâties mettant en œuvre une gestion éco-responsable	100,00%	1 seul site

## Universcience

Action	Indicateur	Données actualisées	Commentaires	
<b>Agir pour renforcer la cohésion sociale</b>				
1	Se comporter en acteur économique socialement responsable	Pourcentage de marchés de 90 000 Euros HT et plus comprenant au moins une disposition sociale au sens du plan national d'action pour l'achat public durable 2015-2020	5.7% des marchés soit 2 marchés	
<b>Maîtriser les consommations d'énergie</b>				
2	Connaître les émissions de gaz à effet de serre et les consommations d'énergie pour les maîtriser	Taux des bilans de gaz à effet de serre attestant d'une baisse des émissions sur les périmètres obligatoires 1 et 2	Bilan carbone en cours de réalisation	
		Quantité d'énergie réelle en kWh consommée chaque année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	30 016 885 kwh	Hors Palais de la Découverte, car non calculable.
		Consommation annuelle moyenne d'énergie par m <sup>2</sup>	262,5	Hors Palais de la Découverte, car non calculable.
3	Améliorer la performance énergétique des bâtiments en veillant à préserver la qualité du bâti	Nombre d'audits énergétiques réalisés dans l'année	0	Audits déjà réalisés, rénovation des bâtiments en cours (Palais de la Découverte et Cité des sciences)
		Evolution de la consommation d'énergie en Kwh/m2/an, globale et pour chacun des bâtiments ayant fait l'objet d'une intervention	Baisse de 4% sur le contrat principal Baisse de 13% sur la folie Argonaute de 24% à Monge	
<b>Promouvoir une politique de déplacements écoresponsables</b>				
4	Généraliser l'élaboration de plans de déplacements d'administration	Nombre de Plan de Déplacements Administration (PDA) adoptés par rapport au nombre de services concernés	0	Projet à court terme si le poste d'émission est significatif
		Evolution des émissions de gaz à effet de serre liées aux déplacements dans les services qui se sont dotés d'un PDA	Enquête sur les déplacements en cours de réalisation	
5	Mettre en place un plan visant à accroître l'utilisation des outils de téléconférence	Utilisation des installations de téléconférences, en demi-journées par rapport au nombre de demi-journées ouvrées dans l'année	Non renseigné	Nous n'avons pas les moyens nécessaires mis en place pour faire remonter ces résultats. Un nouvel outil est en cours de déploiement
6	Acheter ou utiliser des	Proportion de véhicules propres acquis ou utilisés lors du	Un véhicule électrique en	Le parc est en cours de

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
	véhicules propres	renouvellement du parc et proportion de véhicules électriques ou hybrides acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc	<b>prêt.</b>	renouvellement marché notifié fin 2017
<b>7</b>	Développer l'écoconduite	Nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration formés à l'éco-conduite par rapport au nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration	<b>100% des chauffeurs formés à l'éco-conduite</b>	
<b>Économiser les ressources et promouvoir le recyclage</b>				
<b>8</b>	Agir par le biais des politiques achats	Quantité de papier recyclé acheté par rapport à la quantité de papier acheté	<b>83,00%</b>	
		Pourcentage de marchés passés au cours de l'année comportant au moins une clause environnementale	<b>2,00%</b>	
		Pourcentage de services et établissements signataires de la charte pour l'achat public durable à la fin de l'année	<b>Non</b>	Le plan national d'action pour l'achat public durable est mis en œuvre mais n'est pas formalisé par la signature de la charte
<b>9</b>	limiter les déchets et promouvoir le recyclage	Quantité de déchets résiduels produits par agent	<b>Non renseigné</b>	Nous n'avons pas les moyens de calculer cet indicateur
		Nombre de restaurants administratifs réalisant le tri des biodéchets par rapport au nombre total de restaurants administratifs	<b>Sans objet</b>	Plus de restaurant administratif depuis le sinistre survenu à la CSI, pas de restaurant au palais
<b>10</b>	Maîtriser les consommations de papier	Evolution du nombre de ramettes de papier consommées entre l'année N et l'année N-1	<b>35% de baisse sur les A4 50% de baisse sur les A3</b>	
		Taux d'agents desservis par la collecte séparée des papiers usagés mis en place dans les services (incluant un contrat, une prestation, un service logistique de reprise des papiers collectés en vue de leur recyclage)	<b>81,00%</b>	
<b>11</b>	Optimiser les	Quantité d'eau consommée	<b>89381 m3</b>	sauf bâtiments

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
	consommations d'eau	dans l'année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services		Magellan et Monge
<b>12</b>	Favoriser le développement de l'économie circulaire dans les métiers de la culture	Recensement et nombre des dispositifs mis en œuvre contribuant au développement de l'économie circulaire	<b>2</b>	- 1 atelier de co-réparation tous les vendredi - 2 opérations "repair café" contre l'obsolescence programmée
<b>Préserver la biodiversité</b>				
<b>13</b>	Développer l'alimentation biologique	Valeur des denrées et produits alimentaires biologiques achetés par rapport à la valeur totale des denrées et produits achetés	<b>0</b>	Fermeture du RIE en août suite au sinistre de la CSI, données non accessibles
<b>14</b>	Préserver la qualité et la biodiversité des espaces verts non-bâti	Pourcentage de sites ayant au moins un espace vert ou non bâti mettant en œuvre une gestion éco-responsable	<b>100,00%</b>	Gestion éco-responsable des espaces verts de la Cité des sciences

## Musée du Louvre

Action	Indicateur	Données actualisées	Commentaires	
<b>Agir pour renforcer la cohésion sociale</b>				
1	Se comporter en acteur économique socialement responsable	Pourcentage de marchés de 90 000 Euros HT et plus comprenant au moins une disposition sociale au sens du plan national d'action pour l'achat public durable 2015-2020	<b>Un marché supérieur à 90 000 € a fait l'objet d'une clause sociale (exploitation du restaurant du personnel du musée du Louvre). Sept marchés actifs du musée comportent une clause sociale</b>	L'EPEC assure un rôle d'assistance auprès de l'EPML et un rôle d'interface entre tous les acteurs concernés pour faciliter la mise en œuvre des actions prévues (clauses d'insertion) et contribuer à l'efficacité du dispositif. le nombre de marché "notifiés pendant l'année" et/ou "en cours" est inconnu
<b>Maîtriser les consommations d'énergie</b>				
2	Connaître les émissions de gaz à effet de serre et les consommations d'énergie pour les maîtriser	Taux des bilans de gaz à effet de serre attestant d'une baisse des émissions sur les périmètres obligatoires 1 et 2	<b>10 437 t CO2e en 2009 8 733 t CO2e en 2014 - 16%</b>	Le prochain BEGES est prévu pour l'année 2019 sur l'année 2018
		Quantité d'énergie réelle en kWh consommée chaque année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	<b>Uniquement musée et les équipements des jardins des Tuileries : Consommation Annuelle 2016 : 36 685 544 KWh</b>	Consommation Mensuelle 2016 : (Moyenne) 3 057 129 KWh Consommation Journalière 2016 : (moyenne) 100 234 KWh
		Consommation annuelle moyenne d'énergie par m <sup>2</sup>	<b>Consommation pour 200 000 m<sup>2</sup> (musée): (Moyenne) 183,42 KWh/an/m<sup>2</sup></b>	
3	Améliorer la performance énergétique des bâtiments en veillant à préserver la qualité du bâti	Nombre d'audits énergétiques réalisés dans l'année	<b>Un Audit est fait chaque année par un organisme certifié (APAVE pour 2015-2016)</b>	Dans cet audit est précisé: - le bilan de notre consommation - le suivi par point 10 minutes - l'adaptation de notre contrat vis-à-vis de notre consommation
		Evolution de la consommation d'énergie en Kwh/m <sup>2</sup> /an, globale et pour chacun des bâtiments ayant fait l'objet d'une intervention	<b>2015 : 192,87 KWh/an/m<sup>2</sup> 2016 : 183,42 Kwh/an/m<sup>2</sup> soit une diminution de 9,45 KWh/an/m<sup>2</sup> soit - 4,9%</b>	Tous les bâtiments ont fait l'objet d'une intervention
<b>Promouvoir une politique de déplacements écoresponsables</b>				
4	Généraliser l'élaboration de plans de déplacements d'administration	Nombre de Plan de Déplacements Administration (PDA) adoptés par rapport au nombre de services concernés	<b>1 plan de déplacement global en 2009</b>	Depuis 2010 il n'y a pas eu de changement notable du nombre d'agents, d'emplacements des bureaux ni des moyens de transports pour s'y rendre. La possibilité de reproduire un tel exercice sera étudiée avant 2020

Action	Indicateur	Données actualisées	Commentaires	
	Evolution des émissions de gaz à effet de serre liées aux déplacements dans les services qui se sont dotés d'un PDA	<b>1719 t CO2e en 2009 1064 t CO2e en 2014</b>	-38%	
<b>5</b>	Mettre en place un plan visant à accroître l'utilisation des outils de téléconférence	Utilisation des installations de téléconférences, en demi-journées par rapport au nombre de demi-journées ouvrées dans l'année	<b>En 2016 2 espaces de visioconférence étaient à disposition de l'ensemble des agents du musée</b>	Ces espaces servent aussi de salles de réunions classiques, et aucun moyen actuellement ne permet de différencier les 2 utilisations
<b>6</b>	Acheter ou utiliser des véhicules propres	Proportion de véhicules propres acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc et proportion de véhicules électriques ou hybrides acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc	<b>1 véhicule eco5 en gazole 2 électriques au SPSI 1 électrique à la DAPS 1 Hybride DFJM</b>	le parc compte actuellement (mai 2017) 16 véhicules immatriculés et est renouvelé au fur et à mesure.
<b>7</b>	Développer l'écoconduite	Nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration formés à l'écoconduite par rapport au nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration	<b>3/6 = 0,5</b>	102 personnes bénéficient d'une autorisation de conduite d'un véhicule thermique, dont 54 pompier et 2 agents de la DMPC et 5 de la DFJM (dont 3 réels chauffeurs de métier)
<b>Économiser les ressources et promouvoir le recyclage</b>				
<b>8</b>	Agir par le biais des politiques achats	Quantité de papier recyclé acheté par rapport à la quantité de papier acheté	<b>21 tonnes de papiers bureautique 100% recyclés</b>	Depuis 2016, l'ensemble des papiers bureautiques achetés par le musée sont composés à 100% de fibres recyclés et recyclables.
		Pourcentage de marchés passés au cours de l'année comportant au moins une clause environnementale	<b>5 marchés (fourniture de matériels de cuisine de restauration collective ; fourniture de parkas pour les agents ; achat de prestations de nettoyage d'articles textiles ; exploitation du restaurant du personnel et taille et abattage des arbres dans les jardins) notifiés en 2016 ont fait l'objet d'une clause et/ou d'un critère environnemental (pondération minimum de</b>	le nombre de marché "notifiés pendant l'année" et/ou "en cours" est inconnu

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
			<b>10 % de la note totale d'attribution du marché)</b>	
		Pourcentage de services et établissements signataires de la charte pour l'achat public durable à la fin de l'année	<b>Non - renseigné</b>	Le Ministère de la transition écologique et solidaire n'a pas encore publié cette charte
9	limiter les déchets et promouvoir le recyclage	Quantité de déchets résiduels produits par agent	<b>709,48 tonnes de DIB produits sur TOUT le périmètre du musée en 2016. 2070 agents soit 709,48/2070 = 343kg DIB/agent/an</b>	le périmètre d'étude contient notamment les bennes du jardin des tuileries, et surtout les poubelles réservées aux visiteurs dans les salles. Le résultat final n'est donc pas forcément représentatif du comportement des agents du musée, d'autant que la part des visiteurs à tendance à augmenter avec le temps
		Nombre de restaurants administratifs réalisant le tri des biodéchets par rapport au nombre total de restaurants administratifs	<b>le musée possède un seul restaurant administratif, et il réalise le tri des biodéchets. 100%</b>	
10	Maîtriser les consommations de papier	Evolution du nombre de ramettes de papier consommées entre l'année N et l'année N-1	<b>9583 ramettes achetées en 2015 7913 ramettes achetées en 2016 -17%</b>	
		Taux d'agents desservis par la collecte séparée des papiers usagés mis en place dans les services (incluant un contrat, une prestation, un service logistique de reprise des papiers collectés en vue de leur recyclage)	<b>100%</b>	le musée comprend 2070 agents dont 892 agents administratifs et le reste dans les salles. Les 892 sont ceux qui consomment les ramettes de papier, et l'ensemble de ces agents sont desservis par la collecte séparée.
11	Optimiser les consommations d'eau	Quantité d'eau consommée dans l'année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	<b>Pour le musée ( hors jardin des Tuileries) en 2014: 255 404 m3 d'eau potable en 2015: 224 851 m3 d'eau potable en 2016: 257 061 m3 d'eau potable</b>	

Action	Indicateur	Données actualisées	Commentaires	
12	Favoriser le développement de l'économie circulaire dans les métiers de la culture	Recensement et nombre des dispositifs mis en œuvre contribuant au développement de l'économie circulaire	<p><b>Les 5 projets ont été poursuivis, les chiffres des économies réalisées grâce au tri seront disponibles dès janvier 2017.</b></p> <p><b>En octobre 2016, 80 cartons de vêtements (40 m3) ont été donnés gracieusement à des x (La Cravate Solidaire...).</b></p>	Économies réalisées : 185,34 tonnes de bois avec le recyclage des papiers et cartons, 2419,2 kg de minerai de fer avec le recyclage des canettes et conserves 1,84, tonnes de sable avec le recyclage du verre Énergie produite à partir de l'incinération des DIB et des encombrants : 280,36 MWh électrique
<b>Préserver la biodiversité</b>				
13	Développer l'alimentation biologique	Valeur des denrées et produits alimentaires biologiques achetés par rapport à la valeur totale des denrées et produits achetés	<p style="text-align: center;"><b>18,38%</b></p>	Dans le cadre de son marché de restauration en 2016, le Louvre a acheté 174 484,22 euros de denrées Bio parmi les catégories suivantes Beurre Oeufs Fromages/Boulangerie/Charcuterie Porc/Distributeur Bio/Epicerie/Fruits et Légumes/Poissons Crustacés/Viande Rouge/Volailles, sur 949 255,93 euros d'achat total. La part est en augmentation par rapport à 2015. le restaurant sert à peu près 700 repas par jours.
14	Préserver la qualité et la biodiversité des espaces verts non-bâti	Pourcentage de sites ayant au moins un espace vert ou non bâti mettant en œuvre une gestion écoresponsable	<p style="text-align: center;"><b>33%</b></p>	Le périmètre est inchangé. Les 6 sites de l'EPML sont : Le Louvre, Le Musée National Eugène Delacroix, le 180 rue de Rivoli, Ste Anne, Chanzy et Lievin. Seuls les deux premiers sites disposent d'un espace vert mettant en œuvre une gestion écoresponsable. Cela fait donc 33%.

**Réunion des musées nationaux  
et du Grand Palais des Champs-Élysées (RmnGP)**

Action	Indicateur	Données actualisées	Commentaires	
<b>Agir pour renforcer la cohésion sociale</b>				
1	Se comporter en acteur économique socialement responsable	Pourcentage de marchés de 90 000 Euros HT et plus comprenant au moins une disposition sociale au sens du plan national d'action pour l'achat public durable 2015-2020	1.68%	
<b>Maîtriser les consommations d'énergie</b>				
2	Connaître les émissions de gaz à effet de serre et les consommations d'énergie pour les maîtriser	Taux des bilans de gaz à effet de serre attestant d'une baisse des émissions sur les périmètres obligatoires 1 et 2	2008 : 63,7kg CO <sub>2</sub> /m <sup>2</sup> 2013 : 32,3kg CO <sub>2</sub> /m <sup>2</sup>	L'évolution de la Rmn-GP (notamment superficie des espaces et des conditions d'exploitation) donne une image non représentative des consommations de l'établissement.  Le Bilan Carbone 2016 sera réalisé en 2017 et permettra d'obtenir des données comparables à celles de 2013.
		Quantité d'énergie réelle en kWh consommée chaque année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	21 973 509 kWh	Augmentation de la quantité d'énergie consommée en 2016 de 1%, par le taux d'occupation de la nef par les activités événementielles.
		Consommation annuelle moyenne d'énergie par m <sup>2</sup>	214,6 kWh/m <sup>2</sup>	Données 2015 : 195,65 kWh/m <sup>2</sup> .  Même remarque que ci-dessus, augmentation de 1%.
3	Améliorer la performance énergétique des bâtiments en veillant à préserver la qualité du bâti	Nombre d'audits énergétiques réalisés dans l'année	0	
		Evolution de la consommation d'énergie en Kwh/m <sup>2</sup> /an, globale et pour chacun des bâtiments ayant fait l'objet d'une intervention	2016 / 2015 pour le siège de la Rmn-GP : diminution de 16.5% de la consommation d'énergie	Gestion des heures de fonctionnement des centrales de traitement

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
				d'air + variation de l'intensité lumineuse en fonction du niveau d'éclairage extérieur.
<b>Promouvoir une politique de déplacements écoresponsables</b>				
4	Généraliser l'élaboration de plans de déplacements d'administration	Nombre de Plan de Déplacements Administration (PDA) adoptés par rapport au nombre de services concernés	0	
		Evolution des émissions de gaz à effet de serre liées aux déplacements dans les services qui se sont dotés d'un PDA	Sans objet	
5	Mettre en place un plan visant à accroître l'utilisation des outils de téléconférence	Utilisation des installations de téléconférences, en demi-journées par rapport au nombre de demi-journées ouvrées dans l'année	<b>Mise en place de 5 PC avec Webcam et de 35 portables permettant des téléconférences</b>	A noter que la RmnGP a mis en ligne des visites virtuelles de deux de ses expositions, donnant la possibilité aux publics de ne pas se déplacer.
6	Acheter ou utiliser des véhicules propres	Proportion de véhicules propres acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc et proportion de véhicules électriques ou hybrides acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc	0	
7	Développer l'écoconduite	Nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration formés à l'éco-conduite par rapport au nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration	9	
<b>Économiser les ressources et promouvoir le recyclage</b>				
8	Agir par le biais des politiques achats	Quantité de papier recyclé acheté par rapport à la quantité de papier acheté	0,00%	
		Pourcentage de marchés passés au cours de l'année comportant au moins une clause environnementale	47,48%	
		Pourcentage de services et établissements signataires de la charte pour l'achat public	0	

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
		durable à la fin de l'année		
9	Limiter les déchets et promouvoir le recyclage	Quantité de déchets résiduels produits par agent	<b>99,8 kg / an / salarié</b>	Ces données concernent le siège de la Rmn-GP soit 50% des effectifs.
		Nombre de restaurants administratifs réalisant le tri des biodéchets par rapport au nombre total de restaurants administratifs	<b>Sans objet</b>	Non concerné. La RmnGP ne dispose pas de restaurant administratif.
10	Maîtriser les consommations de papier	Evolution du nombre de ramettes de papier consommées entre l'année N et l'année N-1	<b>Augmentation de 9.60%</b>	
		Taux d'agents desservis par la collecte séparée des papiers usagés mis en place dans les services (incluant un contrat, une prestation, un service logistique de reprise des papiers collectés en vue de leur recyclage)	<b>35,00% des salariés de la Rmn-GP</b>	Siège Rmn-GP
11	Optimiser les consommations d'eau	Quantité d'eau consommée dans l'année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	<b>36 279 m<sup>3</sup></b>	
12	Favoriser le développement de l'économie circulaire dans les métiers de la culture	Recensement et nombre des dispositifs mis en œuvre contribuant au développement de l'économie circulaire	<b>2</b>	Collecte de papier recyclé : 25 347 kg.  Collecte des bouchons plastiques des bouteilles « à boire » (non mesurée)
<b>Préserver la biodiversité</b>				
13	Développer l'alimentation biologique	Valeur des denrées et produits alimentaires biologiques achetés par rapport à la valeur totale des denrées et produits achetés	<b>Sans objet</b>	
14	Préserver la qualité et la biodiversité des espaces verts non-bâties	Pourcentage de sites ayant au moins un espace vert ou non bâtis mettant en œuvre une gestion éco-responsable	<b>0,00%</b>	

## Musée d'Orsay – Musée de l'Orangerie

Action	Indicateur	Données actualisées	Commentaires
<b>Agir pour renforcer la cohésion sociale</b>			
1	Se comporter en acteur économique socialement responsable	Pourcentage de marchés de 90 000 Euros HT et plus comprenant au moins une disposition sociale au sens du plan national d'action pour l'achat public durable 2015-2020	<p>10,00%</p> <p>2 marchés comprenant une disposition sociale sur les 19 marchés passés à plus de 90 000€HT :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- marché de mission d'assistance sociale auprès du personnel de l'EPMO (article 5 du code des marchés publics)</li> <li>- marché portant sur des opérations diverses de déménagement courant, stockage et mise au rebut de petits matériels sur et entre les sites de l'EPMO (article 53 du code des marchés publics)</li> </ul>
<b>Maîtriser les consommations d'énergie</b>			
2	Connaître les émissions de gaz à effet de serre et les consommations d'énergie pour les maîtriser	Taux des bilans de gaz à effet de serre attestant d'une baisse des émissions sur les périmètres obligatoires 1 et 2	<p>Pas de chiffres pour 2016</p> <p>Émissions de GES relevées lors du Bilan Carbone 2013 (effectuées pour l'année 2011) : 4 673 Teq CO2.</p> <p>Bilan Carbone envisagé pour 2017.</p> <p>La variation du taux pourra alors être évaluée avec les nouvelles estimations du prochain Bilan Carbone.</p>
		Quantité d'énergie réelle en kWh consommée chaque année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	<p>12 523 639 KWH</p> <p>Orsay : 10 145 398 KWH en 2016 (site 11 rue de Rome compris)</p>

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
				Orangerie : 2 378 241 KWH en 2016
		Consommation annuelle moyenne d'énergie par m <sup>2</sup>	<b>Orsay</b> 40 404m <sup>2</sup> + 420m <sup>2</sup> DAF 248 KWH/m <sup>2</sup>  <b>Orangerie</b> 4276m <sup>2</sup> 556 KWH/m <sup>2</sup>	
3	Améliorer la performance énergétique des bâtiments en veillant à préserver la qualité du bâti	Nombre d'audits énergétiques réalisés dans l'année	0	Suivi des consommations des fluides en interne en 2017 (Orsay et Orangerie) via les télérelevés et données compteurs transmis à la GTB
		Evolution de la consommation d'énergie en Kwh/m <sup>2</sup> /an, globale et pour chacun des bâtiments ayant fait l'objet d'une intervention	<b>Orsay</b> +2 %  <b>Orangerie</b> -1%	Noter l'implantation du café de l'Orangerie à compter du 1er Juin 2015 ainsi qu'une très forte hausse du vent durant l'année 2016 qui a exposé le site à des courants d'air à compenser (implantation de portes tournantes prévues en 2017 pour contrer ce phénomène).
<b>Promouvoir une politique de déplacements écoresponsables</b>				
4	Généraliser l'élaboration de plans de déplacements d'administration	Nombre de Plan de Déplacements Administration (PDA) adoptés par rapport au nombre de services concernés	0	
		Evolution des émissions de gaz à effet de serre liées aux déplacements dans les services qui se sont dotés d'un PDA	Sans objet	Émissions de GES liées aux déplacements en 2011 selon le Bilan Carbone 2013 : 896 Teq CO <sub>2</sub> , soit 19 % des émissions totales.

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
				La variation du taux pourra être évaluée avec les nouvelles estimations du prochain Bilan Carbone prévu en 2017.
5	Mettre en place un plan visant à accroître l'utilisation des outils de téléconférence	Utilisation des installations de téléconférences, en demi-journées par rapport au nombre de demi-journées ouvrées dans l'année	<b>Sans objet</b>	2 équipements de téléconférence seront installés en 2017 dans les 2 salles de réunion d'Orsay.
6	Acheter ou utiliser des véhicules propres	Proportion de véhicules propres acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc et proportion de véhicules électriques ou hybrides acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc	<b>1 véhicule propre sur les 4 véhicules.</b>	1 vélo  Acquisition en 2016 d'une Toyota Yaris hybride.
	Développer l'écoconduite	Nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration formés à l'éco-conduite par rapport au nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration	<b>1</b>	Les autres chauffeurs ont été sensibilisés.
<b>Économiser les ressources et promouvoir le recyclage</b>				
8	Agir par le biais des politiques achats	Quantité de papier recyclé acheté par rapport à la quantité de papier acheté	<b>60,00%</b>	0% pour le papier commandé par la logistique (6,8T)  100% des plans guide sont imprimés sur du papier 100% recyclés, soit 1 140 000 plan-guides soit 14 tonnes sur 16,6 tonnes de dépliant soit 82% des dépliant imprimés en papier recyclés.
		Pourcentage de marchés passés au cours de l'année comportant au moins une clause environnementale	<b>13,00%</b>	13 marchés comportent une clause environnementale (article 6 du code des marchés

Action	Indicateur	Données actualisées	Commentaires
			<p>publics) sur les 99 marchés passés en 2016 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- marché portant sur l'organisation et la supervision du déplacement, de la manutention, de l'emballage et de l'accrochage des œuvres d'art sur les sites de l'EPMO et de ses réserves</li> <li>- marché de services portant sur des travaux d'impression numérique et découpes de vinyle adhésif</li> <li>- marché portant sur des opérations diverses de déménagement courant, stockage et mise au rebut de petits matériels sur et entre les sites de l'EPMO</li> <li>- marché de conception de projets d'éclairage, installations et maintenance d'équipements d'éclairage relatifs aux expositions et travaux architecturaux</li> <li>- les 3 lots du marché de travaux d'aménagement de l'exposition temporaire Appolinaire</li> <li>- les 3 lots du</li> </ul>

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
				<p>marché de travaux d'aménagement de l'exposition temporaire Gleyre</p> <p>- les 3 lots du marché de travaux de réaménagement des espaces d'accueil des groupes au 1er sous-sol du musée d'Orsay</p>
		Pourcentage de services et établissements signataires de la charte pour l'achat public durable à la fin de l'année	<b>0</b>	
<b>9</b>	limiter les déchets et promouvoir le recyclage	Quantité de déchets résiduels produits par agent	<b>132 kilos/ETP</b>	<p><i>Orsay</i> : 59 900 kilos pour 567 ETP soit 105 kilos/ETP</p> <p><i>Orangerie</i> : 26 100 kilos pour 83 ETP soit 314 kilos/ETP</p>
		Nombre de restaurants administratifs réalisant le tri des biodéchets par rapport au nombre total de restaurants administratifs	<b>0</b>	Parmi les biodéchets : les huiles alimentaires usagées et les résidus des bacs à graisses font l'objet d'un recyclage ; pas les déchets alimentaires.
<b>10</b>	Maîtriser les consommations de papier	Evolution du nombre de ramettes de papier consommées entre l'année N et l'année N-1	<b>96,00%</b>	<p>Nombre de ramettes de papier achetées (report de stock pris en compte):</p> <p>2014 : 3 427 ramettes</p> <p>2015 : 1 386 ramettes (année anormalement basse)</p> <p>2016 : 2 717</p>
		Taux d'agents desservis par la collecte séparée des papiers usagés mis en place dans les services (incluant un contrat, une prestation, un service logistique de reprise des papiers	<b>100,00%</b>	Tous les bureaux sont dotés d'une corbeille de tri pour le papier et à côté de chaque multifonction

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
		collectés en vue de leur recyclage)		
11	Optimiser les consommations d'eau	Quantité d'eau consommée dans l'année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	65 845 m <sup>3</sup> (eau froide uniquement)	<p>Consommation d'eau froide (eau courante) :</p> <p><i>Orsay</i> : 56 612 m<sup>3</sup> dont 17 060 m<sup>3</sup> consommés par les restaurants (soit + 5,5% par rapport à 2017)</p> <p><i>Orangerie</i> : 9 233 m<sup>3</sup> (4 479 sur dernier trimestre du fait d'un rattrapage sur 2 ans. Un compteur et un relevé semestriel est mis en place)</p> <p>Noter également l'ouverture du café de l'Orangerie à compter de Juin 2015 (remboursement annuel par le délégataire des charges)</p>
12	Favoriser le développement de l'économie circulaire dans les métiers de la culture	Recensement et nombre des dispositifs mis en œuvre contribuant au développement de l'économie circulaire	5	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Recyclage du mobilier d'expositions temporaires grâce au suivi d'un inventaire des matériaux.</li> <li>- Mise à disposition des matériaux à d'autres musées.</li> <li>- Tri des consommables informatiques, des piles et batteries, et mise en traitement des D3E 5 tonnes de matériels D3E par des ateliers protégés (société</li> </ul>

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
				<p>ECODAIR) en 2016</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Distribution d'écocup pendant le semaine du développement durable</li> <li>- Durabilité et recyclabilité des mobiliers de bureau utilisés (USM). Modulables, démontables et de très grandes solidité et longévité, l'ensemble des pièces sont réutilisées depuis plus de 30 ans"</li> </ul>
<b>Préserver la biodiversité</b>				
<b>13</b>	Développer l'alimentation biologique	Valeur des denrées et produits alimentaires biologiques achetés par rapport à la valeur totale des denrées et produits achetés	<p style="text-align: center;"><b>47 606 €</b></p> <p style="text-align: center;"><b>sur une valeur totale de</b></p> <p style="text-align: center;"><b>426 619 €</b></p>	<p>Soit 11,2 % de produits alimentaires biologiques proposés au restaurant administratif.</p> <p>La baisse du ratio s'explique par le déréférencement d'un fournisseur en début d'année. Avec le recours à un nouveau fournisseur à compter de juin 2016, le ratio d'achat a retrouvé le niveau de 2015.</p>
<b>14</b>	Préserver la qualité et la biodiversité des espaces verts non-bâti	Pourcentage de sites ayant au moins un espace vert ou non bâti mettant en œuvre une gestion éco-responsable	<b>Sans objet</b>	<p>Pas d'espaces verts sur le site de l'EPMO mais 3 ruchers ont été installés sur le toit du Musée d'Orsay; la production de miel est vendue en boutique.</p>

## **Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou (CNAC)**

Action	Indicateur	Données actualisées	Commentaires	
<b>Agir pour renforcer la cohésion sociale</b>				
1	Se comporter en acteur économique socialement responsable	Pourcentage de marchés de 90 000 Euros HT et plus comprenant au moins une disposition sociale au sens du plan national d'action pour l'achat public durable 2015-2020	0 %	Les tentatives d'attribution des marchés à des entreprises d'aide par le travail se sont soldées par des marchés infructueux faute de réponse (un des lot du marché de prestations de traiteur). Le centre étudie actuellement la possibilité d'avoir recours à une entreprise tierce pour l'aider à définir les segments d'achat qui pourraient être ciblés (recours à un « facilitateur »).
<b>Maîtriser les consommations d'énergie</b>				
2	Connaître les émissions de gaz à effet de serre et les consommations d'énergie pour les maîtriser	Taux des bilans de gaz à effet de serre attestant d'une baisse des émissions sur les périmètres obligatoires 1 et 2	Non renseigné	Pas de données car il n'est pas possible d'établir un taux sans avoir les données des années précédentes ce qui est le cas.  <i>Pour point de départ :</i> CGP = 60kg CO <sup>2</sup> / m <sup>2</sup> / annuelle IRCAM= 56kg CO <sup>2</sup> / m <sup>2</sup> / annuelle 25 Renard = pas de données pour 2016
		Quantité d'énergie réelle en kWh consommée chaque année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	48 327 000 KWH	CGP : Electricité = 30 103 MWh CGP : CPCU = 7 673 MWh  IRCAM : Electricité = 2384 MWh IRCAM : CPCU= 7 673 MWh 25 Renard Electricité = 6 567 kwh  25 Renard : CPCU = 487,9MWh
		Consommation annuelle moyenne d'énergie par m <sup>2</sup>	CNAC 1258 Kwh/M2/an	

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
			<b>IRCAM</b> <b>1055 Kwh/M2/an</b>  <b>25 Renard</b> <b>109,1 Kwh/M2/an</b>	
<b>3</b>	Améliorer la performance énergétique des bâtiments en veillant à préserver la qualité du bâti	Nombre d'audits énergétiques réalisés dans l'année	<b>1</b>	CGP
		Evolution de la consommation d'énergie en Kwh/m2/an, globale et pour chacun des bâtiments ayant fait l'objet d'une intervention	<b>Sans objet</b>	Pas d'intervention de ce type en 2016
<b>Promouvoir une politique de déplacements écoresponsables</b>				
<b>4</b>	Généraliser l'élaboration de plans de déplacements d'administration	Plan de Déplacements Administration (PDA) adoptés par rapport au nombre de services concernés	<b>0</b>	Pertinence à l'étude
		Evolution des émissions de gaz à effet de serre liées aux déplacements dans les services qui se sont dotés d'un PDA	<b>Sans objet</b>	
<b>5</b>	Mettre en place un plan visant à accroître l'utilisation des outils de téléconférence	Utilisation des installations de téléconférences, en demi-journées par rapport au nombre de demi-journées ouvrées dans l'année	<b>Non renseigné</b>	<p>Selon les informations relatives à la réservation des installations de téléconférence communiquées par la DSIT, ½ journée d'utilisation</p> <p>Il peut y avoir des initiatives non recensées de téléconférences (via skype par ex)</p>
<b>6</b>	Acheter ou utiliser des véhicules propres	Proportion de véhicules propres acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc et proportion de véhicules électriques ou hybrides acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc	<b>0 %</b>	<p>Il n'y pas eu de renouvellement au sein du parc en 2016.</p> <p>Le Centre n'a pas de véhicules électriques ou hybrides à ce jour. Toutefois si un renouvellement est prévu, il sera conforme à la circulaire du Premier ministre imposant l'achat d'un véhicule hybride ou électrique.</p>
<b>7</b>	Développer l'écoconduite	Nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite	<b>0 %</b>	

Action	Indicateur	Données actualisées	Commentaires	
	d'un véhicule de l'administration formés à l'éco-conduite par rapport au nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration			
<b>Économiser les ressources et promouvoir le recyclage</b>				
8	Agir par le biais des politiques achats	Quantité de papier recyclé acheté par rapport à la quantité de papier acheté	<b>Non renseigné</b>	Papier ECOLABEL Pas de données de % recyclé sur le papier Ecolabel acheté / calcul impossible
		Pourcentage de marchés passés au cours de l'année comportant au moins une clause environnementale	<b>Pour les marchés de plus de 90 K€ HT = 15,09%</b> <b>Pour les marchés de plus de 25 K€ HT = 20,62%</b>	
		Pourcentage de services et établissements signataires de la charte pour l'achat public durable à la fin de l'année	<b>0 %</b>	Le CGP n'est pas signataire de la Charte pour l'achat public durable
9	limiter les déchets et promouvoir le recyclage	Quantité de déchets résiduels produits par agent	<b>1,3 tonnes/agent</b>	1539 tonnes tout confondu excepté ramassage poubelles Mairie de Paris non quantifiables y compris Paris Nord = 53 tonnes Total = 1539 tonnes  CGP = 980 agents IRCAM = 200 agents IRCAM = 200 agents Total = 1180 agents
		Nombre de restaurants administratifs réalisant le tri des biodéchets par rapport au nombre total de restaurants administratifs	<b>Sans objet</b>	Le CP ne dispose pas de restaurant administratif
10	Maîtriser les consommations de papier	Evolution du nombre de ramettes de papier consommées entre l'année N et l'année N-1	<b>13,20%</b>	A3 2015 : 241 2016 : 277 soit +15%  A4 2015 : 5837 2016 : 6600 soit +13%
		Taux d'agents desservis par la collecte séparée des papiers usagés mis en place dans les	<b>82,00%</b>	983 points de dépôts moins 61 pour les photocopieurs = 922

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
		services (incluant un contrat, une prestation, un service logistique de reprise des papiers collectés en vue de leur recyclage)		personnes avec un point de collecte ;  922 personnes CGP et 200 IRCAM = 1122 personnes
11	Optimiser les consommations d'eau	Quantité d'eau consommée dans l'année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	13783 m <sup>3</sup>	CGP = 125 097 m <sup>3</sup> IRCAM = 468 m <sup>3</sup> 25 Renard : 7 037 m <sup>3</sup>  12 Brisemiche = 2981 m <sup>3</sup>
12	Favoriser le développement de l'économie circulaire dans les métiers de la culture	Recensement et nombre des dispositifs mis en œuvre contribuant au développement de l'économie circulaire	0	A l'étude
<b>Préserver la biodiversité</b>				
13	Développer l'alimentation biologique	Valeur des denrées et produits alimentaires biologiques achetés par rapport à la valeur totale des denrées et produits achetés	Sans objet	
14	Préserver la qualité et la biodiversité des espaces verts non-bâti	Pourcentage de sites ayant au moins un espace vert ou non bâti mettant en œuvre une gestion éco-responsable	Sans objet	Le CGP ne gère pas d'espace vert.

## **Château, musée et domaine national de Versailles**

Action	Indicateur	Données actualisées	Commentaires
<b>Agir pour renforcer la cohésion sociale</b>			
1	Se comporter en acteur économique socialement responsable	Pourcentage de marchés de 90 000 Euros HT et plus comprenant au moins une disposition sociale au sens du plan national d'action pour l'achat public durable 2015-2020	Non renseigné  Absence de données sur les marchés vivants  Achat de matériel et aide pour les aménagements handicapés.
<b>Maîtriser les consommations d'énergie</b>			
2	Connaître les émissions de gaz à effet de serre et les consommations d'énergie pour les maîtriser	Taux des bilans de gaz à effet de serre attestant d'une baisse des émissions sur les périmètres obligatoires 1 et 2	0
		Quantité d'énergie réelle en kWh consommée chaque année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	* Chauffage urbain = 10 900 000 KWh * Electricité = 8 919 056 KWh * Gaz = 4 540 000 KWh * Fuel = 566 000 KWh
		Consommation annuelle moyenne d'énergie par m <sup>2</sup>	271 692 KWh/m <sup>2</sup>  CTE (Consommation totale en énergies) en 2016 = 24 925 000 KWh  SU (surface utile) exploitée = 91740 m <sup>2</sup>  CTE/SU = 271 692 KWh/m <sup>2</sup>
3	Améliorer la performance énergétique des bâtiments en veillant à préserver la qualité du bâti	Nombre d'audits énergétiques réalisés dans l'année	0  Réalisés pour tous les bâtiments chauffés en novembre 2011 (soit 71 bâtiments audités)  Pour améliorer la performance énergétique, on limite au minimum le chauffage des serres (830 m <sup>2</sup> ) et des tunnels (1620m <sup>2</sup> ).
		Evolution de la consommation d'énergie en Kwh/m <sup>2</sup> /an, globale et pour chacun des bâtiments ayant fait l'objet d'une	Non renseigné  Deux interventions récentes pour lesquelles la

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
		intervention		comparaison est impossible : - Pavillon Dufour : pas de sous-comptage avant l'intervention - Grand Commun : bâtiment non attribué à l'EPV avant l'intervention
<b>Promouvoir une politique de déplacements écoresponsables</b>				
4	Généraliser l'élaboration de plans de déplacements d'administration	Nombre de Plan de Déplacements Administration (PDA) adoptés par rapport au nombre de services concernés	0	Pas de PAD mais proposition de co-voiturage en réservant un véhicule de service
		Evolution des émissions de gaz à effet de serre liées aux déplacements dans les services qui se sont dotés d'un PDA	Sans objet	
5	Mettre en place un plan visant à accroître l'utilisation des outils de téléconférence	Utilisation des installations de téléconférences, en demi-journées par rapport au nombre de demi-journées ouvrées dans l'année	Non renseigné	Salle de visio-conférences disponible mais faible utilisation constatée.
6	Acheter ou utiliser des véhicules propres	Proportion de véhicules propres acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc et proportion de véhicules électriques ou hybrides acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc	<b>33% du parc de véhicules est hybride ou électrique</b>	<p>Les tracteurs SJV fonctionnent depuis 2011 au carburants G N R (Gazole non routier).</p> <p>La plupart des renouvellements récents ont été réalisés en hybride et 25 véhicules électriques nous sont mis à disposition par un mécénat de la société Renault.</p> <p>Le service des jardins de Versailles est équipé de <u>8 voiturettes</u> à petit moteur thermique <u>et 2 voiturettes</u> à moteur électrique,</p>

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
				pour éviter les voitures utilitaires.  Achat d'un Camion en 2016 aux normes.  Une voiture Renault Kangoo électrique.
7	Développer l'écoconduite	Nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration formés à l'éco-conduite par rapport au nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration	<b>400 autorisations de conduite</b>  <b>56 agents formés à l'éco-conduite</b>	Le service des jardins de Versailles dans son entier est sensibilisé et informé quotidiennement par les responsables pour leur participation active à l'éco conduite.
<b>Économiser les ressources et promouvoir le recyclage</b>				
8	Agir par le biais des politiques achats	Quantité de papier recyclé acheté par rapport à la quantité de papier acheté	<b>0,00%</b>	Pas de papier recyclé acheté, devis demandé à notre fournisseur mais prix plus élevé que le papier non recyclé.
		Pourcentage de marchés passés au cours de l'année comportant au moins une clause environnementale	<b>En 2016, 30% des marchés passés par l'EPV comportent une clause environnementale (36 / 120)</b>	Les marchés du service des jardins de Versailles intègrent ces clauses depuis 2011.
		Pourcentage de services et établissements signataires de la charte pour l'achat public durable à la fin de l'année	<b>Sans objet</b>	
9	Limiter les déchets et promouvoir le recyclage	Quantité de déchets résiduels produits par agent	<b>295 tonnes</b>	Déchets produits annuellement par 947 agents et 7,5 millions de visiteurs.
		Nombre de restaurants administratifs réalisant le tri des biodéchets par rapport au nombre total de restaurants administratifs	<b>Sans objet</b>	

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
10	Maîtriser les consommations de papier	Evolution du nombre de ramettes de papier consommées entre l'année N et l'année N-1	<b>2015 : 4 400 ramettes</b>  <b>2016 : 4 500 ramettes</b>	Quasi-stagnation
		Taux d'agents desservis par la collecte séparée des papiers usagés mis en place dans les services (incluant un contrat, une prestation, un service logistique de reprise des papiers collectés en vue de leur recyclage)	<b>90,00%</b>	Tous les agents basés au Grand commun et principaux producteurs de papiers usagés.
11	Optimiser les consommations d'eau	Quantité d'eau consommée dans l'année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	<b>133 087 m3</b>	Services de l'Établissement et consommations pour les visiteurs.  Système d'arrosage du service des jardins de Versailles automatique pour fonctionner la nuit afin de limiter l'évaporation le jour.
12	Favoriser le développement de l'économie circulaire dans les métiers de la culture	Recensement et nombre des dispositifs mis en œuvre contribuant au développement de l'économie circulaire	<b>5</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- RECYCLAGE DES BOUCHONS auprès des bouchons de l'Espoir</li> <li>- RECYCLAGE DES PILES avec Corepile</li> <li>- RECYCLAGE DES INSTRUMENTS d'écriture avec Terracycle</li> <li>- RECYCLAGE DES UNIFORMES non utilisés auprès d'association (HAMAP)</li> <li>- ARMOIRE d'ECHANGES mise en place</li> </ul>

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
				dans la salle de repos
<b>Préserver la biodiversité</b>				
13	Développer l'alimentation biologique	Valeur des denrées et produits alimentaires biologiques achetés par rapport à la valeur totale des denrées et produits achetés	<b>Non renseigné</b>	Une gamme de produits alimentaires BIO est apparu en 2016 dans les distributeurs à destination des personnels
14	Préserver la qualité et la biodiversité des espaces verts non-bâties	Pourcentage de sites ayant au moins un espace vert ou non bâties mettant en œuvre une gestion éco-responsable	<b>100,00%</b>	Recyclage des tontes et des feuilles du jardin pour faire du terreau réutilisé sur les parterres (plus 500 m <sup>3</sup> par an) depuis 2000. Les algues sorties des bassins sont aussi utilisées comme fertilisant. 4 ruches sont installées au Hameau de la Reine.

## Cité de l'architecture et du patrimoine (CAPA)

Action	Indicateur	Données actualisées	Commentaires	
<b>Agir pour renforcer la cohésion sociale</b>				
1	Se comporter en acteur économique socialement responsable	Pourcentage de marchés de 90 000 Euros HT et plus comprenant au moins une disposition sociale au sens du plan national d'action pour l'achat public durable 2015-2020	Non renseigné	
<b>Maîtriser les consommations d'énergie</b>				
2	Connaître les émissions de gaz à effet de serre et les consommations d'énergie pour les maîtriser	Taux des bilans de gaz à effet de serre attestant d'une baisse des émissions sur les périmètres obligatoires 1 et 2	Non renseigné	
		Quantité d'énergie réelle en kWh consommée chaque année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	2 146 394 kWh	Donnée pour le site principal de l'aile de paris du palais de Chaillot
		Consommation annuelle moyenne d'énergie par m <sup>2</sup>	98 kWh /m <sup>2</sup>	Donnée pour le site principal de l'aile de paris du palais de Chaillot
3	Améliorer la performance énergétique des bâtiments en veillant à préserver la qualité du bâti	Nombre d'audits énergétiques réalisés dans l'année	0	
		Evolution de la consommation d'énergie en Kwh/m2/an, globale et pour chacun des bâtiments ayant fait l'objet d'une intervention	Sans objet	
<b>Promouvoir une politique de déplacements écoresponsables</b>				
4	Généraliser l'élaboration de plans de déplacements d'administration	Nombre de Plan de Déplacements Administration (PDA) adoptés par rapport au nombre de services concernés	0	
		Evolution des émissions de gaz à effet de serre liées aux déplacements dans les services qui se sont dotés d'un PDA	Sans objet	
5	Mettre en place un plan visant à accroître l'utilisation des outils de téléconférence	Utilisation des installations de téléconférences, en demi-journées par rapport au nombre de demi-journées ouvrées dans l'année	Sans objet	La Cité ne dispose pas d'installation de vidéoconférence, mais les services ont régulièrement recours à Skype.
6	Acheter ou utiliser des véhicules propres	Proportion de véhicules propres acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc et proportion de véhicules électriques ou hybrides acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc	0	La flotte automobile de la Cité se limite à 2 véhicules (une voiture et un utilitaire)

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
7	Développer l'écoconduite	Nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration formés à l'éco-conduite par rapport au nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration	0	
<b>Économiser les ressources et promouvoir le recyclage</b>				
8	Agir par le biais des politiques achats	Quantité de papier recyclé acheté par rapport à la quantité de papier acheté	Non renseigné	
		Pourcentage de marchés passés au cours de l'année comportant au moins une clause environnementale	100%	Une clause environnementale figure systématiquement dans les critères de sélection des offres, avec un poids d'au moins 10% pour le choix final.
		Pourcentage de services et établissements signataires de la charte pour l'achat public durable à la fin de l'année	0	
9	limiter les déchets et promouvoir le recyclage	Quantité de déchets résiduels produits par agent	Non renseigné	
		Nombre de restaurants administratifs réalisant le tri des biodéchets par rapport au nombre total de restaurants administratifs	Sans objet	Pas de restaurant administratif. Tickets restaurant mis en place pour les collaborateurs
10	Maîtriser les consommations de papier	Evolution du nombre de ramettes de papier consommées entre l'année N et l'année N-1	Non renseigné	
		Taux d'agents desservis par la collecte séparée des papiers usagés mis en place dans les services (incluant un contrat, une prestation, un service logistique de reprise des papiers collectés en vue de leur recyclage)	0	Collecte séparée non mise en place Prestation d'élimination des documents sensibles mise en place avec prestataire
11	Optimiser les consommations d'eau	Quantité d'eau consommée dans l'année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	4 073 m <sup>3</sup>	Donnée pour le site principal de l'aile de paris du palais de Chaillot
12	Favoriser le développement de l'économie circulaire dans les métiers de la culture	Recensement et nombre des dispositifs mis en œuvre contribuant au développement de l'économie circulaire	1	Réutilisation des éléments de scénographie des expositions en les recyclant dans d'autres expositions

Action	Indicateur	Données actualisées	Commentaires
<b>Préserver la biodiversité</b>			
13	Développer l'alimentation biologique	Valeur des denrées et produits alimentaires biologiques achetés par rapport à la valeur totale des denrées et produits achetés	Sans objet
14	Préserver la qualité et la biodiversité des espaces verts non-bâti	Pourcentage de sites ayant au moins un espace vert ou non bâti mettant en œuvre une gestion éco-responsable	Sans objet

**Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP)**

Action	Indicateur	Données actualisées	Commentaires	
<b>Agir pour renforcer la cohésion sociale</b>				
1	Se comporter en acteur économique socialement responsable	Pourcentage de marchés de 90 000 Euros HT et plus comprenant au moins une disposition sociale au sens du plan national d'action pour l'achat public durable 2015-2020	40,00%	
<b>Maîtriser les consommations d'énergie</b>				
2	Connaître les émissions de gaz à effet de serre et les consommations d'énergie pour les maîtriser	Taux des bilans de gaz à effet de serre attestant d'une baisse des émissions sur les périmètres obligatoires 1 et 2	Non renseigné	Nécessité d'actualiser les données du dernier Bilan Carbone remontant à 2011  Réalisation en cours (2017) d'un nouveau Bilan d'émission de gaz à effet de serre.
		Quantité d'énergie réelle en kWh consommée chaque année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services		
		Consommation annuelle moyenne d'énergie par m <sup>2</sup>		
3	Améliorer la performance énergétique des bâtiments en veillant à préserver la qualité du bâti	Nombre d'audits énergétiques réalisés dans l'année	Non renseigné	
		Evolution de la consommation d'énergie en Kwh/m2/an, globale et pour chacun des bâtiments ayant fait l'objet d'une intervention		
<b>Promouvoir une politique de déplacements écoresponsables</b>				
4	Généraliser l'élaboration de plans de déplacements d'administration	Nombre de Plan de Déplacements Administration (PDA) adoptés par rapport au nombre de services concernés	0	
		Evolution des émissions de gaz à effet de serre liées aux déplacements dans les services qui se sont dotés d'un PDA		
5	Mettre en place un plan visant à accroître l'utilisation des outils de téléconférence	Utilisation des installations de téléconférences, en demi-journées par rapport au nombre de demi-journées ouvrées dans l'année	Non renseigné	Au 31/12/16, le siège et les locaux de chacune des 8 directions interrégionales de l'Institut sont dotées d'un dispositif de visioconférence. Ce matériel est utilisé fréquemment dans le cadre de la tenue de réunions internes.
6	Acheter ou utiliser des	Proportion de véhicules propres acquis ou utilisés lors du	Non renseigné	Flotte automobile de l'Inrap louée et

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
	véhicules propres	renouvellement du parc et proportion de véhicules électriques ou hybrides acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc		majoritairement composée de véhicules utilitaires.
7	Développer l'écoconduite	Nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration formés à l'éco-conduite par rapport au nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration	0	Le nouveau règlement d'utilisation des véhicules de l'Inrap, édité en juin 2017, mentionne des recommandations en termes d'écoconduite.
<b>Économiser les ressources et promouvoir le recyclage</b>				
8	Agir par le biais des politiques achats	Quantité de papier recyclé acheté par rapport à la quantité de papier acheté	Non renseigné	
		Pourcentage de marchés passés au cours de l'année comportant au moins une clause environnementale	40,00%	
		Pourcentage de services et établissements signataires de la charte pour l'achat public durable à la fin de l'année	Non renseigné	
9	Limiter les déchets et promouvoir le recyclage	Quantité de déchets résiduels produits par agent	Non renseigné	
		Nombre de restaurants administratifs réalisant le tri des biodéchets par rapport au nombre total de restaurants administratifs	Sans objet	Non concerné : l'Inrap ne dispose pas de restaurant administratif.
10	Maîtriser les consommations de papier	Evolution du nombre de ramettes de papier consommées entre l'année N et l'année N-1	Non renseigné	
		Taux d'agents desservis par la collecte séparée des papiers usagés mis en place dans les services (incluant un contrat, une prestation, un service logistique de reprise des papiers collectés en vue de leur recyclage)	100 % (Siège de l'INRAP)	L'ensemble des services du Siège de l'Inrap (170 agents) est concerné au 31/12/16 par une collecte séparée des papiers usagers.
11	Optimiser les consommations d'eau	Quantité d'eau consommée dans l'année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	Non renseigné	Lié à la réalisation du Nouveau BEGES
12	Favoriser le développement	Recensement et nombre des dispositifs mis en œuvre	Non renseigné	

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
	de l'économie circulaire dans les métiers de la culture	contribuant au développement de l'économie circulaire		
<b>Préserver la biodiversité</b>				
<b>13</b>	Développer l'alimentation biologique	Valeur des denrées et produits alimentaires biologiques achetés par rapport à la valeur totale des denrées et produits achetés	<b>Sans objet</b>	
<b>14</b>	Préserver la qualité et la biodiversité des espaces verts non-bâties	Pourcentage de sites ayant au moins un espace vert ou non bâtis mettant en œuvre une gestion éco-responsable	<b>Sans objet</b>	

## **Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture (OPPIC)**

Action	Indicateur	Données actualisées	Commentaires
<b>Agir pour renforcer la cohésion sociale</b>			
1	Se comporter en acteur économique socialement responsable	Pourcentage de marchés de 90 000 Euros HT et plus comprenant au moins une disposition sociale au sens du plan national d'action pour l'achat public durable 2015-2020	<b>Sans objet</b> Les marchés relatifs au budget de l'OPPIC sont inférieur à 90 k€ pour la majorité des cas. Sur les comptes de tiers, les marchés peuvent comporter une clause d'insertion sociale en lien avec l'EPEC.
<b>Maîtriser les consommations d'énergie</b>			
2	Connaître les émissions de gaz à effet de serre et les consommations d'énergie pour les maîtriser	Taux des bilans de gaz à effet de serre attestant d'une baisse des émissions sur les périmètres obligatoires 1 et 2	<b>Non renseigné</b> Impossible à renseigner
		Quantité d'énergie réelle en kWh consommée chaque année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	<b>Sans objet</b> L'OPPIC occupe une location qui n'est pas un bâtiment propriété de l'Etat. <i>Pour information :</i> Consommation 2015 : 304.614 sur la base d'un kWh à 0,14€
		Consommation annuelle moyenne d'énergie par m <sup>2</sup>	<b>Sans objet</b> L'OPPIC occupe une location qui n'est pas un bâtiment propriété de l'Etat. <i>Pour information :</i> Consommation/m2 en 2015 : 106 (pour 2880 m2 SUB)
3	Améliorer la performance énergétique des bâtiments en veillant à préserver la qualité du bâti	Nombre d'audits énergétiques réalisés dans l'année	<b>0</b> Le dernier a eu lieu en 2011.
		Evolution de la consommation d'énergie en Kwh/m2/an, globale et pour chacun des bâtiments ayant fait l'objet d'une intervention	<b>Sans objet</b> Consommation 304 614 kWh en 2015 (base : 1 kWh

Action	Indicateur	Données actualisées	Commentaires	
			à 0,14€)	
<b>Promouvoir une politique de déplacements écoresponsables</b>				
4	Généraliser l'élaboration de plans de déplacements d'administration	Nombre de Plan de Déplacements Administration (PDA) adoptés par rapport au nombre de services concernés	0	Objectif d'adoption d'un plan de déplacement de l'administration dans le cadre du plan d'action RSO. 2016-2018.
		Evolution des émissions de gaz à effet de serre liées aux déplacements dans les services qui se sont dotés d'un PDA	Sans objet	En baisse suite à l'achat de véhicules hybrides en remplacement de véhicules à essence.
5	Mettre en place un plan visant à accroître l'utilisation des outils de téléconférence	Utilisation des installations de téléconférences, en demi-journées par rapport au nombre de demi-journées ouvrées dans l'année	0 %	2 systèmes en place non utilisés : conversations téléphonique à 3 et système d'audioconférence
6	Acheter ou utiliser des véhicules propres	Proportion de véhicules propres acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc et proportion de véhicules électriques ou hybrides acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc	100%	3 véhicules hybrides en remplacement de 3 essences.
7	Développer l'écoconduite	Nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration formés à l'éco-conduite par rapport au nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration	27 %	12 agents formés sur 44 agents autorisés à conduire, mais 15 utilisateurs réguliers.
<b>Économiser les ressources et promouvoir le recyclage</b>				
8	Agir par le biais des politiques achats	Quantité de papier recyclé acheté par rapport à la quantité de papier acheté	0 %	Pas d'achat de papier recyclé.
		Pourcentage de marchés passés au cours de l'année comportant au moins une clause environnementale	Sans objet	Les marchés sont passés par l'UGAP et nous en bénéficions par conventions.
		Pourcentage de services et établissements signataires de la	0	L'OPPIC n'a pas

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
		charte pour l'achat public durable à la fin de l'année		signé la charte
9	limiter les déchets et promouvoir le recyclage	Quantité de déchets résiduels produits par agent	<b>2 750 kg</b>	Estimation : 100gr/jour/agent, pour ce qui concerne uniquement les déchets de papiers recyclés.
		Nombre de restaurants administratifs réalisant le tri des biodéchets par rapport au nombre total de restaurants administratifs	<b>1 sur 1</b>	Le tri est fait en interne par les agents du RIE. Le tri sera étendu à la clientèle fin 2017.
10	Maîtriser les consommations de papier	Evolution du nombre de ramettes de papier consommées entre l'année N et l'année N-1	<b>-14 % (295 ramettes A4 en moins)</b>	2015 = 2410 ramettes A4 2016 = 2115 ramettes A4
		Taux d'agents desservis par la collecte séparée des papiers usagés mis en place dans les services (incluant un contrat, une prestation, un service logistique de reprise des papiers collectés en vue de leur recyclage)	<b>100%</b>	Marché passé en 2016 avec une entreprise de recyclage et d'insertion professionnelle. Tous les bureaux sont équipés.
11	Optimiser les consommations d'eau	Quantité d'eau consommée dans l'année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	<b>Sans objet</b>	Sur la base d'un m3 à 3.41 € et pour information : Consommation 2015 : 3.319 m
12	Favoriser le développement de l'économie circulaire dans les métiers de la culture	Recensement et nombre des dispositifs mis en œuvre contribuant au développement de l'économie circulaire	<b>Sans objet</b>	
<b>Préserver la biodiversité</b>				
13	Développer l'alimentation biologique	Valeur des denrées et produits alimentaires biologiques achetés par rapport à la valeur totale des denrées et produits achetés	<b>Sans objet.</b>	Restaurant Inter Entreprises.
14	Préserver la qualité et la	Pourcentage de sites ayant au moins un espace vert ou non	<b>Sans objet</b>	Pas d'espace vert

Action	Indicateur	Données actualisées	Commentaires	
	biodiversité des espaces verts non-bâti	bâti mettant en œuvre une gestion éco-responsable		propre au bâtiment.

## **Institut national du patrimoine (INP)**

Action	Indicateur	Données actualisées	Commentaires	
<b>Agir pour renforcer la cohésion sociale</b>				
1	Se comporter en acteur économique socialement responsable	Pourcentage de marchés de 90 000 Euros HT et plus comprenant au moins une disposition sociale au sens du plan national d'action pour l'achat public durable 2015-2020	0%	Un seul marché = ou > à 90 000 HT : achat d'un appareil scientifique pour le laboratoire
<b>Maîtriser les consommations d'énergie</b>				
2	Connaître les émissions de gaz à effet de serre et les consommations d'énergie pour les maîtriser	Taux des bilans de gaz à effet de serre attestant d'une baisse des émissions sur les périmètres obligatoires 1 et 2	Non renseigné	
		Quantité d'énergie réelle en kWh consommée chaque année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	Sans objet	Site Colbert : gestion du bâtiment assurée par l'INHA Site Aubervilliers : propriétaire privé
		Consommation annuelle moyenne d'énergie par m²	Non renseigné	Factures 2016 de répartition des charges non encore parvenues
3	Améliorer la performance énergétique des bâtiments en veillant à préserver la qualité du bâti	Nombre d'audits énergétiques réalisés dans l'année	0	
		Evolution de la consommation d'énergie en Kwh/m2/an, globale et pour chacun des bâtiments ayant fait l'objet d'une intervention	Non renseigné	
<b>Promouvoir une politique de déplacements écoresponsables</b>				
4	Généraliser l'élaboration de plans de déplacements d'administration	Nombre de Plan de Déplacements Administration (PDA) adoptés par rapport au nombre de services concernés	0	
		Evolution des émissions de gaz à effet de serre liées aux déplacements dans les services qui se sont dotés d'un PDA	Sans objet	
5	Mettre en place un plan visant à accroître l'utilisation des outils de téléconférence	Utilisation des installations de téléconférences, en demi-journées par rapport au nombre de demi-journées ouvrées dans l'année	0	
6	Acheter ou utiliser des véhicules propres	Proportion de véhicules propres acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc et proportion de véhicules électriques ou hybrides acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc	0 / 0	

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
7	Développer l'écoconduite	Nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration formés à l'éco-conduite par rapport au nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration	0	
<b>Economiser les ressources et promouvoir le recyclage</b>				
8	Agir par le biais des politiques achats	Quantité de papier recyclé acheté par rapport à la quantité de papier acheté	100%	
		Pourcentage de marchés passés au cours de l'année comportant au moins une clause environnementale	0%	
		Pourcentage de services et établissements signataires de la charte pour l'achat public durable à la fin de l'année	0%	
9	Limiter les déchets et promouvoir le recyclage	Quantité de déchets résiduels produits par agent	Non renseigné	
		Nombre de restaurants administratifs réalisant le tri des biodéchets par rapport au nombre total de restaurants administratifs	Sans objet	Site Colbert : gestion du restaurant administratif par l'INHA  Site Aubervilliers : gestion du restaurant administratif par une association (Alteralia)
10	Maîtriser les consommations de papier	Evolution du nombre de ramettes de papier consommées entre l'année N et l'année N-1	-3%	
		Taux d'agents desservis par la collecte séparée des papiers usagés mis en place dans les services (incluant un contrat, une prestation, un service logistique de reprise des papiers collectés en vue de leur recyclage)	100%	
11	Optimiser les consommations d'eau	Quantité d'eau consommée dans l'année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	Sans objet	Site Colbert : gestion du bâtiment assurée par l'INHA  Site Aubervilliers : propriétaire privé

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
12	Favoriser le développement de l'économie circulaire dans les métiers de la culture	Recensement et nombre des dispositifs mis en œuvre contribuant au développement de l'économie circulaire	Non renseigné	
<b>Préserver la biodiversité</b>				
13	Développer l'alimentation biologique	Valeur des denrées et produits alimentaires biologiques achetés par rapport à la valeur totale des denrées et produits achetés	Sans objet	Site Colbert : gestion du restaurant administratif par l'INHA  Site Aubervilliers : gestion du restaurant administratif par une association (Alteralia)
14	Préserver la qualité et la biodiversité des espaces verts non-bâties	Pourcentage de sites ayant au moins un espace vert ou non bâtis mettant en œuvre une gestion éco-responsable	0%	

## **Centre des monuments nationaux (CMN)**

Action	Indicateur	Données actualisées	Commentaires	
<b>Agir pour renforcer la cohésion sociale</b>				
1	Se comporter en acteur économique socialement responsable	Pourcentage de marchés de 90 000 Euros HT et plus comprenant au moins une disposition sociale au sens du plan national d'action pour l'achat public durable 2015-2020	Non renseigné	Nbre de marchés > 90Ke publiés en 2016 incluant une disposition sociale = 1
<b>Maîtriser les consommations d'énergie</b>				
2	Connaître les émissions de gaz à effet de serre et les consommations d'énergie pour les maîtriser	Taux des bilans de gaz à effet de serre attestant d'une baisse des émissions sur les périmètres obligatoires 1 et 2	Non renseigné	Les monuments sont majoritairement non chauffés. L'ambiance thermique est naturellement régulée, le bilan de gaz à effet de serre est donc plutôt positif
		Quantité d'énergie réelle en kWh consommée chaque année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	1071551 kwh (siège)	
		Consommation annuelle moyenne d'énergie par m <sup>2</sup>	163 kw/m2/an (siège)	
3	Améliorer la performance énergétique des bâtiments en veillant à préserver la qualité du bâti	Nombre d'audits énergétiques réalisés dans l'année	2	Des monuments ont été audités (château d'Angers et villa Savoye) mais la méthodologie des audits ne correspond pas au contexte MH, les interventions proposées sont trop impactantes pour la conservation MH
		Evolution de la consommation d'énergie en Kwh/m2/an, globale et pour chacun des bâtiments ayant fait l'objet d'une intervention	Sans objet	
<b>Promouvoir une politique de déplacements écoresponsables</b>				
4	Généraliser l'élaboration de plans de déplacements d'administration	Nombre de Plan de Déplacements Administration (PDA) adoptés par rapport au nombre de services concernés	0	
		Evolution des émissions de gaz à effet de serre liées aux déplacements dans les services	Sans objet	

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
		qui se sont dotés d'un PDA		
5	Mettre en place un plan visant à accroître l'utilisation des outils de téléconférence	Utilisation des installations de téléconférences, en demi-journées par rapport au nombre de demi-journées ouvrées dans l'année	<b>Sans objet</b>	Déploiement d'un outil de visioconférence (individuel et groupe) second semestre 2017
6	Acheter ou utiliser des véhicules propres	Proportion de véhicules propres acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc et proportion de véhicules électriques ou hybrides acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc	<b>67 % des véhicules acquis en 2016 sont électriques ou hybrides.</b> <b>18% du parc automobile est électrique ou hybride.</b>	
7	Développer l'écoconduite	Nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration formés à l'éco-conduite par rapport au nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration	<b>0</b>	Aucun agent pour les services généraux
<b>Économiser les ressources et promouvoir le recyclage</b>				
8	Agir par le biais des politiques achats	Quantité de papier recyclé acheté par rapport à la quantité de papier acheté	<b>1,00%</b>	Papier entrant dans le champ de la déclaration Ecofolio + papier bureautique
		Pourcentage de marchés passés au cours de l'année comportant au moins une clause environnementale	<b>5%</b>	12 marchés sur 227 procédures
		Pourcentage de services et établissements signataires de la charte pour l'achat public durable à la fin de l'année	<b>Non renseigné</b>	
9	Limiter les déchets et promouvoir le recyclage	Quantité de déchets résiduels produits par agent	<b>108 kg dont 21 kg recyclé</b>	Domino
		Nombre de restaurants administratifs réalisant le tri des biodéchets par rapport au nombre total de restaurants administratifs	<b>Sans objet</b>	
10	Maîtriser les consommations	Evolution du nombre de ramettes de papier	<b>Diminution de 20% pour le</b>	

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
	de papier	consommées entre l'année N et l'année N-1	<b>siège</b>	
		Taux d'agents desservis par la collecte séparée des papiers usagés mis en place dans les services (incluant un contrat, une prestation, un service logistique de reprise des papiers collectés en vue de leur recyclage)	<b>98% des agents du siège</b>	
<b>11</b>	Optimiser les consommations d'eau	Quantité d'eau consommée dans l'année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	<b>1 209 m<sup>3</sup></b> <b>Sully et Nantes</b>	Absence de données pour Domino
<b>12</b>	Favoriser le développement de l'économie circulaire dans les métiers de la culture	Recensement et nombre des dispositifs mis en œuvre contribuant au développement de l'économie circulaire	<b>1</b>	Le CMN est producteur de produits bruts et à ce titre participe à des circuits d'économie circulaire des régions d'implantation des monuments (vente en boutique) : vins, bois, miel, jus de fruit, légumes, conserves, etc.  12 sites concernés
<b>Préserver la biodiversité</b>				
<b>13</b>	Développer l'alimentation biologique	Valeur des denrées et produits alimentaires biologiques achetés par rapport à la valeur totale des denrées et produits achetés	<b>Non renseigné</b>	2 sites en cours de qualification au Label AB (potager/verger) : Saorge et Talcy
<b>14</b>	Préserver la qualité et la biodiversité des espaces verts non-bâties	Pourcentage de sites ayant au moins un espace vert ou non bâtis mettant en œuvre une gestion éco-responsable	<b>66 sites sur 100</b>	Eau et jardin : 45 000m <sup>3</sup> /an, 20% vient du réseau d'eau potable et le reste des réseaux d'eau brute. Les plans de gestion permettent de mettre en place l'utilisation de plantes plus résistantes aux

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
				<p>sècheresses.</p> <p>Déchets végétaux produits dans les parcs : 8000 tonnes/an sur 625 ha de jardins très entretenus, 40% recyclés in situ et 60% recyclés en plateforme de compostage.</p>

**Institut national de l'audiovisuel (INA)**

Action	Indicateur	Données actualisées	Commentaires	
<b>Agir pour renforcer la cohésion sociale</b>				
1	Se comporter en acteur économique socialement responsable	Pourcentage de marchés de 90 000 Euros HT et plus comprenant au moins une disposition sociale au sens du plan national d'action pour l'achat public durable 2015-2020	0	Pas de démarche en la matière en 2016.  Depuis le 1er janvier 2017, mise en place d'un indicateur "Dispositions sociales"
<b>Maîtriser les consommations d'énergie</b>				
2	Connaître les émissions de gaz à effet de serre et les consommations d'énergie pour les maîtriser	Taux des bilans de gaz à effet de serre attestant d'une baisse des émissions sur les périmètres obligatoires 1 et 2	Non renseigné	Un bilan des GES a été effectué en 2014
		Quantité d'énergie réelle en kWh consommée chaque année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	12876435 kWh	
		Consommation annuelle moyenne d'énergie par m²	206 kWh	
3	Améliorer la performance énergétique des bâtiments en veillant à préserver la qualité du bâti	Nombre d'audits énergétiques réalisés dans l'année	1	
		Evolution de la consommation d'énergie en Kwh/m2/an, globale et pour chacun des bâtiments ayant fait l'objet d'une intervention	Non renseigné	Pas d'action engagée pour améliorer la performance énergétique du bâti, au cours de l'année 2016. Une campagne d'isolation par l'extérieure a été menée sur le site de Saint Rémy l'Honoré de 2009 à 2015.
<b>Promouvoir une politique de déplacements écoresponsables</b>				
4	Généraliser l'élaboration de plans de déplacements d'administration	Nombre de Plan de Déplacements Administration (PDA) adoptés par rapport au nombre de services concernés	0	
		Evolution des émissions de gaz à effet de serre liées aux déplacements dans les services qui se sont dotés d'un PDA	Sans objet	

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
5	Mettre en place un plan visant à accroître l'utilisation des outils de téléconférence	Utilisation des installations de téléconférences, en demi-journées par rapport au nombre de demi-journées ouvrées dans l'année	<b>Non renseigné</b>	Données non quantifiables. Pratique intégrée au fonctionnement courant de l'institut pour les contacts entre Bry et les sites distants.
6	Acheter ou utiliser des véhicules propres	Proportion de véhicules propres acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc et proportion de véhicules électriques ou hybrides acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc	<b>3 véhicules hybride/diesel acquis en 2016</b> <b>1 véhicule hybride/essence acquis en 2016</b>	La politique actuelle de gestion du parc automobile est orientée vers l'acquisition en propriété des véhicules de la flotte.
7	Développer l'écoconduite	Nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration formés à l'éco-conduite par rapport au nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration	<b>0</b>	Des formations à l'éco-conduite sont prévues en 2017
<b>Économiser les ressources et promouvoir le recyclage</b>				
8	Agir par le biais des politiques achats	Quantité de papier recyclé acheté par rapport à la quantité de papier acheté	<b>0</b>	
		Pourcentage de marchés passés au cours de l'année comportant au moins une clause environnementale	<b>Non renseigné</b>	Certains marchés ont intégré ces dispositions en 2016 (mais critère environnemental non significatif < 10%) ; cependant, aucune statistique ne permet de quantifier les marchés concernés. Depuis le 1er janvier 2017, mise en place d'un indicateur dédié
		Pourcentage de services et établissements signataires de la charte pour l'achat public durable à la fin de l'année	<b>0</b>	

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
9	limiter les déchets et promouvoir le recyclage	Quantité de déchets résiduels produits par agent	<b>131,57 Tonnes 304 m3</b>	<i>Les déchets générés comprennent :</i>  Incinération des bandes vidéos Traitement Aérosols Traitement DIB Corbeille Traitement Fluo Traitement DIB TGAP incluse Traitement déchets dangereux Traitement cartouches Traitement supports audiovisuels Traitement DIB Traitement mobilier
		Nombre de restaurants administratifs réalisant le tri des biodéchets par rapport au nombre total de restaurants administratifs	<b>0</b>	Projet actuellement à l'étude
10	Maîtriser les consommations de papier	Evolution du nombre de ramettes de papier consommées entre l'année N et l'année N-1	<b>300</b>	- 9300 ramettes consommées en 2016 - 9000 ramettes consommées en 2015  Résultats tous types de ramettes confondus
		Taux d'agents desservis par la collecte séparée des papiers usagés mis en place dans les services (incluant un contrat, une prestation, un service logistique de reprise des papiers collectés en vue de leur recyclage)	<b>0</b>	la collecte sélective des papiers a été mise en place en janvier 2017.

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
11	Optimiser les consommations d'eau	Quantité d'eau consommée dans l'année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	14374 L	Délégations régionales exclues du périmètre Les bâtiments en propriétés appartiennent à l'INA et non à l'Etat.
12	Favoriser le développement de l'économie circulaire dans les métiers de la culture	Recensement et nombre des dispositifs mis en œuvre contribuant au développement de l'économie circulaire	0	
<b>Préserver la biodiversité</b>				
13	Développer l'alimentation biologique	Valeur des denrées et produits alimentaires biologiques achetés par rapport à la valeur totale des denrées et produits achetés	Non renseigné	L'introduction des produits biologiques est pour l'année 2016 assez faible et concerne quelques produits de crèmerie (yaourt et fromage blanc)
14	Préserver la qualité et la biodiversité des espaces verts non-bâti	Pourcentage de sites ayant au moins un espace vert ou non bâti mettant en œuvre une gestion éco-responsable	95%	

## **Bibliothèque publique d'information – Centre Pompidou (BPI)**

Action	Indicateur	Données actualisées	Commentaires	
<b>Agir pour renforcer la cohésion sociale</b>				
1	Se comporter en acteur économique socialement responsable	Pourcentage de marchés de 90 000 Euros HT et plus comprenant au moins une disposition sociale au sens du plan national d'action pour l'achat public durable 2015-2020	18,05%	La Bpi a passé 72 marchés en 2016 dont 13 avec une clause sociale et 15 avec une clause environnementale  Le volume restreint de marchés conclus par la Bpi doit nous inciter à considérer avec prudence les variations de pourcentage sur échantillon statistique aussi faible.
<b>Maîtriser les consommations d'énergie</b>				
2	Connaître les émissions de gaz à effet de serre et les consommations d'énergie pour les maîtriser	Taux des bilans de gaz à effet de serre attestant d'une baisse des émissions sur les périmètres obligatoires 1 et 2	Sans objet	Les données de cet indicateur sont produites globalement par le CNAC Georges Pompidou
		Quantité d'énergie réelle en kWh consommée chaque année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	Sans objet	Les données de cet indicateur sont produites globalement par le CNAC Georges Pompidou
		Consommation annuelle moyenne d'énergie par m <sup>2</sup>	Sans objet	Les données de cet indicateur sont produites globalement par le CNAC Georges Pompidou
3	Améliorer la performance énergétique des bâtiments en veillant à préserver la qualité du bâti	Nombre d'audits énergétiques réalisés dans l'année	Sans objet	Les données de cet indicateur sont produites globalement par le CNAC Georges Pompidou

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
		Evolution de la consommation d'énergie en Kwh/m2/an, globale et pour chacun des bâtiments ayant fait l'objet d'une intervention	Sans objet	Les données de cet indicateur sont produites globalement par le CNAC Georges Pompidou
<b>Promouvoir une politique de déplacements écoresponsables</b>				
4	Généraliser l'élaboration de plans de déplacements d'administration	Nombre de Plan de Déplacements Administration (PDA) adoptés par rapport au nombre de services concernés	0	Pour les déplacements professionnels des agents de la Bpi en France, le choix se porte sur le train plutôt que l'avion.
		Evolution des émissions de gaz à effet de serre liées aux déplacements dans les services qui se sont dotés d'un PDA	Sans objet	
5	Mettre en place un plan visant à accroître l'utilisation des outils de téléconférence	Utilisation des installations de téléconférences, en demi-journées par rapport au nombre de demi-journées ouvrées dans l'année	0	
6	Acheter ou utiliser des véhicules propres	Proportion de véhicules propres acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc et proportion de véhicules électriques ou hybrides acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc	0	La Bpi dispose de 2 véhicules seulement, il est prévu au prochain renouvellement de choisir un véhicule le plus propre voire hybride.
7	Développer l'écoconduite	Nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration formés à l'éco-conduite par rapport au nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration	0	
<b>Économiser les ressources et promouvoir le recyclage</b>				
8	Agir par le biais des politiques achats	Quantité de papier recyclé acheté par rapport à la quantité de papier acheté	0	Pas de marché de papier recyclé mais un fournisseur choisi pour son respect de l'environnement

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
		Pourcentage de marchés passés au cours de l'année comportant au moins une clause environnementale	<b>20,83 %</b>	La Bpi a passé 72 marchés en 2016 dont 13 avec une clause sociale et 15 avec une clause environnementale  Le volume restreint de marchés conclus par la Bpi doit nous inciter à considérer avec prudence les variations de pourcentage sur échantillon statistique aussi faible.
		Pourcentage de services et établissements signataires de la charte pour l'achat public durable à la fin de l'année	<b>Sans objet</b>	
<b>9</b>	Limiter les déchets et promouvoir le recyclage	Quantité de déchets résiduels produits par agent	<b>Sans objet</b>	Les données de cet indicateur seront produites par le CNAC Georges Pompidou
		Nombre de restaurants administratifs réalisant le tri des biodéchets par rapport au nombre total de restaurants administratifs	<b>Sans objet</b>	Pas de restaurant administratif
<b>10</b>	Maîtriser les consommations de papier	Evolution du nombre de ramettes de papier consommées entre l'année N et l'année N-1	<b>- 1225 ramettes</b>	2245 en 2015 et 1420 en 2016
		Taux d'agents desservis par la collecte séparée des papiers usagés mis en place dans les services (incluant un contrat, une prestation, un service logistique de reprise des papiers collectés en vue de leur recyclage)	<b>Sans objet</b>	Les données de cet indicateur seront produites par le CNAC Georges Pompidou
<b>11</b>	Optimiser les consommations d'eau	Quantité d'eau consommée dans l'année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	<b>Sans objet</b>	Les données de cet indicateur seront produites par le CNAC Georges Pompidou

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
12	Favoriser le développement de l'économie circulaire dans les métiers de la culture	Recensement et nombre des dispositifs mis en œuvre contribuant au développement de l'économie circulaire	3	- 6410 volumes de livres redistribués vers d'autres établissements (ex bibliothèques de prisons ou d'associations humanitaires) - 1500 chaises recyclées - 4,6t de matériel informatique recyclé
<b>Préserver la biodiversité</b>				
13	Développer l'alimentation biologique	Valeur des denrées et produits alimentaires biologiques achetés par rapport à la valeur totale des denrées et produits achetés	Sans objet	
14	Préserver la qualité et la biodiversité des espaces verts non-bâti	Pourcentage de sites ayant au moins un espace vert ou non bâti mettant en œuvre une gestion éco-responsable	Sans objet	

## **Bibliothèque nationale de France (BNF)**

Action	Indicateur	Données actualisées	Commentaires
<b>Agir pour renforcer la cohésion sociale</b>			
1	Se comporter en acteur économique socialement responsable	Pourcentage de marchés de 90 000 Euros HT et plus comprenant au moins une disposition sociale au sens du plan national d'action pour l'achat public durable 2015-2020	<p><b>Non renseigné</b></p> <p><i>+1 en 2016 :</i> marché de travaux de modernisation des ascenseurs IGH du site F.M. pour 3 570 heures à réaliser sur la durée du marché</p> <p><i>Objectif 2017 :</i> + 1 : marché d'infogérance de l'exploitation des systèmes d'information des différents sites de la BnF pour 4 000 heures à réaliser sur la durée du marché+ renouvellement : marché de nettoyage des locaux et des cloisons vitrées et inox et leur encadrements pour le site François-Mitterrand, pour 7 500 heures sur la durée du marché+ renouvellement : marché de restauration du personnel et prestations annexes du site François-Mitterrand pour 4 000 heures sur la durée du marché</p> <p><i>Objectif 2018 :</i> - Insertion d'une clause à envisager pour le marché de maintenance des systèmes automatiques de fermetures+ 1 : prestations de sûreté et de sécurité su site</p>

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
				<p>François-Mitterrand pour 14 000 heures sur la durée du marché+1 : prestations de sûreté et de sécurité du site Richelieu et de ses annexes pour 4 640 heures sur la durée du marché</p> <p>L'insertion d'une clause sociale est systématiquement reconduite pour les marchés "historiques" (restauration du personnel, entretien des espaces verts, nettoyage des locaux) qui sont relancés. Depuis 2015, l'insertion d'une clause sociale est étendue, dès que cela est possible, aux marchés de travaux et d'informatique.</p>
<b>Maîtriser les consommations d'énergie</b>				
2	Connaître les émissions de gaz à effet de serre et les consommations d'énergie pour les maîtriser	Taux des bilans de gaz à effet de serre attestant d'une baisse des émissions sur les périmètres obligatoires 1 et 2	<b>Non renseigné</b>	<p><i>Objectif</i> : diminution de 1 %</p> <p>Renouvellement BEGS prévu en 2017</p> <p>Le bilan des émissions des gaz à effet de serre est en cours de mise à jour en 2017 avec 2015 comme année de référence. L'analyse des variations va nous permettre d'évaluer l'efficacité de nos actions.. La diminution des</p>

Action	Indicateur	Données actualisées	Commentaires
			émissions de GES est principalement obtenue à l'occasion de changement de source d'énergie Fioul, CPCU, Gaz vers l'électricité ou la récupération de chaleur (quand cela est possible et soutenable)
	Quantité d'énergie réelle en kWh consommée chaque année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	<b>61 458 000 KWH</b>	<p><i>Objectif :</i> diminution de 2 %</p> <p>L'augmentation par rapport à 2015 (52835MWH) s'explique par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des difficultés dans la conduite des installations confiée à un prestataire extérieur.</li> <li>- la remise en service de la zone 1 à Richelieu. En effet les consommations globales à Richelieu ont augmenté de 25 % par rapport à l'année précédente.</li> </ul>
	Consommation annuelle moyenne d'énergie par m <sup>2</sup>	<b>193 Kwh/m<sup>2</sup></b>	<p><i>Objectif :</i> diminution de 2 %</p>
<b>3</b>	Améliorer la performance énergétique des bâtiments en veillant à préserver la qualité du bâti	<b>0</b>	<p>Diagnostic énergétique des systèmes de climatisation en préparation pour une réalisation en 2017.</p> <p>Les 125 installations de climatisation supérieures ou égales à 12 kW des différents sites BnF vont</p>

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
				faire l'objet d'un diagnostic énergétique en 2017. Cette étude va permettre d'identifier des pistes de diminution de la consommation énergétique
		Evolution de la consommation d'énergie en Kwh/m2/an, globale et pour chacun des bâtiments ayant fait l'objet d'une intervention	<b>La consommation pour le site de Richelieu est passée de 67 KWh/m²/an à 118 KWh/m²/an</b>	Définition d'opérations techniques chiffrées en 2015. Réouverture de la zone 1 Richelieu au 2017
<b>Promouvoir une politique de déplacements écoresponsables</b>				
4	Généraliser l'élaboration de plans de déplacements d'administration	Nombre de Plan de Déplacements Administration (PDA) adoptés par rapport au nombre de services concernés	0	
		Evolution des émissions de gaz à effet de serre liées aux déplacements dans les services qui se sont dotés d'un PDA	Sans objet	
5	Mettre en place un plan visant à accroître l'utilisation des outils de téléconférence	Utilisation des installations de téléconférences, en demi-journées par rapport au nombre de demi-journées ouvrées dans l'année	Non renseigné	<p>- <i>Objectifs</i> 2017 : déploiement d'un dispositif de visio conférence (Webconférence) 2018 : Généraliser le recours à la visio conférence (Webconférence), notamment entre les sites distants de la BnF (François-Mitterrand, Richelieu, Bussy-Saint-Georges, Sablé-sur-Sarthe, etc.)</p> <p>Un nouveau dispositif de visio conférence a été déployé à la BnF le 18 août 2017 ; sur le site de François-Mitterrand, il devrait permettre</p>

	Action	Indicateur	Données actualisées	Commentaires
				de diminuer de façon significative les déplacements d'agents entre les tours du bâtiment, mais surtout, il devrait faciliter nettement les échanges à distance entre les sites de la BnF (François-Mitterrand, Richelieu, Bussy-Saint-Georges, Sablé-sur-Sarthe, etc.) et donc réduire les déplacements inter-sites des agents
6	Acheter ou utiliser des véhicules propres	Proportion de véhicules propres acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc et proportion de véhicules électriques ou hybrides acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc	<p style="text-align: center;"><b>Acquisition</b></p> <p><b>1 véhicule particulier hybride essence</b>  <b>1 véhicule utilitaire électrique</b>  <b>1 véhicule utilitaire diesel</b> plus</p> <p style="text-align: center;"><b>En utilisation</b></p> <p><b>3 hybride essence</b>  <b>1 électrique</b>  <b>1 essence</b>  <b>7 diesel</b></p>	<p><i>Objectifs 2017 :</i> Acquisition d'un véhicule particulier hybride essence et d'un véhicule utilitaire diesel</p> <p>Depuis plusieurs années, la BnF a mis en place une politique volontariste concernant la gestion de son parc automobile : . Entre fin 2010 et fin 2015, le parc a été réduit de plus de 50%. . Il n'y a plus qu'un seul véhicule affecté, à savoir celui de la présidence contre 09 précédemment. La mutualisation a été privilégiée</p>
7	Développer l'écoconduite	Nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration formés à l'éco-conduite par rapport au nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration	<b>4 sur 6</b>	<i>Objectif :</i> formation d'un nouvel agent en 2017 et en 2018

Action	Indicateur	Données actualisées	Commentaires
<b>Économiser les ressources et promouvoir le recyclage</b>			
8	Agir par le biais des politiques achats	Quantité de papier recyclé acheté par rapport à la quantité de papier acheté	0
		Pourcentage de marchés passés au cours de l'année comportant au moins une clause environnementale	<p>Non renseigné</p> <p>5 marchés passés au cours de 2016 comportant une clause environnementale + 1 marché dont la réalisation éco-conception d'un stand d'exposition BnF (Salon du Livre) a fait l'objet d'un critère de notation.</p> <p>Réflexion à mener en collaboration avec la mission "RSE" et la Direction de l'établissement afin d'actualiser la "charte développement durable" notamment en responsabilisant chacun et chacune dans ses gestes quotidiens ainsi que dans la phase de sourcing en prévisions d'achats pouvant insérer une clause environnementale</p> <p>3 marchés de travaux destinés à réduire la consommation d'énergie (pose d'équipements étanches asservis sur les amenées d'air de désenfumage, migration de la gestion automatisée des</p>

Action	Indicateur	Données actualisées	Commentaires
			installations de production thermo-frigorifique et l'étude d'une pompe à chaleur pour la récupération de chaleur sur le refroidissement des groupes frigorifiques à vis sur le site François Mitterrand)
	Pourcentage de services et établissements signataires de la charte pour l'achat public durable à la fin de l'année	<b>100 %</b>	Chaque passation et exécution de marchés à la BnF quand la nature et l'objet de ces derniers le permettent, répondent aux préconisations de la charte sociale du Ministère de la Culture tant au niveau des clauses sociales et environnementales qu'aux conditions de travail des salariés des prestataires. Notamment, dans le cadre d'une prestation de numérisation délocalisée par le prestataire à Madagascar, une délégation de la BnF s'est rendue sur place afin de contrôler les conditions de travail in situ. Par ailleurs, tous les marchés pour lesquels la reprise des salariés est obligatoire (restauration du personnel, gardiennage, nettoyage) font

Action	Indicateur	Données actualisées	Commentaires
			l'objet d'une attention particulière notamment au niveau du calendrier de début d'exécution de la prestation afin que cette phase soit prise en compte.
9	<p>Limiter les déchets et promouvoir le recyclage</p>	Quantité de déchets résiduels produits par agent	<p>La tendance pour le tri n'est pas bonne sur certains produits. Un plan d'action doit être défini pour :- inciter aux bons usages- tri et recyclage des cartonnages- augmenter le taux global de tri</p>
		Nombre de restaurants administratifs réalisant le tri des biodéchets par rapport au nombre total de restaurants administratifs	<p>1 / 1</p> <p>Le restaurant administratif de Tolbiac, seul restaurant dont la BnF assure la gestion en propre (via un prestataire ; pour ses autres sites, la BnF établit de conventions avec d'autres partenaires), pratique le tri des biodéchets. Le restaurant de Richelieu (géré par l'INHA) pratique également le tri. Pour les autres restaurants où déjeunent les personnels BnF, les données ne sont pas connues</p> <p><i>Objectif 2017 :</i> Obtenir les données sur les autres restaurants où déjeunent les personnels de la BnF (3 autres</p>

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
				sites principaux : Arsenal, Bussy-Saint-Georges, Sablé-sur-Sarthe)  <i>Objectif 2018</i> : 100% de restaurants où déjeunent les personnels
10	Maîtriser les consommations de papier	Evolution du nombre de ramettes de papier consommées entre l'année N et l'année N-1	<b>+ 190 ramettes soit +2%</b>	Entre 2011 et 2016 la consommation de ramettes a chuté de 28 %  L'objectif est de maintenir ce niveau en 2017 et 2018
		Taux d'agents desservis par la collecte séparée des papiers usagés mis en place dans les services (incluant un contrat, une prestation, un service logistique de reprise des papiers collectés en vue de leur recyclage)	<b>98,00%</b>	
11	Optimiser les consommations d'eau	Quantité d'eau consommée dans l'année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	<b>122 943 m3</b>	Le focus doit porter sur l'Arsenal qui représente 4% de la surface et 19% de la consommation compte tenu de la vétusté des installations. La consommation d'eau pour le site de l'Arsenal est de 20 664 m3 pour l'année 2016.
12	Favoriser le développement de l'économie circulaire dans les métiers de la culture	Recensement et nombre des dispositifs mis en œuvre contribuant au développement de l'économie circulaire	<b>0</b>	Démarche à engager
<b>Préserver la biodiversité</b>				
13	Développer l'alimentation biologique	Valeur des denrées et produits alimentaires biologiques achetés par rapport à la valeur totale des denrées et produits achetés	<b>Non renseigné</b>	A la date d'envoi de la réponse au questionnaire, l'information

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
				n'était pas disponible ; mais elle devrait être fournie prochainement, y compris avec ses valeurs pour les exercices passés.
14	Préserver la qualité et la biodiversité des espaces verts non-bâti	Pourcentage de sites ayant au moins un espace vert ou non bâti mettant en œuvre une gestion éco-responsable	Non renseigné	<p><i>Objectif 2017 :</i> François-Mitterrand: inventaire des pollinisateurs du jardin central réalisé par des étudiants et des chercheurs de la faculté Paris Diderot.</p> <p><i>Objectif 2018 :</i> Relancer les conventions avec le Museum et la LPO. Réflexion sur l'introduction d'une gestion par "écopaturation" sur le site François Mitterrand</p>

**École nationale supérieure d'Architecture de Paris – La Villette  
(ENSA - La Villette)**

Action	Indicateur	Données actualisées	Commentaires	
<b>Agir pour renforcer la cohésion sociale</b>				
1	Se comporter en acteur économique socialement responsable	Pourcentage de marchés de 90 000 Euros HT et plus comprenant au moins une disposition sociale au sens du plan national d'action pour l'achat public durable 2015-2020	Non renseigné	1 marché comprenant cette clause (marché traiteur) lancé début 2017
<b>Maîtriser les consommations d'énergie</b>				
2	Connaître les émissions de gaz à effet de serre et les consommations d'énergie pour les maîtriser	Taux des bilans de gaz à effet de serre attestant d'une baisse des émissions sur les périmètres obligatoires 1 et 2	Non renseigné	
		Quantité d'énergie réelle en kWh consommée chaque année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	CPCU : 14 674 t/v electricité : 581 647 kw	
		Consommation annuelle moyenne d'énergie par m <sup>2</sup>	CPCU : 1,9 tv/m <sup>2</sup> electricité : 68 Kw/m <sup>2</sup>	
3	Améliorer la performance énergétique des bâtiments en veillant à préserver la qualité du bâti	Nombre d'audits énergétiques réalisés dans l'année	0	1 prévu 2017
		Evolution de la consommation d'énergie en Kwh/m2/an, globale et pour chacun des bâtiments ayant fait l'objet d'une intervention	Non renseigné	
<b>Promouvoir une politique de déplacements écoresponsables</b>				
4	Généraliser l'élaboration de plans de déplacements d'administration	Nombre de Plan de Déplacements Administration (PDA) adoptés par rapport au nombre de services concernés	0	
		Evolution des émissions de gaz à effet de serre liées aux déplacements dans les services qui se sont dotés d'un PDA	Sans objet	
5	Mettre en place un plan visant à accroître l'utilisation des outils de téléconférence	Utilisation des installations de téléconférences, en demi-journées par rapport au nombre de demi-journées ouvrées dans l'année	Non renseigné	Entretien par skype avec étudiants étrangers
6	Acheter ou utiliser des véhicules propres	Proportion de véhicules propres acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc et proportion de véhicules électriques ou hybrides acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc	Sans objet	L'ensapl ne dispose pas de véhicules
7	Développer l'écoconduite	Nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration		

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
		formés à l'éco-conduite par rapport au nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration	Non renseigné	
<b>Économiser les ressources et promouvoir le recyclage</b>				
8	Agir par le biais des politiques achats	Quantité de papier recyclé acheté par rapport à la quantité de papier acheté	Non renseigné	Achat de papier recyclé programmé en 2017
		Pourcentage de marchés passés au cours de l'année comportant au moins une clause environnementale	Non renseigné	1 : Marché informatique
		Pourcentage de services et établissements signataires de la charte pour l'achat public durable à la fin de l'année	Non renseigné	
9	limiter les déchets et promouvoir le recyclage	Quantité de déchets résiduels produits par agent	0,016 t/agent	
		Nombre de restaurants administratifs réalisant le tri des biodéchets par rapport au nombre total de restaurants administratifs	Sans objet	L'école ne dispose pas de restaurant administratif
10	Maîtriser les consommations de papier	Evolution du nombre de ramettes de papier consommées entre l'année N et l'année N-1	+ 370	2015 : 2595 2016 : 2965
		Taux d'agents desservis par la collecte séparée des papiers usagés mis en place dans les services (incluant un contrat, une prestation, un service logistique de reprise des papiers collectés en vue de leur recyclage)	Non renseigné	
11	Optimiser les consommations d'eau	Quantité d'eau consommée dans l'année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	1703 m3	
12	Favoriser le développement de l'économie circulaire dans les métiers de la culture	Recensement et nombre des dispositifs mis en œuvre contribuant au développement de l'économie circulaire	Non renseigné	
<b>Préserver la biodiversité</b>				
13	Développer l'alimentation biologique	Valeur des denrées et produits alimentaires biologiques achetés par rapport à la valeur totale des denrées et produits achetés	Non renseigné	

Action	Indicateur	Données actualisées	Commentaires	
14	Préserver la qualité et la biodiversité des espaces verts non-bâties	Pourcentage de sites ayant au moins un espace vert ou non bâtis mettant en œuvre une gestion éco-responsable	Non renseigné	

**École nationale supérieure d'Architecture de Lyon  
(ENSA – Lyon)**

Action	Indicateur	Données actualisées	Commentaires	
<b>Agir pour renforcer la cohésion sociale</b>				
1	Se comporter en acteur économique socialement responsable	Pourcentage de marchés de 90 000 Euros HT et plus comprenant au moins une disposition sociale au sens du plan national d'action pour l'achat public durable 2015-2020	100,00%	Marchés passés par l'UGAP
<b>Maîtriser les consommations d'énergie</b>				
2	Connaître les émissions de gaz à effet de serre et les consommations d'énergie pour les maîtriser	Taux des bilans de gaz à effet de serre attestant d'une baisse des émissions sur les périmètres obligatoires 1 et 2	Non renseigné	
		Quantité d'énergie réelle en kWh consommée chaque année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	422 369 kwh	
		Consommation annuelle moyenne d'énergie par m <sup>2</sup>	70,99 kwh/m <sup>2</sup>	5 950 m <sup>2</sup> SUB
3	Améliorer la performance énergétique des bâtiments en veillant à préserver la qualité du bâti	Nombre d'audits énergétiques réalisés dans l'année	0	
		Evolution de la consommation d'énergie en Kwh/m <sup>2</sup> /an, globale et pour chacun des bâtiments ayant fait l'objet d'une intervention	Sans objet	Aucune intervention en 2016
<b>Promouvoir une politique de déplacements écoresponsables</b>				
4	Généraliser l'élaboration de plans de déplacements d'administration	Nombre de Plan de Déplacements Administration (PDA) adoptés par rapport au nombre de services concernés	1	
		Evolution des émissions de gaz à effet de serre liées aux déplacements dans les services qui se sont dotés d'un PDA	Non renseigné	Donnée non connue
5	Mettre en place un plan visant à accroître l'utilisation des outils de téléconférence	Utilisation des installations de téléconférences, en demi-journées par rapport au nombre de demi-journées ouvrées dans l'année	Non renseigné	10 demi-journées d'utilisation de la téléconférence
6	Acheter ou utiliser des véhicules propres	Proportion de véhicules propres acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc et proportion de véhicules électriques ou hybrides acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc	Non renseigné	Pas de renouvellement du parc automobile en 2016
7	Développer l'écoconduite	Nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration formés à l'éco-conduite par rapport au nombre d'agents	0	

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
		bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration		
<b>Économiser les ressources et promouvoir le recyclage</b>				
8	Agir par le biais des politiques achats	Quantité de papier recyclé acheté par rapport à la quantité de papier acheté	0	Papier acheté comporte l'Ecolabel et PEFC
		Pourcentage de marchés passés au cours de l'année comportant au moins une clause environnementale	0	
		Pourcentage de services et établissements signataires de la charte pour l'achat public durable à la fin de l'année	0	
9	limiter les déchets et promouvoir le recyclage	Quantité de déchets résiduels produits par agent	Non renseigné	Donnée non connue
		Nombre de restaurants administratifs réalisant le tri des biodéchets par rapport au nombre total de restaurants administratifs	1	Restaurant administratif commun au campus et géré par le CROUS
10	Maîtriser les consommations de papier	Evolution du nombre de ramettes de papier consommées entre l'année N et l'année N-1	Non renseigné	Donnée non connue pour 2016 ; A compléter pour année 2017
		Taux d'agents desservis par la collecte séparée des papiers usagés mis en place dans les services (incluant un contrat, une prestation, un service logistique de reprise des papiers collectés en vue de leur recyclage)	0	
11	Optimiser les consommations d'eau	Quantité d'eau consommée dans l'année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	2 707 m3	
12	Favoriser le développement de l'économie circulaire dans les métiers de la culture	Recensement et nombre des dispositifs mis en œuvre contribuant au développement de l'économie circulaire	0	
<b>Préserver la biodiversité</b>				
13	Développer l'alimentation biologique	Valeur des denrées et produits alimentaires biologiques achetés par rapport à la valeur totale des denrées et produits achetés	Non renseigné	Donnée non connue pour 2016 (Restaurant administratif commun au

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
				campus et géré par le CROUS) A compléter pour année 2017
14	Préserver la qualité et la biodiversité des espaces verts non-bâties	Pourcentage de sites ayant au moins un espace vert ou non bâties mettant en œuvre une gestion éco-responsable	0	

**École nationale supérieure d'Architecture de Normandie  
(ENSA – Normandie)**

Action	Indicateur	Données actualisées	Commentaires	
<b>Agir pour renforcer la cohésion sociale</b>				
1	Se comporter en acteur économique socialement responsable	Pourcentage de marchés de 90 000 Euros HT et plus comprenant au moins une disposition sociale au sens du plan national d'action pour l'achat public durable 2015-2020	70,00%	
<b>Maîtriser les consommations d'énergie</b>				
2	Connaître les émissions de gaz à effet de serre et les consommations d'énergie pour les maîtriser	Taux des bilans de gaz à effet de serre attestant d'une baisse des émissions sur les périmètres obligatoires 1 et 2	0	Bilan carbone en cours pour 2017
		Quantité d'énergie réelle en kWh consommée chaque année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	Gaz : 990 000 KWH/ an Electricité : 318 333 KWH / an	Stabilité des consommations Mise en place d'une PAC
		Consommation annuelle moyenne d'énergie par m <sup>2</sup>	210 KWH / an / m <sup>2</sup>	
3	Améliorer la performance énergétique des bâtiments en veillant à préserver la qualité du bâti	Nombre d'audits énergétiques réalisés dans l'année	0	Un audit énergétique réalisé en 2012
		Evolution de la consommation d'énergie en Kwh/m2/an, globale et pour chacun des bâtiments ayant fait l'objet d'une intervention	260 kWh/an en 2012 210 kWh/an en 2016	
<b>Promouvoir une politique de déplacements écoresponsables</b>				
4	Généraliser l'élaboration de plans de déplacements d'administration	Nombre de Plan de Déplacements Administration (PDA) adoptés par rapport au nombre de services concernés	0	Un Plan de déplacement inter administration est en cours de lancement avec la Métropole
		Evolution des émissions de gaz à effet de serre liées aux déplacements dans les services qui se sont dotés d'un PDA	Sans objet	
5	Mettre en place un plan visant à accroître l'utilisation des outils de téléconférence	Utilisation des installations de téléconférences, en demi-journées par rapport au nombre de demi-journées ouvrées dans l'année	Non renseigné	12 demi-journées

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
6	Acheter ou utiliser des véhicules propres	Proportion de véhicules propres acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc et proportion de véhicules électriques ou hybrides acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc	<b>Non renseigné</b>	Véhicule hybride acheté en 2012
7	Développer l'écoconduite	Nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration formés à l'éco-conduite par rapport au nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration	<b>6</b>	
<b>Économiser les ressources et promouvoir le recyclage</b>				
8	Agir par le biais des politiques achats	Quantité de papier recyclé acheté par rapport à la quantité de papier acheté	<b>735 kg de papier acheté</b> <b>323 kg de papier recyclé</b>	
		Pourcentage de marchés passés au cours de l'année comportant au moins une clause environnementale	<b>90 %</b>	
		Pourcentage de services et établissements signataires de la charte pour l'achat public durable à la fin de l'année	<b>Non renseigné</b>	
9	limiter les déchets et promouvoir le recyclage	Quantité de déchets résiduels produits par agent	<b>Non renseigné</b>	
		Nombre de restaurants administratifs réalisant le tri des biodéchets par rapport au nombre total de restaurants administratifs	<b>Sans objet</b>	L'école ne dispose pas de restaurant administratif
10	Maîtriser les consommations de papier	Evolution du nombre de ramettes de papier consommées entre l'année N et l'année N-1	<b>N-1 : 6 ramettes/agent</b> <b>N : 7 ramettes/agent</b>	Point de vigilance porté auprès des agents
		Taux d'agents desservis par la collecte séparée des papiers usagés mis en place dans les		Contrat Recy' go Signé avec La Poste

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
		services (incluant un contrat, une prestation, un service logistique de reprise des papiers collectés en vue de leur recyclage)	<b>95 % des agents disposent d'une boîte spécifique de recyclage papier</b>	Pour la collecte du papier
<b>11</b>	Optimiser les consommations d'eau	Quantité d'eau consommée dans l'année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	<b>243 m3 / an</b>	809 m3 en 2012 450 m3 en 2014
<b>12</b>	Favoriser le développement de l'économie circulaire dans les métiers de la culture	Recensement et nombre des dispositifs mis en œuvre contribuant au développement de l'économie circulaire	<b>0</b>	Réflexion en cours
<b>Préserver la biodiversité</b>				
<b>13</b>	Développer l'alimentation biologique	Valeur des denrées et produits alimentaires biologiques achetés par rapport à la valeur totale des denrées et produits achetés	<b>Sans objet</b>	Pas de restaurant administratif au sein de l'école
<b>14</b>	Préserver la qualité et la biodiversité des espaces verts non-bâties	Pourcentage de sites ayant au moins un espace vert ou non bâtis mettant en œuvre une gestion éco-responsable	<b>100%</b>	Couper le gazon façon « mulching »  Utiliser des broyeurs et pailler Compostage Limiter les produits phytosanitaires

## École nationale supérieure d'Art de Dijon

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
<b>Agir pour renforcer la cohésion sociale</b>				
1	Se comporter en acteur économique socialement responsable	Pourcentage de marchés de 90 000 Euros HT et plus comprenant au moins une disposition sociale au sens du plan national d'action pour l'achat public durable 2015-2020	0	Aucun marché au niveau de ce seuil n'a été passé sur 2016 par l'école.
<b>Maîtriser les consommations d'énergie</b>				
2	Connaître les émissions de gaz à effet de serre et les consommations d'énergie pour les maîtriser	Taux des bilans de gaz à effet de serre attestant d'une baisse des émissions sur les périmètres obligatoires 1 et 2	0	
		Quantité d'énergie réelle en kWh consommée chaque année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	728.965 kwh en 2016 770.939 kwh en 2015	La surface totale est de 4205 m2.
		Consommation annuelle moyenne d'énergie par m <sup>2</sup>	173 kwh / m2 en 2016 183 kwh / m2 en 2015	La surface totale est de 4205 m2.
3	Améliorer la performance énergétique des bâtiments en veillant à préserver la qualité du bâti	Nombre d'audits énergétiques réalisés dans l'année	0	
		Évolution de la consommation d'énergie en Kwh/m2/an, globale et pour chacun des bâtiments ayant fait l'objet d'une intervention	Sans objet	Pas d'audit énergétique en 2016.
<b>Promouvoir une politique de déplacements écoresponsables</b>				
4	Généraliser l'élaboration de plans de déplacements d'administration	Nombre de Plan de Déplacements Administration (PDA) adoptés par rapport au nombre de services concernés	0	
		Évolution des émissions de gaz à effet de serre liées aux déplacements dans les services qui se sont dotés d'un PDA	Sans objet	
5	Mettre en place un plan visant à accroître l'utilisation des outils de téléconférence	Utilisation des installations de téléconférences, en demi-journées par rapport au nombre de demi-journées ouvrées dans l'année	1,00%	4 demi-journées sur un total d'environ 400
	Acheter ou utiliser des véhicules propres	Proportion de véhicules propres acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc et proportion de véhicules électriques ou hybrides acquis ou utilisés lors du renouvellement du parc	Sans objet	L'école ne dispose d'aucun véhicule et n'envisage pas d'acquisition. Elle privilégie les transports collectifs ou la location exceptionnellement.
7	Développer l'écoconduite	Nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration	Sans objet	L'école ne dispose d'aucun véhicule et n'envisage pas

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
		formés à l'écoconduite par rapport au nombre d'agents bénéficiant d'une autorisation de conduite d'un véhicule de l'administration		d'acquisition. Elle privilégie les transports collectifs ou la location exceptionnellement.
<b>Économiser les ressources et promouvoir le recyclage</b>				
8	Agir par le biais des politiques achats	Quantité de papier recyclé acheté par rapport à la quantité de papier acheté	<b>10 ramettes sur 557 soit 1,80%</b>	Le papier reprographie fait partie du contrat repro et les autres papiers sont spéciaux (dimension, grammage, couleur...).
		Pourcentage de marchés passés au cours de l'année comportant au moins une clause environnementale	<b>0</b>	
		Pourcentage de services et établissements signataires de la charte pour l'achat public durable à la fin de l'année	<b>0</b>	
9	Limiter les déchets et promouvoir le recyclage	Quantité de déchets résiduels produits par agent	<b>Non renseigné</b>	Donnée non disponible.
		Nombre de restaurants administratifs réalisant le tri des biodéchets par rapport au nombre total de restaurants administratifs	<b>Sans objet</b>	Aucun restaurant administratif, une salle de restauration et une convention avec un restaurant.
10	Maîtriser les consommations de papier	Évolution du nombre de ramettes de papier consommées entre l'année N et l'année N-1	<b>+ 76 ramettes</b>	Les évolutions fluctuent essentiellement en fonction des étudiants et des projets.  557 ramettes en 2016 481 ramettes en 2015
		Taux d'agents desservis par la collecte séparée des papiers usagés mis en place dans les services (incluant un contrat, une prestation, un service logistique de reprise des papiers collectés en vue de leur recyclage)	<b>100%</b>	Les lieux d'édition et de copies des enseignants et étudiants ainsi que l'ensemble des bureaux administratifs font l'objet d'une collecte séparée.
11	Optimiser les consommations d'eau	Quantité d'eau consommée dans l'année pour les bâtiments propriétés de l'État et occupés par les services	<b>1.636 m3</b>	La baisse est significative même si une fuite et des travaux consécutifs expliquent l'énorme écart entre 2015 et 2016.  3.267 m3 en 2015 2.264 m3 en 2014
12	Favoriser le développement de l'économie circulaire dans les métiers de la	Recensement et nombre des dispositifs mis en œuvre contribuant au développement de l'économie circulaire	<b>0</b>	

Action		Indicateur	Données actualisées	Commentaires
	culture			
<b>Préserver la biodiversité</b>				
13	Développer l'alimentation biologique	Valeur des denrées et produits alimentaires biologiques achetés par rapport à la valeur totale des denrées et produits achetés	Sans objet	Aucun Restaurant Administratif
14	Préserver la qualité et la biodiversité des espaces verts non-bâti	Pourcentage de sites ayant au moins un espace vert ou non bâti mettant en œuvre une gestion écoresponsable	100%	L'école dispose d'un jardin classé et développe des plantations durables sur son unique site.



Ministère de la Culture  
Secrétariat général  
Mission Développement durable  
3 rue de Valois  
75033 Paris Cedex 01

